

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14528 - 8 F

DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY ~ DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tandis qu'est entériné l'éclatement du KGB

### La Russie et neuf autres Républiques se rallient au projet de traité économique Mort

d'un monstre

'HEURE est décidément se dans les services secreta qu'il en reste. Alors que la CIA débats sur son rôle dans l'an-cienne et la nouvelle configure des services de renseignement de l'ex-URSS, confirmée vendredi 11 octobre à Moscou, sonne le glas du KGB en tant

sation paraît plus approprié que celui de dissolution, c'est, de fait, la fin d'un symbole, déjà de la statue de son fondateur, Félix Dzerjinski. Le KGB tel qu'il fonctionnait depuis 1954 ne dislocation de l'empire, et le outsch du 19 août devait kii oorter un coup fatal. Dès le 29 août, son nouveau chef, M. Vadim Bakatine, successeur du putschiste Krioutchkov, ais voué à l'infamie après avoir été l'homme le plus puis-sant d'URSS, amonçait l'inévita-ble éclatement du KGB. Selon le Consail d'État, trois directions KGB: «un service central indépendant de renseignement, un service interrépublicain de contre-espionnage et un comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat ».

AUTANT d'incertitudes Apèsent sur l'application concrète de cette réorganisation, en particulier sur son caractère a central » ou « interrépublicain » que sur l'avenir de l'Union ellemême. Les très efficaces ser vices d'espionnage (renseignement extérieur), désormais auto-nomes, ont été confiés à un homme, M. Evguenni Primakov, qui conneît son affaire : s'il n'est pas du sérail proprement dit, il l'a suffisamment fréquenté pour pouvoir en apprécier le fonctionnement. Reste à savoir qui sera le commanditaire de ces rensei gnements. Le « centre » ? Mais existe-t-II encore? La Russie? Et qui pourra en bénéficier? Toutes

La réorganisation du renseignement intérieur, baptisé « con-tre-espionnage » pour faire oublier la fonction de police poli-tique que remplissait aussi le KGB, pose, elle, d'autres ques-tions. Dans l'hypothèse idyllique d'une Union fédérale, ou même confédérale, on peut, certes, imaginer la création d'une sorte

MAIS la précision du Viconseil d'État salon laquelle les futurs services sont créés « sur la base des sections » du KGB peut susciter quelque inquiétude sur la démocratisation de ce que les Soviétiques désignaient sous le vocable sinistre d'« organes», ou qu'un refuznik féru de littérature policière française appela un jour la « maison goulage ».

Comme l'a montré l'expérience des pays d'Europe cen-trale, les nouveaux services emploient inévitablement le même personnel, et les vieilles habitudes ont la vie dure. C'est là que jouera, en réalité, la nature démocratique des nouveaux régimes de l'ex-URSS: sans commanditaire politique au sommet, les « guébistes » réfrac-taires au changement ne pour-ront en effet que tourner dans le

10146 - 1014 0 - 6,00 F

Le «Comité pour la sécurité d'Etat», le représentants de dix Républiques, dont la redouté KGB, a été dissous le 11 octobre par 🛮 flussie, ont affirmé vendredi leur intention de le Conseil d'Etat, l'un des nouveaux organes signer, dans les plus brefs délais, un traité dirigeants du Kremlin. Le KGB, dont la dispari- économique. Dans un entretien au «Monde», tion était prévisible depuis le putsch manqué le ministre russe des affaires étrangères

de notre correspondant L'équipe qui dirige l'ex-URSS a montré qu'elle était capable de tant plus facilement qu'il s'agit de consacrer l'affaiblissement du pouvoir central : le Conseil d'Etat, où siègent M. Gorbatchev et les dirigeants des Républiques,

a ainsi entériné vendredi 12 octobre la liquidation du KGB d'URSS, déjà blessé à mort dans les jours qui ont suivi l'échec du putsch d'août. Les représentants de dix Républiques ont par ailleurs affirme leur intention de signer, dans les plus brefs délais, un traité économique, sans pour autant lever tontes les incertitudes qui pèsent sur cette très délicate entreprise

Le «Comité pour la sécurité d'Etata, héritier de la Teheka de Lémae et du NKVD de Staline, disparaît donc, en tant qu'organe unique, chargé à la fois d'assurer du régime, de surveiller les fron-

d'août demier, est remplacé par divers ser- affirme qu'x une Russie forte est la seule

tières et de coiffer les divers services de renseignements. Ce monstrueux organisme était condamné depuis que l'échec du putsch avait conduit à l'effondrement définitif de l'Etat-parti, et son éclatement en une série de services indépendants avait déjà été annoncé par son nouveau président, M. Bakatine, chargé d'assurer la transition.

Curieusement, le communiqué publié à l'issue de la réunion du Conseil d'Etat se contente pourtant d'abord d'annoncer une la sécurité d'Etat de l'URSS » avant d'indiquer qu'il a été décidé de « supprimer le KGB d'URSS » et de « constituer, sur

Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

par SOPHIE SHIHAB, page 4

vices « inter-républicains ». D'autre part, les chance de construire une nouvelle union ». ments (son chef, M. Evgueni Primakov, avait été nommé quelques jours plus tôt), un service inter-républicain de contre-espion-

nage», [et un] « comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat», doté d'un « commandement unifié des forces des gardes-Ce dernier point n'est pas d'une totale limpidité dans la mesure où la future Union sera, en principe, constituée d'Etats indépendants, vraisemblablement désireux de surveiller eux-mêmes leurs frontières. En tout état de cause, les résolutions du Conseil d'Etat devraient encore être soumises à l'examen du Soviet suprême de l'URSS, convoqué

comme l'Ukraine, menacent de ne pas participer. Bien entendu, la décision du Conseil d'Etat ne concerne que le KGB de l'URSS, ou ce qu'il

pour le 21 octobre, mais auquel plusieurs Républiques majeures,

Lire la suite page 4

### Incendie « sans fuite » à Tchernobyl



Lire nos informations page 13

### Emploi: Mr Cresson reprend l'initiative

En annonçant, le 11 octobre, un plan de 7,5 milliards de francs, Mr. Edith Cresson a repris l'initiative sur le terrain de l'emploi mais les mesures annoncées ne font qu'anticiper des décisions délà arrêtées. Reçues à l'hôtel Matignon, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FEN ont jugé ces mesures « insuffisantes » mais perçoivent «un certain infléchissement du gouvernement» et ont obtenu l'ouverture de discussions sectorielles. Seule la CGT s'associe à la grève générale décidée par FO pour le 24 octobre.

Lire page 17 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

### L'industrie militaire irakienne sous contrôle de l'ONU

Lire nos informations page 20

L'ancien premier ministre roumain ne fait pas mystère de son objectif : revenir au pouvoir

par Sylvie Kauffmann

Ecarté du pouvoir il y a deux semaines par le président llieseu sous la pression des mineurs, M. Petre Roman n'a qu'une envie: y revenir à grands pas. Le premier ministre démissionnaire n'a même pas encore quitté son bureau - où il est censé expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement qu'il s'affaire déjà à y préparer son retour. Avec une arrière-pensée non avouée, mais que l'on devine sans peine dans ses propos : au-delà du poste de premier ministre, c'est le rôle de numéro un qu'il vise.

M. Roman a-t-il les moyens de ses ambitions? Pour l'instant, les choses ne se passent pas aussi bien qu'il les prévoit, avec l'assurance qu'on lui connaît. Après l'erreur tactique qui l'a conduit, le 25 septembre, à « remettre son mandat » à M. Iliescu, lequel s'est empressé de transformer ce geste en une démission pure et

simple, il veut montrer qu'il s'est res-saisi : ces jours-ci, laisse-t-il entendre le plus clairement possible, c'est lui qui tire les ficelles dans la formation du nouveau

A quel titre ? En tant que « leader national » du Front de salut national (FSN), premier parti de Roumanie. « Sto-lojan (le premier ministre désigné) a fait le tour des partis, nous a déclaré M. Roman, cette semaine dans un entretien téléphonique, mais il est bien évident que c'est le FSN qui mène le jeu et qui a essentiellement son mot à dire.» Et le message du FSN, transmis par M. Roman aux futurs « partenaires » du Front dans le gouvernement « d'union nationale ». est simple: « Nous sommes les plus forts, il

nous faut donc les postes-clés. » D'autant plus, souligne-t-il avec une fausse candeur, que « le FSN a fait une concession majeure en acceptant que le premier ministre ne soit pas l'un de ses

La découverte émouvante d'un « Homo sapiens sapiens » de quatre mille ans rendu par un glacier alpin

par Yvonne Rebeyrol

Le chasseur momifié qui a été décou-vert le 19 septembre à 3 200 mètres d'altitude émergeant du glacier de Similaun à la frontière austro-italienne semble bien dater de l'age du bronze ancien, c'est-à-dire des alentours de 2000-1800 avant Jésus-Christ.

A la même époque, les Sumériens avaient inventé l'écriture depuis treize siècles, ils construisaient des villes florissantes où régnaient des dynasties relativement puissantes. Les Egyptiens s'étaient, eux, inventé une écriture depuis onze siècles et pouvaient contempler la grande pyramide de Kheops depuis six cents ou sept cents ans.

Certes, la datation au carbone 14 d'un fragment des vêtements est en cours et les résultats n'en seront probablement connus que vers Noël. Certes, la plupart des objets sont en train d'être étudiés au Musée de Mayence. Certes, la momie n'a

pas encore été l'objet de tous les examens possibles: pour le moment, deux tomographies (1) ont été faites. Toutefois, selon les préhistoriens, anthropologues, médecins légistes et autres scientifiques qui se sont penchés sur le cas de ce loin tain ancêtre, il y a maintenant 100 % de chances (et non plus 90 % ou même 99 %) que cette pauvre momie ait vraiment près de quatre mille ans.

A l'annonce de la découverte, nous devons avouer avoir été un peu sceptique. Comment le glacier avait-il mis quelque quarante siècles à rendre ce corps alors que les cadavres ne mettent, en général, que queiques décennies à réapparaître en bas des glaciers alpins?

Lire la suite page 13

/n-rti

essi les

ınc

nts. Jul-prit tce.

les

ent 2UIS

ales

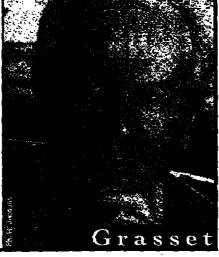
LON

(1) La tomographie est une technique d'explora-tion radiologique (donc non destructive) qui permet d'obtenir des images de l'intérieur du corpe plan par plan. L'intervalle, entre chaque plan, est choisi en fonction de ce que l'on veut étudier. A lansbruck, les tomographies ont été faites respectivement à 2 et 4 millimètres.

# **JACQUES**

et la vie

Journal



### HEURES LOCALES

Aquitaine : un Far-West à la française

Deuxième étape du tour de France des régions, présenté chaque semaine dans le supplément « Heures locales ». Après l'Aisace, c'est à l'Aquitaine que le Monde rend visite. Des vignobles de l'Entre-Deux-Mers aux immenses espaces des Landes, le voyage permet de découvrir les airs de Far-West de cette région qui attend encore ses promiers. Sur cette terre anciermement radicale-socialiste, la fronde des ruraux et celle des chasseurs « traditionnels » déstabilise les partis politiques classiques.

Lire pages 10 et 11 les articles de LAURENT GREILSAMER

Les « petits mickeys » achèvent leur chantier près de Mame-la-Vallée » Les régions vont fêter leur vingtième anniversaire : un sondage montre l'attitude des Français face à la décentralisation.

« Le grand jury RTL-le Monde » M. Georges Kiejman, ministre délégué chargé de la communication invité dimanche à 18 h 30.

A L'ETRANGER : Aprile 4.50 DA: Marce, 8 DH; Turisle, 750 m ; Alemagne, 2.50 DM; Aurriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Caracte, 2.25 \$ CAN; Amilian/Rifunion, 9 F; Chin-d'hoira, 466 F CFA; Danamerk, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Griege, 220 DR; Mande, 7; 20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norwige, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sánégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

dit, il-s'agit de savoir qui fait quoi de «cadre») et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans orcusement à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapa-

Le Monde

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-85-25-25
Télécopleur: (1) 49-80-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principanx associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry :
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M Jecupe Letture effent

rampe Dupus, unetten tunnatetus 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Téléns : 46-62-98-73, - Société Biale la SARI le Mande et de Médian et Régies Europe SA

Imprimerie du e Monde » 12, r. M.-Gimsbourg 94852 IVRY Cedex mmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms e index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE mposez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS Trie OFFERALE CEE
3 <b>mois</b>	460 F	572 F	790 F
6 10 dis	<b>99</b> 0 F	1 123 F	1 560 F
I ==	1 620 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tanf sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à l'ormuler leur demande deux emaines avant leur départ, en indi-uant leur numéro d'abonné.

D ABOMMEMEN	
D'ABONNEMENT	ļ
BULLETIN	

**DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois п

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal : \_ Localité : . Pays:.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous 111 MON 03

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Daniel Vernet

Nubert Beure-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1982) André Leurena (1982-1985) André Fontnine (1985-1991)

Il y a soixante-dix ans

### La France expulse ses étudiants

'Al assisté incidemment à l'embarquement des Chinois visés par la mesure administrative qui les faisait embarquer sur le courrier Paul-Lecat parti le 14 octobre 1921 à destination de leur pays d'origine », écrivait au préfet du Rhône un fonctionnaire en charge de la surveillance des troupes coloniales à Marseille. Soucieux de l'avenir des intérêts français en Extrême-Orient, le fonctionnaire demandait à être informé des circonstances motivant l'expulsion de ces « fauteurs de troubles » et, dans un bel élan, à pouvoir disposer de leurs photographies individuelles pour le cas

où, de nouveau, ils feraient parler d'eux. Cent quatre étudiants avaient ainsi été ponssés par les gardes vers la passerelle du vapeur à destination de Shanghaï. Certains des expulsés allaient, en effet, faire parler d'eux : tels Cai Hesen, proche camarade de Mao Zedong et figure de proue du jeune Parti communiste, exécuté par le Guomindang en 1931; Li Lisan, devenu brièvement numéro un du PCC, limogé pour « déviationnisme de gauche », victime plus tard de la révolution culturelle; Chen Yi, qui entra dans Shanghaï à la tête des soldats rouges en 1949 puis en devint le maire et poursuivit une longue carrière comme maréchal de l'armée populaire et ministre des affaires étrangères. D'autres, comme Zhou Enlai, avaient ou échapper au rapatriement forcé bien qu'ils aient été au cœur de ces événements. Beaucoup de ceux qui firent le voyage en Occident au début des années 20 ont joué un rôle déterminant dans l'histoire de la Chine contemporaine. C'est pourquoi la mémoire de ce « charter pour la Chine » est célébrée dans la République populaire comme le « grand mouvement pairiotique des étudiants mi-études, mi-travail en France ».

L'affaire avait commencé en 1919, quand, dans le prolongement des événements du 4 mai qui ébranlèrent la Chine et mirent en mouvement sa jeunesse, un groupe d'intellectuels francophiles encouragea les étudiants avides de démocratie et de modernité à découvrir le pays de Voltaire et de Rousseau. A Pékin les candidats au départ affluaient vers les bureaux de la Société franco-chinoise d'éducation, rue Fang-jia. Le journaliste américain Edgar Snow, qui cueillit en 1936 les confidences de Mao Zedong à Yan'an, rapporte que l'étoile montante des communistes s'était lui-même préparé à suivre le mouvement et ne renonça qu'an dernier moment. Forte était pour cette jeunesse la tentation de l'Occident. Zhou Enlai, avant de prendre passage sur le vapeur Porthos à destination de la France, fit un poème de ses rêves exotiques. Emprisonné à Tianjin pour ses activités contestataires, il dédia ces vers à son amie

Tu vas auitter notre pavs Traverser la mer de Chine orientale, sla mer de Chine méridionale. [la mer Rouge et la Méditerranée. Toutes les vagues houleuses

[de l'immensité Te conduiront vers les côtes de France, [berceau de la liberté.

> Collèges et usines

Les promoteurs de la Société franco-chinoise d'éducation, des lettrés hostiles à la dynastie mandchone, avaient trouvé leur inspiration dans l'Europe de la Belle Epoque. Le premier, Li Yuying, était biologiste, issu d'une grande famille mandarinale, et devait à cette ascendance de s'installer en France, dès 1902, comme attaché à la légation de Chine à Paris. Là, il s'était lié aux milieux anarchistes, avait édité une revue révolutionnaire, le Siècle nouveau, publié un ouvrage sur le soja et fondé à La Garenne-Colombes une petite usine où un personnel exclusivement chinois voué aux utopies libertaires fabriquait de la pâte de soja. Le deuxième personnage. Wu Zhihui, était un philosophe réputé, formé au Japon et à Londres, et le troisième, Cai Yuanpei, un éducateur de renom, fixé à Leipzig, recteur de l'université de Pékin à la date du 4 mai, et révére des étudiants. Tous trois se réclamaient d'idéaux anarcho-républicains, qui. traduits dans notre cosmologie, les situaient quelque part entre l'anarchisme d'un Elisée

Reclus et le radical-socialisme d'un Edouard Herriot : une ambiguîté qui allait peser fortement sur le devenir de leur initiative.

Les jeunes gens enrôlés sous la bannière de la Société franco-chinoise d'éducation dans le cadre du programme « mi-études, mi-travail » se trouvèrent bientot quinze cents répartis de Montargis au Creusot, de Château-Thierry à Saint-Chamond, dans des collèges et des usines. Rapidement dénourvus de ressources, oubliés des autorités et décus de leur expérience, ils se sentaient

Les premiers incidents opposant les jeunes Chinois désargentés à leurs tuteurs et étudiants recrutés directement en Chine sur concours, pourvus d'un financement et dans le cadre normal du cursus universitaire français. Des pétitions circulèrent, mais en vain, pour la transformation du nouvel institut en lieu d'accueil pour les jeunes gens déjà en France dans le cadre du programme «mi-études mi-travail» et désormais privés de bourses. Sur une lettre collective, on relève entre autres le nom de Deng Xiaoping. A l'époque de la révolution culturelle, les gardes rouges reprocheront à Deng Xiaoping son séjour en France comme chacun des gestes de sa longue carrière de «réviniste»: «1921 – Le bandit Deng habite Montargis, en France, où, employé dans une

jeter des tracts : « La police de Lyon expulse sans aucune raison les étudiants chinois, les amis très intimes de la France et de l'Institut franco-chinois de Lyon. » Les Lyonnais voyaient d'un œil goguenard ce spectacle inaccoutumé et les journaux s'en donnaient à cœur joie : « Le péril joune », « Une chinoiserie peu banale ou un coup d'Etat au fort Saint-Irénée », « L'incident des post-scolaires qui tourne un peu au casse-tête chinois »...

#### « Délinquants »

Dans les jours et les semaines qui suivirent, des négociations s'engagerent entre les pouvoirs publics, inflexibles, les dirigeants de la Société franco-chinoise d'éducation, enclins au compromis, et la légation de Chine, qui jouait double jeu : l'ambassadeur Chen Lu avait même fourni aux manifestants une partie de l'argent de leur voyage de retour, pensant ainsi se défaire du problème. Les responsables universitaires lyonnais, surtout, et les politiques derrière eux, se montrèrent intransigeants. Estimant qu'il y avait eu « acte concerté de propagande par le fait et de rébellion aux agents de l'autorité française », le doyen Lépine s'opposait fermement à l'admission dans l'institut de ceux qu'il nommait les « délinquants ». Le député socialiste Marius Moutet, futur ministre des colonies du Front populaire, renchérissait : « Si l'on ne pouvait pas en venir à bout autrement, il faudrait recourir à la manière forte. » Quant au maire Edouard Herriot, il confiait son sentiment au quotidien le Progrès : « La ville de Lyon n'a aucune raison de prendre à sa charge ni la centaine d'étudiants qui ont voulu s'imposer à l'institut ni les quatorze cents autres qui n'attendent sans doute que le succès des pre-miers pour accourir à leur tour. » Le 10 octobre, jour de la fêté nationale chi-noise, un télégramme du président du conseil, Aristide Briand, donnait au préfet le feu vert « pour rapatriement [des] élèvesouvriers chinois dans les meilleures conditions de discrétion et d'efficacité ».

Au fort Monluc, la vie devenait difficile et le moral baissait. Dans leur français ipproximatif, les reclus se préfet des conditions de leur détention : « Nous tous portons des effets sales et usés, et nous manquons des coffires et des choses nécessaires, ce que nous cause ou causera ades maladies inévitables. Finirez-vous que de souffrances nous avons subies et en esprit et en matière / » Mais lorsque parvint la nouvelle de l'expulsion prochaine, la panique s'empara des étudiants : certains écrivirent des lettres suppliantes au préfet ; d'autres essayèrent vainement de fuir en escaladant le mur de 8 mètres du fort Monluc. Enfin, le 13 octobre, ils furent conduits sous bonne escorte en gare des Brotteaux, expédiés dans des wagons de troisième classe vers Marseille et dirigés sur le quai de la Joliette, où les aperçut le fonctionnaire zélé des troupes coloniales. Par la voix de Poincaré, la France généreuse réclama avec insistance au gouvernement chinois les 134724 francs et 20 centimes qu'avait coûté leur rapatrie-ment sur un bateau de la Compagnie des

E.

Valéry, a laissé un témoignage de l'état d'es-prit qui animait les étudiants-travailleurs au terme de leur expérience : « Ces jeunes Chinois ont fait une traversée de quarante jours. comme passagers d'entrepont, pour venir en France. Là, instruits par les difficultés et endurcis par la souffrance, ils sont devenus plus révolutionnaires que jamais. » Leurs maîtres d'autrefois évoluaient, eux, dans un sens diamétralement opposé. En 1927, à l'époque de l'insurrection de Shanghaï, qui inspira à André Malranx la Condition humaine, les protagonistes de ces événements se retrouvèrent face à face : le trio Li Yuying, Wu Zhihui et Cai Yuanpei, du côté de Chiang Kai-shek, tandis que les anciens étudiants-ouvriers comptaient parmi les principaux cadres du Parti communiste, ceux qui allaient maxquer la Chine de leur lempreinte.

messageries maritimes. L'écrivain Cheng Tcheng, ami de Paul

PHILIPPE VIDELIER chargé de recherche au CNRS



Une photographie prise devant le mur d'enceinte de l'Institut de Lyon. Le quatorzième personnage en partent de la gauche (un Chinois portant une longue barbe) est Li Shizang (ou Li Yuging), l'un des promoteurs du mouvement Travail/études.

aux autorités françaises eurent lieu en usine de chaussures en caoutchouc, il pratil'intervention musclée de la police française pour éviter que l'ambassadeur ne soit molesté; un témoin rapporte que son haut-de-forme vola tandis que fusaient les cris : «Cassons-lui la gueule!» Dans-les livres d'histoire pékinois, aujourd'hui encore, l'ambassadeur Chen Lu est gratifié du qualificatif peu aimable de « canaille rusée ». Ces. événements contribuèrent à radicaliser les étudiants, qui tenaient réunion sur réunion, signaient des pétitions et se montraient sensibles aux arguments d'un noyau marxisant en cours de formation.

Aux mois de juin et juillet, une nouvelle agitation fit frémir la communauté des étudiants-ouvriers : la République chinoise, qui les abandonnait à leur misérable sort, entendait négocier un emprunt qui, aux yeux des jeunes gens pétris de sentiments patriotiques, allait renforcer encore la domination étrangère sur leur pays. La mobilisation contre l'emprunt donna lieu à d'autres échauffourées autour de l'ambassade chinoise. Zhou Enlai en fit un compte rendu exalté pour un journal de Tianjin : «Le deuxième meeting contre l'emprunt fut encore plus militant ; le secrétaire de la légation, Wang, a été battu comme substitut à Chen Lu. » Nouvelle page de gloire pour les contestataires. l'affaire de l'emprunt était déjà source d'exaspération pour le gouverne-

La tension monta d'un cran encore lorsque les étudiants-travailleurs apprirent qu'une « université franco-chinoise » allait ouvrir ses portes à Lyon, par suite d'un accord entre les notables de la région, hommes politiques et professeurs, et les promoteurs chinois de la Société franco-chinoise d'éducation. Le nouveau projet ne laissait aux jeunes sans ressources aucun doute sur la considération dans laquelle ils étaient tenus. Des orientations idéalistes « d'études frugales et de travail diligent », il n'était plus question, et le nouvel Institut franco-chinois avait vocation à recevoir des

février 1921, lorsque les plus mobilisés que le système mi-études, mi-travail. Il est d'entre eux vinrent manifester leur colère devant la légation de Chine à Paris. Il fallut de ses camarades ne neuvent pas le voir. » Son rôle dans les événements de 1921 est cependant si effacé que la critique ne trouve then d'autre à se mettre sous la dent. Ayant évité l'expulsion, il ne conquiert que plus tard ses lettres de noblesse régolutionnaire, et le titre de « docteur ès roneos » dont l'affublent ses camarades.

#### Le rôle de Zhou Enlai

Ses biographes dévoués présentent au contraire Zhou Enlai comme le grand inspirateur de la rébellion que les Chinois nomment Lida Yundong : la marche sur l'université de Lyon. «A l'appel du camarade Zhou Enlai», est-il rapporté, une assemblée des étudiants-onvriers se tint à Paris et décida, le 16 septembre 1921, de forcer les portes de l'Institut franco-chinois de Lyon. Il est loin d'être certain que Zhou Enlai tint le premier rôle : d'autres plus que lui (Cai Hesen, Wang Ruofei), semble-t-il, animaient les réunions radicales de la petite colonie. Quoi qu'il en soit, sur cette résolution, plus d'une centaine de jeunes Chinois désespérés et irrités convergèrent vers Lyon.

Le mercredi 21 septembre 1921, les étudiants en colère, pourvus d'une ronéo (ils avaient pensé à tout), se retrouvèrent devant la lourde porte du fort Saint-Iréaée qui devait abriter l'Institut franco-chinois: un vieux bâtiment militaire sur la colline qui domine Lyon, à deux pas de la basilique de Fourvière. Pour les autorités, la surprise fut totale. On attendait les Chinois officiels, ceux venus de Chine avec Wu Zhihui à leur tête, mais pas ces étudiants-travailleurs que le gouvernement chinois regardait comme « des coolies indignes d'intérêt ». Très vite, après une première unit concédée dans l'enceinte de l'institut, il fut décidé d'interner les rebelles au fort Montine. Ce qui fut fait, en fourgons, avec l'intervention des agents de la force publique. Les étu-

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 **GEORGES** en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Yves-Marie LABE (le Monde) Dominique PENNEQUIN MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA COMMUNICATION

### **ETRANGER**

### HAÏTI: alors que l'embargo inquiète les milieux d'affaires

### Un ancien défenseur des droits de l'homme a été nommé premier ministre

M. Joseph Nérette, « président provisoira» d'Haitì, installé par les militaires qui ont renversé le président Jean-Bertrand Aristide, a nommé, vendredi 11 octobre, M. Jean-Jacques Honorat au poste de premier ministre. Directeur d'une organisation haitienne de défense des droits de l'homme, M. Honorat sera chargé de former un gouvernement lorsque le Parlement aura ratifié sa nomination; il a évoqué la possibilité d'un retour du père Aristide, à « certaines

etudiants d

**PORT-AU-PRINCE** 

de notre envoyé spécial

Agé de soixante ans, agronome et juriste de formation, M. Honorat s'était fait remarquer au cours des derniers mois par ses prises de position virulentes contre le président Jean-Bertrand Aristide. Avant même les élections du 16 décembre dernier, largement remportées par le Père Aristide, M. Honorat avait délaissé la lutte en faveur des droits de l'homme, qu'il menait depuis plusieurs années. pour le combat politique contre le candidat des laissés-pour-compte de la société haîtienne.

Une majorité des parlementaires s'est ralliée à ce qu'un diplomate appelle « le putsch constitutionnel ». qui a suivi le sanglant coup d'Etat

militaire. Le choix du premier de nouvel ordre créé par le coup ministre a été précédé de consultations avec l'ensemble de la classe politique, à l'exception des partisans du Père Aristide, qui réclament son retour sans conditions.

Menacés, pourchassés, les parti-Menacés, pourchassés, les parti-sans du « prêtre rouge» se cachent. Le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, a échappé de peu à une exécution sommaire, lors de son arrestation par les militaires la semaine dernière. Mano Charle-tagne, un des chanteurs les plus populaires en Haïti, a été arrêté vendredi dans la maison où il s'était réfugié, au sud de la capi-

#### Répression et début de résistance

Dans la clandestinité, le premier ministre du Pere Aristide. M. René Préval, tente d'organiser la résistance. Dans un communique diffusé sous le manteau, il appelle la population à ne pas payer ses impôts, ses factures d'électricité ou de téléphone, et à attendre de nouvelles instructions sur les ondes d'une radio émetiant en créole, depuis la frontière avec la République Dominicaine.

La répression continue de frap-per les stations de radio qui ont pourtant cessé d'émettre des bulle-tins d'information dès les premiers jours du coup d'État. Après Radio Cacique, Radio Antilles vient d'être saccagée. Seule la radio nationale, étroitement contrôlée. diffuse des informations justifiant

créole) est redevenu la principale source d'information et les zins (rumeurs) contribuent à alourdir le

La bourgeoisie et les milieux d'affaires, qui ne cachaient pas leur soulagement à l'annonce du départ du président Aristide, s'inquiètent des fermes réactions de la communauté internationale. L'embargo décrété par l'Organisation des États américains (OEA) sera-t-il dur ou mou? Cette question, jusqu'à présent sans réponse, est au centre des conversations dans les bureaux et les commerces qui rouvrent timidement. « Le test sera le pétrole, si les Américains veulent vraiment le retour d'Aristide, ils empecheront les compagnies de livrer, et en moins de quinze jours le pays sera paralysé », affirme un chef d'entreprise.

#### « L'inauguration des hibiscus»

D'autres soutiennent qu'au nom des «aides humanitaires» et afin de ne pas aggraver la misère de la population, l'embargo sera souple et qu'il sera largement tourné par la contrebande, qui tient lieu de commerce avec la République Dominicaine. Les relations entre le président dominicain Joaquin Balaguer et le Père Aristide étaient tendues avant le coup d'Etat, et Saint-Domingue est la scule capi

tale de la région à n'avoir pas fer-mement condamné les militaires putschistes. L'inquiétude, face aux effets de l'embargo, a poussé les représentants du secteur privé à se président Aristide, à condition que ses pouvoirs soient strictement

«Entre deux maux, il faut choisir le moindre», explique le responsable d'une organisation patronale. Selon ce responsable, qui présère ne pas être cité compte tenu du climat de violence, un embargo strict mettrait pour longtemps en péril ce qui reste de l'économie baîtienne, à commencer par les usines qui exportent des vêtements et des produits électroniques bas de gamme vers les Etats-Unis. Elles emploient plus de trente mille personnes.

La solution préconisée par le secteur privé, par l'ambassade des Etats-Unis et par une partie de la classe politique consisterait à faire revenir le président Aristide en limitant ses prérogatives à l'a inauguration des hibiscus », selon l'expression de l'ambassa deur de France, M. Jean-Raphaël Dufour. Une solution qui aurait le mérite de sauver la lettre, sinon l'esprit, des grands principes démocratiques, mais qui ferait peu de cas du choix exprimé il y a dix mois par les électeurs haîtiens. Elle suppose surtout que ses promoteurs aient les moyens de convaincre les militaires putschistes.

JEAN-MICHEL CAROIT

### L'Assemblée générale de l'ONU réclame le retour au pouvoir du Père Aristide

Alors qu'environ 50000 Haïtiens défilaient dans les rues de New-York pour réclamer le retour au pouvoir du Père Jean-Bertrand Aristide, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté vendredi 11 octobre à l'unanimité et par consensus (sans vote) une résolution consacrée à la « crise de la démocratie et des droits de l'homme en Haîti's.

**NEW-YORK (Nations unies)** 

de notre correspondant Soutenant l'action de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'ONU « condamne fermement » le remplacement « illégal » du président haîtien élu conformément à la Constitution, de même que a l'usage de la violence, les contraintes imposées par l'armée et la violation des droits de l'homme

dans le pays». Cette résolution, qui juge «inac-ceptable » toute entité résultant de la situation illégale ainsi créée (allusion à la nomination d'un «président provisoire» en la per-sonne de M. Joseph Nérette), « réclame le rétablissement immédiat du gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide », ainsi que l'application de la Constitution et le respect des droits de l'homme. Pour autant, le texte ne va pas jusqu'à exiger l'instauration d'un embargo commercial vis-a-vis

d'Haîti, une mesure appliquée depuis le 8 octobre par l'OEA, et se contente d'invoquer la «néces-saire augmentation de la coopéra-tion technique, économique et financière lorsque l'ordre constitu-tionnel sera restauré en Haïti de façon à soutenir son développement économique et social et à renforcer ses institutions démocratiques con-tre tout risque de déstabilisation».

La France a demandé le « rétablissement immèdiat du gouverne-ment légitime d'Haīti », dénouçant le processus visant à désigner un « président provisoire », qui consti-tue, selon elle, « un second coup d'Etat ». Rappelant qu'ils avaient suspendu toute assistance à Haīti et gelé les avoirs haîtiens, les Etats-Unis ont demandé au secré-taire général de l'OEA de maintenir des contacts « avec les organi-s a l i o n s p o l i l i q u e s démocratiquement constituées en Haîti » de façon à garantir les conditions « d'un retour au pouvoir du président Aristide ».

Cette réaffirmation sans ambiguîté du soutien américain au Père Aristide vise à mettre un terme au flottement observé à Washington ancès l'échec de la mission de l'OEA à Port-au-Prince et les critiques formulées alors, dans certains milieux haitiens, sur les premiers mois d'exercice du pouvoir par le président Aristide alors que, dans un premier temps, les États-Unis avaient condamné sans équivoque le coup d'Etat.

SERGE MARTI

La construction européenne

### Paris, Bonn et Madrid définissent leur position sur l'union politique

Les ministres des affaires étrangères français, allemand et espaenol oni réaffirmé vendredi II octobre, à l'issue d'un déjeune de travail au quai d'Orsay, « leur volonté d'aider la présidence néerlandaise de la Communauté à faire du prochain Conseil européen un succes o et a progresser ainsi vers une union européenne à vocation lidirale ». Lors de ce Conseil, les 9 et 10 décembre à Maastricht, les chefs d'État et de gouvernement des Douze auront à se prononcer sur les projets d'union politique et

Dans leur communiqué de vendredi, MM. Dumas, Genscher et Ordonez déclarent :

« L'union économique et manétuire et l'union politique forment

« La mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité constitue une composante nécessaire de l'union politique; elle doit inclure l'ensemble des questions relatives à la sécurité et à la défense, avec la perspective, à terme, d'une défense commune. Nous plaidons pour le recours au vote à la majorité qualifiée pour les modalités de mise en œuvre de la politique étrangère et

« L'Union de l'Europe occidentale, qui fait partie intégrante du processus menant à l'Union européenne, pourra être chargée de mettre en œuvre la politique de sècurité et de défense.»

Le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a d'autre part de nouveau dementi que MM. Dumas et Genscher, qui avaient pris l'initiative de cette rencontre à laquelle s'est associé le ministre espagnol, aient eu pour intention de court-circuiter la pré*fausse querelle »*, a-t-il dit. 🚉

a le ne vois aucune difficulté à ce que les Français, les Allemands et les Espagnols discutent de leur position avant le sommet de Maasposition avant le sommet de Maas-tricht », a. pour sa part, déclaré vendredi à Blackpool le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, qui a qualifié la rencontre de Paris de « tout à fait naturelle ».

n M. Jiang Zeming rejoiat Kim Il-sung à Nankin. - Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zeming, s'est rendu a spéciale-ment » à Nankin le jeudi 10 octobre afin d'y retrouver le maréchal Kim II-sung, chef d'Etat de la Corée du Nord, qui poursuit dans diverses provinces chinoises une visite officielle de dix jours commencée le 4 octobre à Pêkin (le Monde du 9 octobre). - (AFP.)

ETATS-UNIS : le Sénat et le harcèlement sexuel

### Le juge Clarence Thomas face à Mme Anita Hill: parole contre parole

Cour suprême. Ce dernier a violemment récusé, vendredi 11 octobre, les accusations de harcèlement sexuel ou'une de ses anciennes collaboratrices. M=• Anita Hill, continue de porter contre lui, avec force détails, devant la commission sénatoriale chargée de confirmer ou de rejeter sa candida-

WASHINGTON

de notre correspondant

Ensemble, d'un même mouvement, les quatorze sénateurs - tous des hommes - piquent du nez dans leurs dossiers. Ils sont alignés côte à côte, assis à une longue table recouverte d'un tapis vert, dans un saion à colonnades du Congrès. Ce qu'ils entendent est assez inha-bituel en ces lieux. Devant eux, seule, une jeune femme en tailleur bleu témoigne : Anita Hill accuse le candidat de la Maison Blanche pour un poste de juge à la Cour suprême, le juge Clarence Thomas, de lui avoir fait de très obscènes proposi-

C'était il y a dix ans, lorsque Clarence Thomas était le patron d'Anita Hill dans l'administration. La jeune femme accuse le juge de lui avoir fait des avances en évoquant ses processes érotiques, son goût pour les films pornographiques, sa curiosité pour les pratiques sexuelles de groupe (avec la participation d'animaux), son intérêt pour telle partie de l'anatomie féminine – braf, d'avoir profité de sa fonction pour la harceler.

A chaque détail, de plus en plus cru, les sénateurs se courbent davamage sur leur bureau, main sur le front, se réfugiant plation de leurs papiers. La salle est silencieuse; pas une seule de la centaine de personnes présentes n'ose émet-tre le moindre bruit.

La scène se déroulait vendredi 11 octobre devent la commission judiciaire du Sénat qui, depuis plusieurs semaines, est chargée d'éxaminer la can-didature du juge Thomas, un Noir républicain et conserva-

Le président George Bush a : teur. En principe, le Sénat livres qui y sont rangés, dans réaffirmé son soutien « à aurait déjà du voter la semaine l'espoir de trouver quelque dernière. Mais le témoignage d'Anita Hill est venu tout Thomas, qu'il a nommé à la leur principe, le senaire l'espoir de trouver quelque ouvrage licencieux, son dossier de divorce (d'un premier remettre en guestion les suris tions ont été prolongées d'une publique, etc. semaine. Jamais le Sénat « Avoir été nommé par le n'avait eu ainsi à débattre sur une affaire de harcèlement sexuel. Jamais les quatorze

> Un grand psychodrame Toutes les grandes chaînes

membres de la commission, qui

n'ont pas forcément la réputa-

tion de mener des existences

monacales, n'ont paru aussi

de télévision ont interrompu leurs programmes, y compris le sacro-saint journal télévisé et les publicités, pour diffuser en direct, durant plus de dix heures, ce grand psychodrame 'américaine. Ce fut un mélange de moralisme exacerbé et de passion inquisito-riale, de pruderie et de déballage sordide, d'arrière-pensées politiques et de souci de dénoncer une pratique - le harcèlement sexuel - dont sont victimes des millions de

Pendant près de six heures, Anita Hill a répondu sereinement à toutes les questions des sénateurs. Il y a, cependant, une zone d'ombre dans son témoignage : si le juge Thomas a eu le comportement qu'elle décrit, pourquoi l'a-t-elle suivi d'un département ministériel à l'autre, pourquoi, après avoir quitté le gouvernement, a-t-alle continué à lui téléphoner de temps à autre pour solliciter son avis, prendre de ses nouvelles?

Venu témoigner le premier, le juge Clarence Thomas avait été tout aussi émouvant et éloquent. Il a nié en bloc. Il a affirmé avoir cherché en vain dans sa mémoire ce qu'il aurait bien pu dire d'ambigu à Anita Hill lorsqu'elle travaillair sous ses ordres, au département de l'éducation puis à la commission de contrôle des pratiques discriminatoires dans le travail.

«Dieu jugera», a dit le juge. Il raconte encore l'incroyable harcèlement > journalistique auguel il est, lui, soumis : constamment sulvi par les caméras de la télévision, son garage fouillé par des journa-listes qui scrutent les vieux mariage) étalé sur la place

président George Bush a été un honneur a, explique-t-il; depuis, c'est devenu un cauchemar, « ce n'est plus l'Amérique, c'est du Kafka». Le juge n'en-tend pas être «humilié davantage ; il assure qu'il préfère renoncer à sièger à la Cour suprême plutőt que subir encore, avec sa famille, cette enquête continue de la presse et des sénateurs : « Je ne vous donnerai pas la corde pour me lyncher», lance le Noir Clarence homas aux quatorze Blancs de la commission.

Anita Hill (trente-cing ans) et Clarence Thomas (quarantetrois ans) se ressemblent étranent. Tous deux Noirs, nés en Géorgie, dans des milieux extrêmement modestes, ils ont déclaré avoir bataillé dur, contre la pauvreté et le racisme, pour grimper l'échelle sociale. Tous deux diplômés de Yale, ils sont devenus des juristes respectés : elle est aujourd'hu professeur de droit dans l'Oklahoma, il est juge à la cour d'appel du district de Columbia (Washington). C'est la parole de l'un contre celle de l'autre, devant des sénateurs perplexes et une opinion publique partagée, les femmes penchant plutôt pour Anita Hill. Verdict mercredi prochain, lorsque le Sénat devra trancher en séance

**ALAIN FRACHON** 

Début officieux de la campagne électorale de M. Bush. En autorisant la création d'un comité pour récolter les fonds qui lui sont nécessaires, le président George Bush a officieu-sement lancé sa campagne électorale pour obtenir un second mandat lors des élections de novembre 1992. Ce comité étant baptisé Bush-Quayle 92, le président confirme ainsi qu'il conservers le vice-président Dan Quayle comme colistier, en dépit de la faible popularité de ce demier. M. Bush doit officiellement annoncer sa candidature en janvier prochain. - (AFP, Reuter,

CUBA: véritable « gouvernement de l'ombre »

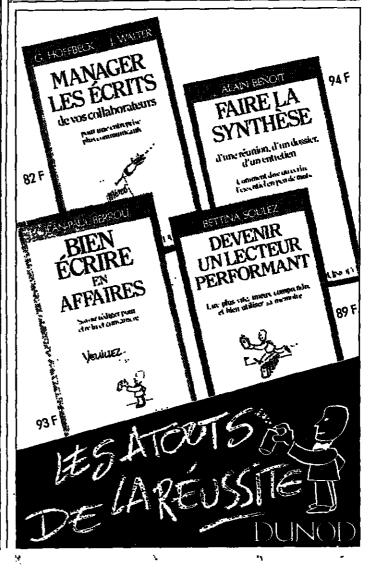
### Le secrétariat du comité central du Parti communiste est supprimé

Les délégués du quatrième congrès du Parti communiste cubain ont approuvé à l'unanimité, décision devrait être, estimet-on, vendredi 11 octobre, une resolution éliminant de l'organigramme du parti « la structure du secrétariat du comité central » et la «catégorie d membres suppléants » dans toutes les instances du PCC (une centaine de postes), selon l'agence officielle cubaine AIN. Ces modifications visent. à réduire « la charge bureaucratique aux différents niveaux », à rendre « plus efficace la gestion du parti » et à donner « une importance maximale à la démocratie interne la plus large».

L'élimination du secrétariat, véritable «gouvernement de l'ombre» qui contrôlait directement tous les ministères du gouvernement cubain, semble indiquer une volonté de séparer les rôles de

un changement des titres du numéro un cubain Fidel Castro. jusqu'à présent premier secrétaire Raul, second secrétaire,

Cette résolution sur les statuts la première adoptée par le congrès qui a commencé ses travaux jeudi a également ouvert la possibilité aux « révolutionnaires d'avant-garde avant des crovances religieuses d'entrer dans le parti». Sept autres dissidents ont par ailleurs été arrêtés jeudi et vendredi, ce qui porte à treize le nombre des «démocrates» incarcérés au cours des derniers jours, selon M. Elizardo Sanchez mission des droits de l'homme et de la réconciliation, organisation illégale. - (AFP. Reuter.)



/n-rti ışsi les its. Julprit ice. les ent 30TS voir LON

dic il s'agir de savoir qui fait quoi (le «cadre») et d'avoir l'assurance cont les crédits s'inscrivent dans

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapapropos des pays de l'Est européen,

Le Monde NITIATIVES

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

### Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

« Une Russie forte est la seule chance de construire une nouvelle Union », nous déclare M. Kozyrev

Le ministre des affaires étrangères de la Russie, M. Andreī Kozyrev, achevait, samedi 12 octobre, un séjour en France, où il devait proposer l'ouverture d'un consulat et d'une chambre de commerce de la Russie et préparer une visite de M. Boris Eltsine début 1992. Dans un entretien au Monde, M. Kozyrev estime qu'il faut supprimer la dualité du pouvoir centre-République qui persiste dans la seule Fédération de Russie.

« Des conflits déchirent actuellement la direction de la

- Il ne s'agit pas de conflits de personnes, mais d'un différend entre gens qui partagent un objectif commun. Tous sont pour des réformes radicales et estiment sou-· haitable le maintien d'une union Républiques. Mais, pour les uns, les réformes ne sont possibles qu'avec un pouvoir central fortement structuré; pour les autres, c'est sans doute souhaitable, mais irréaliste. Et cela pour deux raisons : d'une part, les Républiques ne sont pas prêtes à renoncer à leur souveraineté; de l'autre, les structures du pouvoir central qui existent encore ne peuvent pas

 Que proposez-vous donc? Le problème est que ces vieilles structures bureaucratiques centrales ne fonctionnent quasiment plus qu'en Russie. Certaines Républiques ne sont déjà plus dans l'Union depuis longtemps, toutes ont leurs propres ministères républicains. En Russie, par contre, le dualisme centre-République perdure. L'existence de deux gou-vernements, de deux bureaucraties concurrentes sur un même terri-toire y paralyse les réformes et même toute action. Cette paralysie au centre renforce le chaos dans l'Union et menace l'unité de la Fédération de Russie elle-même.

guider les réformes, elles ne peu-

» Mais si 80 %, par exemple, des structures centrales - les ministères de branches qui existent saient sous direction russe, comme cela s'est fait dans les autres Républiques, la Russie pourrait enfin sortir de sa léthargie. Et, au lieu d'attendre la signature d'un définir elle-même ses réformes et inviter les autres Républiques à y

C'est ce que voulait dire
 M. Guennadi Bourboulis, le bras droit de M. Eltsine, en appelent la Russie à devenir l'héritière

- Oui, sauf que la Russie ne

prétend pas se substituer au vieux centre pour diriger les Républiques, mais créer ses propres struc-«centre», mais l'ancien centre ne peut plus l'être non plus. C'est pour cela que nous sommes opposés au texte signé à Alma-Ata sur l'union économique. Il ne définit pas les fonctions ni les structures du centre, qui a toutes les chances système, amorphe et sans autorité. De plus, le texte parle toujours de « consensus » (soglacie en russe), c'est-à-dire qu'il reconnaît le droit de veto, un droit que vont utiliser les Républiques les plus conserva-

trices, celles qui se sont empres

sées d'accepter l'accord. » Il ne propose pas une intégra-tion à l'occidentale, mais un nivellement par le bas, comme dans les kolkhozes soviétiques. Nous, nous voulons remplacer le principe du consensus par un mécanisme de « coordination ». La Russie, du fait de son poids objectif, peut propo-ser des réformes et les Républiques peuvent s'y joindre ou non, ou bien plus tard. Il faut aussi évi-ter tous les flous de l'accord, qui prévoit, dans vingt cas, la néces sité d'accords « complémentaires »... Ces accords sont de toute facon nécessaires, mais c'est une œuvre de longue haleine.

– Il n'y aura donc pas d'ac-cord signé bientôt?

raient ultérieurement de la date à

- Pourquoi? Je pense que les amendements nécessaires peuvent intervenir très vite : on peut retravailler le texte, faire une déclaration unilatérale expliquant la position de la Russie sur les mécanismes de coordination ou encore, conclure un protocole adjoint à l'accord. Mais l'important, actuellement, reste de réorga niser le gouvernement russe, de le renforcer pour le rendre capable de mener les réformes et, parrallelement - et non pas ensuite négocier avec les Républiques.

» Si nous n'arrivons pas à mener une réforme financière en coordination avec les Républiques, la Russie peut commencer la sienne de façon autonome, : cela ne mènera pas forcément à plus de barrières douanières qu'il n'en ques pourraient se trouver obligées de s'associer aux mesures d'assai nissement financier décidées par la Russie, alors qu'elles refuseront d'obéir à des injonctions du cen-

- Reconnaissez-vous à ce « centre » les compétences en matière militaire, alors que vous-même venez de proposer à l'envoyé du président Bush des mesures de désarmement nucléaire « plus radicales » que

- Le nucléaire est bien sûr un des secteurs où le centre est indis-

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

L'ère de « Maggie » étant défini-

tivement achevée, M. John Major

s'est efforcé, vendredi 11 octobre,

de démontrer que la confiance qui

a été placée en lui il y a moins

d'un an, lorsque les conservateurs

ont commis cette sorte de parri-

B AUTRICHE: huit tombes juives profanées à Vienne. - Huit tombes juives ont été profanées,

dans la nuit du mercredi 9 au

jendi 10 octobre, dans le cimetière central de Vienne. Selon la police,

détruites, les cercueils fracassés et les vandales ont dispersé les sque-

lettes et les crânes dans la partie juire du cimetière». Plus de vingt-cinq actes de profanation ont été

perpétrés cette année dans la par-tie juive de ce cimetière. La com-

profanation soit en rapport avec la

visite à Vicane, depuis mercredi

de M. Teddy Kollek, maire de Jérusalem, originaire de la capitale autrichienne. – (AFP.)

D NORVEGE : démission du chef

du contre-espionnage. - Le chef

des services de renseignement nor-

végiens, M. Svein Urdal, a démis-

sionné de ses fonctions, vendredi

11 octobre, pour avoir laissé des

agents du contre-espionnage israé-

lien participer à l'interrogatoire de

Palestiniens qui demandaient asile

en Norvège. M. Urdal avait admis,

le 18 septembre dernier, que des

agents du Mossad, présentés

comme « des experts norvègiens en

langue arabe verses dans ce type

d'enquêtes », avaient assisté la

políce norvégienne au printemps

dernier, lors de l'interrogatoire de

neuf Palestiniens affirmant avoir

fait défection de l'OLP. L'arrivée

de ces Palestiniens en Norvège, en

pleine guerre du Golfe, avait

alarmé la police norvégienne au moment où l'Europe craignait des attaques terroristes en Occident

pour le compte de l'Irak. - (AFP.)

uté juive n'exclut pas que la

« les tombes ont été complé

pensable. Mais la Russie a la possibilité et l'obligation de donner son avis, sans remplacer le centre dans les négociations. Je pense que les idées que j'ai avancées seront prises en compte par le centre. Elles vont dans le même sens : pai exemple, sur le traité START, qui prévoit une réduction de 40 % des têtes de missiles à longue portée. M. Gorbatchev a proposé de pas-ser à 50 % et nous, à 60 %. Nous voulons aussi suivre M. Bush dans son souci de changements qualitatifs visant la stabilité, par exemple

- Vous êtes le seul, parmi les représentants de Républiques en visite à Paris, à occuper les

dans le développement des sys-

☐ Des municipalités proposent la suppression de la fête du 7 novem-- Les municipalités de Moscou et de Saint-Pétersbourg ont proposé, vendredi il octobre, de supprimer la Fête de la Révolution du 7 novembre. Moscou propose de déplacer les jours fériés des 7 et 8 novembre aux 30 ct 31 décembre, tandis que Saint-Pétersbourg suggère de faire du 7 novembre la fête du nouveau nom de Leningrad. – (AFP, Reuter.)

□ GÉORGIE : deux morts en Ossétie. - Deux personnes ont été locaux de l'ambassade soviéti-que. Est-ce encore la Russie qui veut hériter des structures de

 Non, bien sûr, il faut que l'ambassade de l'Union soit ouverte à toutes les Républiques. urs de Russie. Le président Gorbatchev a une stature internatio Je pense que nous serons tous, en Russie, d'accord sur un point : une Russie forte, qui devienne un partenaire attrayant pour les autres Républiques, est la seule chance de construire une nouvelle Union, qu'aujourd'hui tous cherchent à fuir. »

SOPHIE SHIHAB

dredi il octobre, à Tskhinvali, chef-lieu de l'Ossétie du Sud, lors d'échanges de tirs entre Géorgiens et Ossètes, a rapporté l'agence Tass. - (AFP.)

☐ Un camion pour Saint-Pétersbourg. - L'association des artistes russes de Paris prévoit d'envoyer, à la mi-novembre, un camion chargé de vêtements, vivres, médi-caments et jouets aux ensants de Saint-Pétersbourg. Les dons et chè-ques sont recueillis par l'associa-tion à l'ordre de l'opération « Court-circuit », 36, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél. : 42-51-48-19.

### Ralliement au projet de traité économique

Rien n'est dit, par exemple, sur l'avenir du KGB russe, qui, entre-temps, a repris une bonne part des attributions du grand frère déchu sur le territoire de la sédération de

Le Conseil d'Etat n'a consacré qu'une petite partie de son temps cette « réorganisation » radicale, mais sans surprise. Ce qu'on attenessentiellement retenu l'attention des médias soviétiques, c'est qu'il prenne position sur le projet de traité économique, paraphé dix jours plus tôt à Alma-Ata, mais furieusement attaqué entre-temps par une série de responsables

On craignait donc que les choses ne se passent plutot mal, mais M. Boris Eltsine, revenu tout bronzé de ses vacances sur les bords de la mer Noire, a heureuse-ment surpris les partisans du traité: mettant apparemment un terme à la cacophonie créée par ses multiples conseillers, il a annoncé que la Russie était décidée à signer le texte d'ici au 15

Les dirigeants des neuf autres Républiques qui ont participé au Conseil (Azerbaīdjan, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménie, Ouzbekis-tan et Ukraine) ont pris le même engagement, ce qui, pour certaines d'entre elles, peut paraître surprenant. La veille encore, le président kirghize, M. Askar Akaiev, se compte de « Sir Grigori Iavlinsky ». le père du projet, coupable de vouloir « ressusciter sous d'autres atours les organes de l'empire ».

#### Un «oui» en forme de « oui mais »

En fait, au-delà de cette déciaration d'intention (à laquelle n'ont donc pas souscrit, en plus des trois pays baltes, la Géorgie et la Mol-davie), l'avenir de ce traité reste un peu brumeux : d'abord parce que le «oui» de M. Boris Eltsine ressemble fort à un «oui mais». La Russie, a-t-il expliqué, signera d'ici au 15 octobre, mais il faudra auparavant que tous les points particuliers laissés en suspens par le projet de traité soient l'objet

Le Monde EDITIONS

Une histoire la démocratie en Europe

sous la direction de Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

question sont au nombre de dixtion de la dette. Peut-on raisonnadifficultés en quatre jours?

que soient réexaminées les dispositions concernant la subordination des banques des diverses républiques à la Banque centrale. Il veut aussi que « cesse le financement des organes économiaues aui ne

### M. Gorbatchev:

d'un accord. Or, les points en sept, et certains touchent des pro-blèmes aussi ardus que la répartiblement espérer aplanir toutes ces

d'autres conditions : il souhaite sont pas prévus par le traité».

### «Nous perdons du temps»

D'autres dirigeants ont eux aussi formulé des réserves : l'Azerbaïdia-Moutalibov a fait savoir que sa République se refuserait à signer quoi que ce soit tant qu'elle serait l'objet d'une « agression généralisée » (de la part des Armeniens du Haut-Karabakh). De plus, si les participants à la réunion ont affirmé leur désir de signer le

M. Eltsine a d'ailleurs ajouté

traité à très court terme, ils ont également fait savoir qu'ils décide-

entendu et le Conseil a fait ce que l'on attendait de lui. A moins qu'il n'ait surtout fait en sorte, par le biais d'une proclamation de bonnes intentions, de rassurer l'opinion et « les partenaires étrangers », quitte à gommer les désaccords profonds qui risquent de

tions concernant l'approvisionnement alimentaire des Républiques pour l'hiver prochain et pour l'anpée 1992. Quant au traité d'union politique entre les «Etats souverains », les dirigeants des Républiques se sont accordé dix jours nour donner leur appréciation sur le projet publié par les services de

laquelle le texte en question devrait être soumis à ratification... M. Mikhail Gorbatchev avait ouvert la séance en des termes

patience du pays était à bout », que «l'on perdait du temps», qu'il y avait « des tentatives pour opposer entre eux les membres du Conseil d'Etat et susciter la méfiance ». Et il avait aussi souligné que tout cela ne passait pas inaperçu aux yeux des « partenaires étrangers ». En apparence, son appel a rété

réapparaître très rapidement. Pour le reste, le Conseil a adopté sans difficulté des disposi-

JAN KRAUZE

Un numéro spécial des « Dossiers et documents du Monde »

### L'URSS, de la perestroika à l'après-communisme

son arrivée au pouvoir en 1985, Mikhail Gorbatchev lance la politique de perestroika et de glasnost, il s'agit pour lui de reformer le communisme, d'en améliorer les performances. d'en effacer les traits les olus barbares et les plus rétrogrades, sans mettre en cause les fondements du système. Les contradictions de cette réforme impossible ont provoqué, pendant six ans, des ébranlements successifs qui ont, chaque fois, obligé le président de l'URSS à aller plus loin que ses intentions proclamées.

Léniniste affiché, Mikhail Gorbatchev a appliqué avec brio une maxime de son maître : « Un pas en avant, deux pas en arrière ». Il se dit communiste quand il scie les bases de l'omnipotence du parti ; il plaide pour la démocratie quand il envoie les troupes spéciales à l'assaut du Parlement lituanien

Ce jeu de bascule avait épuisé ses effets quand le putsch d'août 1991 a éclaté. Famenté pour sauver le système, le complot maladroit des nostalgiques du communisme

Quand, peu de temps après lui a porté un coup fatal. Il a crates soviétiques savaient depuis longtemps, mais que Mikhail Gorbatchev, élevé dans le sérail, ne pouvait pas admettre : la seule réforme possible du système soviétique, c'est sa destruction. Celle-ci passe par la disparition du Parti communiste. la dissolution des institutions staliniennes, la fin de l'empire et la revanche des nationalités...

Réunissant des articles publiés dans la augtidien et de nouveaux points de vue, la brochure du Monde retrace la maturation d'une révolution. brusquement accélérée par la tentative de putsch, le passage du stalino-brejnévisme à l'après-communisme, y compris dans les relations Internationales. La question de savoir si cet après-communisme sera synonyme de démocratie est une autre histoire.

► Numéro spécial de « Dos-siers et documents du octobre 1991, 114 pages. 42 francs, en vente chez tous

GRANDE-BRETAGNE: la fin du congrès conservateur de Blackpool

### «Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée»

déclare M. Major

Mª Thatcher, n'était pas imméridredi 11 octobre, les travaux du tée. Il a énuméré les crises extécongrès conservateur de Blackrieures qui se sont succédé depuis son entrée en fonctions (la guerre pool. Le premier ministre est, du Golfe, le démembrement de dans une large mesure, parvenu à împoser son autorité sur un l'Europe de l'Est, les remous autour de l'intégration euro-péenne), pour souligner qu'à cha-que fois il avait fait front. S'agisparti encore profondément marqué par le ∉ règne » de Me Thatcher, Il s'est présenté sant de la situation économie l'annonce, le jour même, d'un comme un homme de caractère qui, notamment sur l'Europe, tembre (le plus bas niveau depuis tiendra bon : il n'est pas questrois ans), tombait à pic pour soution, a-t-il dit, d'imposer une tenir les affirmations du premier ministre sur la reprise économimonnaie unique à la Grande-

> Le passage le plus faible de l'intervention de M. Major était sans doute sa vision, attendue, des « années 90 » : la « charte des citoyens » qui constitue la plate-forme électorale du Parti conservateur relève quelque peu d'un cata-

logue de bonnes intentions. M. Major a résumé ce programme par un slogan : «Le pouvoir de choisir, le droit de posséder.» Se présentant comme le défenseur de vertus et de valeurs « ordinaires », a rappelé ses origines sociales humbles (il est né dans un quartier pauvre de Brixton) pour glorifier cette Grande-Bretagne qui, grâce au Parti conservateur, donne à

Avec le style modeste qui lui est registre d'un premier ministre proche des gens et de leurs pro-blèmes. Sorti à seize ans du sys-tème scolaire. M. Major s'est moqué de lui-même - « on n'a jamais tant écrit sur si peus - pour défendre une éducation « de base », fort éloignée des « théories

Sensible à la situation de cenx qui sont à la recherche d'un emploi – « je sais ce qu'ils ressen-tent, je n'ai jamais oublié, et je n'oublierai jamais », -, il s'est cependant borné à constater que le chômage augmente. Ferme face à la violence qui a récemment enflammé plusieurs villes de Grande-Bretagne, le premier ministre a aussi repondu avec détermination à la campagne lan-cée par le Parti travailliste à propos de la privatisation du Service selon le Labour, par les conserva-teurs. M. Major a réaffirmé que les principes de base du NHS (notamment la gratuité) seront pré-servés et qu'il n'était pas question de privatiser celu-ci

#### Une « perspective incertaine»

Mais c'est l'Europe - où s'exerce la surenchère nationaliste de Thatcher - qui a représenté le point fort de ce discours. M. Major a souhaité « une plus grande union entre Etats, pas une jusion fedérale d'Etats. Quelquesuns de nos partenaires, j'en ai peur, sont davantage prets à élaborer de nouvelles règles qu'à les conserver, a souligné le premier ministre. Nous avons besoin d'un système qui puisse répondre effecti-vement à ceux qui se prétendent bons Européens mais qui détournent les camions (1) ou entravent le libre commerce».

M. Major a estimé que la monnaie unique européenne constitue, taines. « Tout traité, a-t-il dit, dolt prévoir la possibilité qu'une déci-sion séparée soit prise - pas main-tenant, mais à une date juture, par le gouvernement et le Parlement britanniques. Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée. Et je n'accepterai pas un tratté qui voudrait nous imposer une mon-naie unique, à quelque date que ce SOLL »

« En aucune circonstance, a continué M. Major, ni maintenant ni à Maastricht, un gouvernement conservateur n'abandonnera le droit de prendre des décisions cruciales à propos de notre sécurité, de notre politique étrangère et de notre défense » C'est pourquoi le premier ministre ne peut pas « garantir » que les négociations européennes vont aboutir, puis-qu'il s'agit de placer «les intérêts de notre pays avant un accord».

LAURENT ZECCHINI

(1) Il s'agit d'une allusion à l'attaque d'un camion britannique transportant de la viande de mouton, par des agriculteurs français, fin aeptémbre 1990.

### Les échos de la mémoire

Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale Georges Kantin et Gilles Manceron Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

NOUVEAU PS/1 386 SX

### YOUGOSLAVIE

### Incertitudes sur les modalités du cessez-le-feu en Croatie

Le bloc serbe de la présidence collégiale yougoslave, qui s'était emparé du pouvoir au début du mois en décrétant le « danger de guerre imminent», s'est opposé, vendredi 11 octobre, à l'évacuation de l'armée yougoslave de Croatie. Dans la matinée, le ministère fédéral de la défense avait démenti les déclarations du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, selon lesquelles le retrait progressif de l'armée fédérale de la Croatie avait été décidé lors de la réunion de jeudi à La Haye. Samedi, le cessez-le-feu semblait à peu près respecté, sauf à Osijek et à Vukovar, en Slavonie.

#### BELGRADE

#### de notre correspondente

« Aucun accord n'a été signé jeudi 10 octobre à La Haye », affirmaient, vendredi, les autorités militaires à Belgrade. Propos curieux, puisque aucun des trois protagonistes yougoslaves (les pré-sidents croate et serbe et le minis-tre fédéral de la défense, le général Kadijevic) présents dans la capi-tale néerlandaise n'avaient démenti les propos de M. Van den Brock. Aucun accord n'avait alors été signé en bonne et due forme, mais il existait, semble-t-il, un

La Serbie vent que « tous les Serbes vivent dans un même Etat » et esle entend protéger - avec l'aide de l'armée fédérale - les Serbes de Croatie qui sont, selon elle, menacés de « génocide par le régime fasciste et sanguinaire de Zagreb». Au lendemain de la sécession de la Croatie, il était donc surprenant que les dirigeants serbes acceptent aussi facilement, à La Haye, que l'armée yougoslave se retire de l'ensemble du terri-toire croate. Les décisions prises,

La présidence collégiale réduite et les deux provinces autonomes serbes, la Voivodine et le Kosovo

toires de Croatie où vivent des Serbes car cette mesure les expose-rait à un danger de liquidation physique ». C'est pourquoi elle estime que « les forces armées fédé-rales doivent rester sur les territoires qu'elles occupent actuelle-ment tant que la crise yougoslave n'aura pas été réglée politique-ment ». Dans l'attente d'une solution, l'armée yougosiave respectera la trêve, à condition que les forces croates lèvent le blocus des casernes et des bâtiments militaires et permettent le regroupe-ment des unités fédérales. Le cas échéant, la présidence ordonnera l'osage de la force.

Concernant la sécession de la Slovénie et de la Croatie, le bloc serbe de la présidence estime que ce sont « des actes illégaux (...) qui portent atteinte à l'intégrité territoriale de la fédération yougoslave et remettent en question ses frontières internationales ». Il menace ouvertement la communauté internationales ». Républiques sécessionnistes : « Toute tentative de reconnaissance des proclamations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie sera considérée comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, comme un acte dirigé contre son autorité territoriale (...). Dans ce cas, la Yougoslavie emploiera tous les moyens dont elle dispose. » De plus, il précise que la reconnais-sance de la Slovénie et de la Croatie représentera une violation de la

Les représentants de la minorité serbe de Croatie à Paris. -M. Henri Wijnaendts, ambassadeur des Pays-Bas en France et coordonnateur des trois groupes de travail de la conférence de La Haye sur la Yougoslavie, devait s'entretenir, samedi 12 octobre à Paris, avec des représentants de la minorité serbe de Croatie. Ceux-ci seraient MM. Milan Basic et Gordan Hadjic, respectivement «chefs de gouvernement» de la Krajina (arrière pays dalmate) et de la Slavonie, Baranja et Srem occidental.

Kosovo. - Le président albanais, M. Ramiz Alia, a reconnu, mer-credi 9 octobre, la légitimité de la

Charte des Nations unies, des accords de Helsinki et de toutes les conventions internationales tières: « Ces actes unilatéraux et graver encore plus la situation, d'ouvrir de nouveaux foyers de crise et d'entraîner le pays dans le chaos et dans la guerre civile

#### Le respect du moratoire

La présidence souligne encore que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le redécoupage des frontières doivent être négociés dans le cadre de la Constitution yougoslave et ne peuvent, en aucun cas, être décidés unilatéra-lement, au détriment des autres peuples qui vivent dans les Républiques sécessionnistes. Selon le bloc serbe de la direction collébloc serbe de la direction collé-giale, la sécession de la Slovenie et de la Croatie empêche le bon déroulement de la conférence de paix sur la Yougoslavie puisqu'elle anticipe le dénouement de la crise. anticipe le dénouement de la crise. Elle juge, par conséquent, « Indispensable que les deux Républiques sécessionnistes respectent le moratoire sur la mise en œuvre de leur déclaration d'indépendance pendant toute la durée de la conférence ». Depuis l'expiration du moratoire de trois mois obtenu par la troika enropéenne, le 7 juillet dernier à Brioni, la Serbie réclame sa prorogation.

#### FLORENCE HARTMANN

République du Kosovo, proclamée par les Albanais de cette province yougoslave sous tutelle serbe au lendemain d'un référendum clandestin sur son indépendance. Dans un message adressé à M. Iljaz Ramajli, président de l'Assemblée du Kosovo, M. Alia « salue au nom du peuple albanais les résul-tats positifs du référendum qui a proclame la République du Kosovo. Etat-souverain; uyant le droit d'être un élément constitutif de la communauté des Etats de Yougoslavie ». Selon les résultats de la commission électorale du Kosovo, et annoncés par ATA à Tirana, 99,87 % des 914 502 votants sc sont prononcés pour la souveraineté du Kosovo. - (AFP.)

### Les ambitions de M. Petre Roman

Façon de parler, bien entendu, puisque M. Theodor Stolojan, ancien ministre des finances du gouvernement Roman, est l'un de ses proches et que c'est Petre Roman lui-même qui a avancé son

La stratégie immédiate de M. Roman consiste donc, d'abord, à garder le contrôle du gouvernement. Il ne va cependant pas y placer ses premiers lieutenants, en particulier M. Adrian Severin, jusqu'ici vice-premier ministre et qui passe pour le véritable moteur de la réforme économique : « Leur rôle politique est trop important, explique-t-il, je les garde en réserve pour préparer avec moi le prochain

#### La docilité de M. Stolojan

Façon de parler, encore une fois, puisque le président lliescu était catégoriquement opposé à ce que M. Severin fasse partie du gouvernement Stolojan. Mais, loin de présenter la «mise en réserve» de M. Severin comme une concession à M. Iliescu, M. Petre Roman s'empresse d'ajouter: « C'est plutôt que je veux le préserver de l'érosion que va subir ce gouvernement.»

L'échec du gouvernement Stolojan fait donc partie, visiblement, des scenarios de M. Roman dans l'optique d'un retour aux affaires. Ce nouveau premier ministre, un homme austère qui déclare ouver-tement n'avoir aucune ambition tement n'avoir aucune ambition politique et ne fait pas mystère du peu d'enthousiasme que lui inspire sa nomination, a, selon M. Petre Roman, une double mission : «Réaliser la conventibilité du leu et commencer les privatisations. S'il le fait, cela veut dire que la réforme continue. Sinon, il l'a clairemant dis son fils s'ambien in 11 rement dit, son rôle s'arrêtera là. Il ne fera aucun compromis papu-

D'une docilité exemplaire, M. Stolojan vient d'ailleurs d'ad-mettre, dans un entretien à l'agence Tass, que l'une de ses principales tâches serait de « préparer le terrain.» pour le gouver-nement qui sera formé après les élections, vraisemblablement début 1992, et que M. Roman souhaite

Mais c'est peut-être aller un peu vite en besogne car, pour l'heure, les négociations sur la formation du gouvernement Stolojan piétinent: l'opposition trouve les pré-tentions du FSN excessives, certains s'étonnant de voir M. Roman prendre une part aussi importante à ces pourparlers et M. Stolojan se taire. Quant aux professions de foi pour la poursuite des réformes, elles sont contredites par l'une des dernières mesures prises par le gouverne-mesures prises par le gouverne-ment Roman, le 8 octobre : le gel des prix, jusqu'en avril prochain, des produits alimentaires, les seuls à avoir échappé jusqu'ici à la libé-ralisation des prix.

#### Rénover le Front du salut

Autre volet de la stratégie de M. Roman: rénover le FSN, «le parti» comme il dit, dont il parti » comme il dit, dont il reconnaît que la base est «très hétérogène », «lui faire adopter un programme politique abandonnant toute référence à l'idéologie marxiste, peut-être changer de nom », le purger des «anciens de l'appareil ». Cela va de pair avec la dénonciation des «anciennes structures a cour l'instant les prestures »; pour l'instant, les rares têtes que M. Roman ait osé demander – le président du Sénat et le chef du SRI, l'héritier de la Securitate - sont toujours en

Le président Iliescu pourrait-il être classé parmi ces « anciens de l'appareil »? Dans l'entourage de M. Roman, on fait volontiers savoir que les relations carre les

deux hommes sont devenues exécrables. Mais, fidèle à sa tactique de ménager la chèvre et le chou, M. Roman se garde de toute attaque frontale : « Je dois être honnête, dit-il au sujet de M. lliescu, depuis la formation de mon gouvernement, dans les moments difficiles de l'introduction des réformes, il a pris position en faveur de la réforme.»

Etonnante indulgence pour un homme qu'il accusait dix jours plus tôt de l'avoir « sacrisse » ... « Il y a eu plusieurs épisodes dans nos relations, poursuit alors M. Petre Roman. J'espère ne pas avoir à le regretter. Le pays a besoin de stabilité actuellement. [M. lliescu] est utile là où il est. Moi, je ne veux pas le toucher au-

delà de ce que j'ai dit jusqu'ici.» Quant à le remplacer à la tête de l'Etat, M. Roman préfère aborder la question autrement : dans le régime actuel roumain, « le chef de l'exécutif, c'est le premier ministre. Donc mon rôle, c'est de me réserver pour le poste de premier minis-tre ». Un éventuel « ticket » Roman-président, Severin-premier ministre n'est donc « pas réaliste pour le moment ». Pour le moment? « Pour le moment ».

répète M. Roman... Lui qui hésitait à ne plus se dire marxiste après la révolution de 1989, lui qui a fait campagne aux côtés de M. Iliescu en mai 1990, lui qui soutenait à la même époque que l'organisation ultra-nationaliste Vatra Romanescea était honorable, lui qui s'est abstenu de dénoncer la première intervention des mineurs l'an dernier, professe aujourd'hui un anti-communisme

Le gouvernement français. l'un des rares d'Occident à s'inquieter encore du sort de la Roumanie, avait placé quelque espoir en M. Roman, qui s'emploie à l'en-tretenir par tous les canaux médiatiques et diplomatiques possibles. Mais le désert politique roumain et la faiblesse de l'opposition jouent davantage en sa faveur que ses propres plaidoyers, toujours emprunts d'ambiguité.

SYLVIE KAUFFMANN



Micro PS/1 IBM. Cinq minutes et vous êtes dans le coup.

Pour en savoir plus, appelez le Point répanse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3616 IBM.



n-ti ssi les nc sts. ul-rit

tat

urs de

les

ON.

vous entrez dans le monde de l'in-

formatique par la grande porte.

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A s'agri de sevoir qui lan quoi (cadre») et d'avoir l'assurance session dominicale de ce comité. A les crédits s'inscrivent dans propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapa-triements.



Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

ues ressources liumaines

### Net regain de tension à l'approche de la conférence de paix

de notre correspondant

«Vous verrez à mesure que nous approchons de la fin du mois, les approcions de la jin du mois, les extrémistes, et ceux qui rejettent la paix, multiplieront les actions pour la saboter. » S'exprimant jeudi 10 octobre, à la veille de sa nouvelle tournée au Proche-Orient pour préparer la conférence de paix, le secrétaire d'Etat américain. M. James Baker, qui s'appuyait sur des renseignements que l'on suppose privilégiés, ignorait sans doute que, vingt-quatre heures à peine après son avertissement, l'acte, apparemment isolé, d'un Palestinien allait coûter la vie à deux conscrits

Le meurtrier, âgé de vingt-cinq ans, a déclaré, selon la police, qu'il voulait tuer des soldats pour « venger» la fusillade de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem au cours delaquelle, quasiment à la même niens avaient été abattus par la police et plus d'une centaine bles-sés. On a également relevé que le meurtrier est originaire d'un village nommé Kibya, en Cisjordanie occu-pée, et que ce village fut le théâtre, il y a plus d'une trentaine d'années, d'un des plus horribles massacres jamais commis par l'armée israé-lienne : une cinquantaine de maisons avaient été dynamitées avec leurs occupants à l'intérieur; plus de soixante-dix innocents avaient péri. Vengeance, représailles, contre-représailles? Cette opération de l'ar-mée faisait suite à l'assassinat d'une mère de famille juive et de ses deux

Le cruel engrenage proche-orien-tal est enclenché depuis longtemps, ct, selon les périodes, il fait plus ou noins de victimes. Le meurtrier de vendredi matin à Tel-Aviv. a. semble-t-il, agi de son propre chef. Il a lancé à pleine vitesse un petit camion qu'il avait voié la veille à son employeur israélien, sur un groupe de soldats qui faisaient de l'auto-stop près d'une des plus grandes bases militaires du pays (nos dernières éditions). Deux conscrits ont été tués sur le coup et onze autres blessés, dont trois sont dans un état sérieux. Le Palestinier a été poursuivi par des civils, rattrapé et remis à la police. Le pre-mier ministre, M. Itzhak Shamir, a déploré « cet acte cruel » et indiqué qu'Israel « y répondra de manière

gouvernement entend par cette vague menace. Le fait est qu'entre

tier arabe de Jérusalem-est (*le Monde* du 10 octobre), le survoi de niusieurs novs arabes, la semaine dernière, par l'aviation israélienne, et la mort de plusieurs jeunes militants de l'Intifada tués par les forces de sécurité, ces derniers jours, dans les territoires occupés, une atmosphère de tension paraît s'installer, à moins de trois semaines de la veut convoquer pour la fin du mois

> Attaque préventive ?

Depuis jeudi 10 octobre, à la suite de mystérieuses fuites, publiées dans le Washington Times, largement reprises et développées par la presse israélienne vendredi. on craindrait de surcroît une prochaine intervention militaire israélienne en mer. D'après les journaux, un cargo nord-coréen chargé de missiles balistiques Scud, à destination de la Syrie, croiserait actuellement dans l'océan Indien et se dirigerait vers la mer Rouge, puis la Méditerranée où une opération israélienne pourrait être tentée. Les missiles en question, dont la portée est de 500 à 800 kilomètres, constitueraient la seconde livraison d'un contrat passé

Selon M. Baker

### Damas a formulé des réserves sur le programme des entretiens

sur certains entretiens qu'elle pourrait avoir avec Israël dans le cadre d'une conférence de paix au Proche-Orient, a indiqué, vendredi 11 octobre, M. James Baker.

Le secrétaire d'Etat américain réagissait à des articles de presse parus le même jour selon lesquels la Syrie a informé Washington qu'elle ne participerait pas aux iscussions multilatérales qui sont prévues sur des sujets d'intérêt régional, tels que l'eau, le dévelopdes armements. « Je pense que Damas a certaines réserves sur le je n'ai pas entendu dire que la Syrie ne souhaitait pas y participer quelles que soient les circonstances », a ajouté le secrétaire d'Etat. Il a également souligné que

La Syrie a émis des « réserves » d'autres pays arabes lui ont fait part de leur intérêt pour les entretiens multilatéraux et bilatéraux prévus dans le cadre de la conférence de paix. Auparavant, le porte-parole du département d'Etat. Me Margaret Tutwiler, avait relevé des « erreurs factuelles » dans un article du New

York Times sur cette affaire.

Cette affaire inquiète fort le gouver-

nement de Jérusalem depuis plu-

américains qui ont fourni l'informa-

tion au Washington Times - pro-bablement dans le but de dissuader

les Israéliens de passer à l'attaque, -le Pentagone aumit détecté, ces der-

niers jours, une activité inhabituelle

des vedettes de la marine israé-

lienne en Méditerranée. Mais, poli-

tiquement, a fait valoir un analyste

militaire de Washington, M. Mike

Eisenstadt, une opération des Israé-

liens pour détruire le chargement d'un batiment non arabe n'aurait pas le même poids, ni les mêmes

conséquences, qu'une attaque

directe contre l'un des voisins de

Vendredi 11 octobre, le ministère

israélien de la défense se refusait à

confirmer ou à infirmer ces infor-

mations. Dans l'après-midi, s'expri-

mant en public, devant un auditoire

de juifs américains en visite, le pre-

mier ministre, M. Shamir, avait

déclaré que son pays se préparait

sérieusement aux negociations qui

s'annoncent avec les voisins d'Israel

Il avait ajouté : « Mais nous n'entre

rons dans aucun processus (de paix)

aveuglément. Nous ne prendrons pas

le risque de mettre en danger notre sécurité et celle de nos populations.»

PATRICE CLAUDE

M, Baker a rencontré une nouvelle fois à Washington la délégation des Palestiniens des territoires occupés avec laquelle il avait déjà eu des entretiens ieudi. A l'issue de cette rencontre, un responsable du département d'Etat a déclaré sous couvert de l'anonymat qu'il était d'accord avec M. Fayçal Husseini « pour estimer que des progrès avaient été accomplis ». - (AFP.)

### **ASIE**

JAPON: la succession de M. Kaifu

### M. Miyazawa est pratiquement assuré de devenir premier ministre

La décision prise le vendredi 11 octobre par le principal clan du Parti libéral démocrate (PLD, au pouvoir depuis trente-six ans) de soutenir, pour le poste de président de la formation, la candidature de l'ancien ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, âgé de soixante-douze ans, fait de celui-ci le virtuel successeur de M. Toshiki Kaifu comme chef du gouvernement japonais. La décision doit être acquise formellement le

Les deux autres candidats, MM. Michio Watanabe et Hiroshi Mitsuzuka, reportent désormais leurs maigres espoirs sur la base du parti - qui désigne 101 « grands électeurs » pour participer au scrutin aux côtés des 395 parlementaires du PLD. Un homme de l'ombre, M. Shin Kanemaru, homme-clé du puissant « clan Takeshita », a été le grand artisan de cette manœuvre politique.

**TOKYO** 

de notre correspondant

Les manœuvres auxquelles donne lieu la désignation du successeur de M. Kaïfu sont une nouvelle illustration d'un jeu de pou-voir japonais où les arbitrages de coulisses, plus que les platesformes politiques, sont déterminants. Ce jeu est mené par les caciques du parti gouvernemental PLD et orchestre par un vieux «faiseur de roi»: M. Shin Kane-

A soixante-dix-sept ans, ce familier des coulisses de la politique nippone est considéré - depuis le retraît, au milieu des années 80, de l'autre grand « shogun de l'ombre » que fut l'ex-premier ministre Tanaka dont il est l'émule comme l'homme politique le plus influent du Japon.

M. Kanemaru vient de confirmer son rôle en décidant, puis en faisant endosser cette décision par le plus puissant clan du Parti libéral démocrate, celui de l'ex-premier ministre Noboru Takeshita (qui contrôle 106 sièges de parlementaires sur 395) que le prochain chef du gouvernement serait

M. Miyazawa. Après avoir soutenu la candidature de M. Ichiro Ozawa, «jeune turc» du PLD avec surtout, semble-t-il, l'idée de mettre en vedette celui dont il entend faire son successeur -M. Kanemaru a joué la carte

> Derrière le rideau

Les deux hommes n'ont guère d'affinités. Mais M. Kanemaru sait faire taire ses antipathies lorsque des intérêts de pouvoir sont en jeu. Le soutien à M. Miyazawa se «paiera» vraisemblablement d'une mainmise quasi complète du clan Takeshita sur l'appareil du PLD.

Bien qu'il n'occupe pas de fonction gouvernementale, M. Kanemaru a une stature politique sans commune mesure avec ses homologues : rarement fut mieux illustré l'adage selon lequel, au Japon, l'homme qui est au premier plan n'est pas celui qui exerce le pou-voir. M. Kanemaru se situe dans la grande tradition des kuromaku (manipulateurs derrière le rideau) du théâtre de poupées bunraku C'est là un jeu auquel il s'est déjà livré, sans grands égards, avec M. Kaifu: mentor du faible pre-mier ministre, il tirait les ficelles du pouvoir. Lorsqu'il les coupa, la « marionnette » Kaifu, maigré sa popularité, tomba en quelques

M. Kanemaru a l'assurance ironique des hommes qui, selon le mot du commentateur politique Masaya Ito, « savent créer le pouvoir ». Le nez fort, une carrure puissante, la nuone droite sur un con de taureau, le cheven blanc coupé ras : malgré son air de bouledogue. M. Kanemaru est un maître du compromis. Il parle avec une franchise détachée, cynique, faisant preuve, en privé, d'un humour acide; parfois décettant.

Il a été vite connu dans la politique nippone comme un «bat-tant». Ce fils de fabricant de saké de la région de Yamanashi devenu lui-même homme d'affaires avant d'entrer en politique en 1958, ne dégagea-t-il pas, en judoka che-vronné, le président de la chambre des députés assailli par les opposants lorsque fut adoptée de force en juin 1960 la reconduction du traité de sécurité avec les Etats-

Aujourd'hui, M. Kanemaru joue moins des coudes que d'un pou-voir feutré. Actionnant les

106 élus de la faction Takeshita, il est l'arbitre de toutes les grandes décisions. La « neutralisation » temporaire des caciques du Parti libéral démocrate ( MM. Abe décédé en mai, - Miyasawa, Nakasone et Takeshita, tous impliqués dans le scandale Recruit) a renforcé sa position d'arbitre. M. Kanemaru, trop prudent pour toucher à ce qui pourrait être dan-gereux, est sorti indemne du scan-

Son pouvoir repose sur plusieurs éléments : il est tout d'abord au point de convergence des réseaux des deux plus importants lobbies politico-financiers japonais dits d'« intérêts spéciaux » (la construction et les télécommunications). constitués lorsqu'il était ministre de ces secteurs. De la présidence de la commission parlementaire chargée de la procédure des débats, il a en outre conservé des liens solides avec l'opposition; pour les socialistes, cet adversaire politique est aussi un homme de

#### Ballons d'essai

M. Kanemaru est d'autant plus en position d'arbitrer que l'on sait dans les rangs conservateurs qu'il n'a pas l'ambition de devenir premier ministre. En coulisses, il a pris des initiatives diplomatiques: chef du lobby taïwanais au Japon, il ne se rendit pas moins l'an dernier en Chine, scellant les retrouvailles après le massacre de Tiananmen. Puis, il alla en Corée du Nord où il promit à M. Kim IIsung des réparations couvrant la période de colonisation nippone et au-delà - un engagement qui souleva des tempêtes à Tokyo mais débloqua les rapports avec Pyongyang. ........ ........

M. Kanemaru est l'homme des «ballons d'essai». C'est ainsi qu'il lanca l'idée de wrachatw par le Japon de deux des quatres îles de l'archinel des Kouriles occupées nar les Soviétiques : une « boutade» qui est en train de devenir la base de la politique avec l'URSS. Lors de son soixantequinzième anniversaire, M. Kanemaru a déclaré qu'il devait se préparer à disparaître du monde politique « telle la fumée ». C'est néanmoins encore lui qui souffle sur le feu!

PHILIPPE PONS

. . . . . .

A une semaine des élections législatives

### L'aviation turque a effectué de nouveaux raids en territoire irakien contre les «séparatistes kurdes»

ANKARA

de notre correspondante

L'armée turque a effectué, vendredi 11 octobre, une nouvelle onération militaire en territoire irakien, contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste agissant au sein de la population kurde de Turquie et disposant de bases en Irak.

« Huit avions de combat ont effectué (des) sorties ce matin, à sept kilomètres à l'intérieur du territoire irakien», a déclaré le premier ministre ture, M. Mesut Yilmaz, Des hélicoptères ont ensuite survolé la région pour évaluer les résultats de cette opération, lancée pour venger la mort lundi de onze soldats turcs, tués lors d'affrontements avec cent cinquante combattants du PKK à Cukurca, dans la partie est de la frontière turco-irakienne.

En août dernier, la Turquie avait déjà lancé une vaste opération contre le PKK en territoire irakien, pendant phisieurs iours. Avions de combats, hélicoptères et troupes terrestres avaient été utilisées, causant la mort, selon des sources kurdes dans la région, d'une quinzaine de civils, kurdes irakiens, et blessant de nombreux autres villageois. La Turquie avait déclaré avoir tué environ trento-cing membres du PKK et capturé des stocks importants d'armes, mais les diplomates occidentaux estiment qu'il n'est pas certain que des militants du PKK

camps du mouvement séparatiste kurde affirment que les militants du PKK se déplacent fréquemment, en petits groupes, en se cachant sous les arbres et ne peuvent pas facilement occidentales estiment que le raid avait avant tout pour but de démon-PKK représente un problème

En fait, au cours des derniers mois, le PKK semble avoir étendu Turquie où les incidents violents se sont multipliés. La présence des nombreux soldats dans la région n'a pas eu un impact déterminant sur le comportement des combattants kurdes, qui ont multiplié les attaques, enlevé des voyageurs occidentaux à deux reprises en août et en septembre, et qui détiennent toujours sept soldats tures.

En se montrant résolu à combattre le « terrorisme séparatiste», à une semaine des élections législatives, le premier ministre espère gagner quel-ques voix supplémentaires auprès des nationalistes tures.

NICOLE POPE

O Nouvel attentat meurtrier. -Deux policiers ont été tués et un autre a été blessé dans une embuscade, tendue par quatre hommes, vendredi 11 octobre, à une voiture de patrouille à Pendik. dans la banlieue d'Istanbul. La veille, trois policiers avaient déja trouvé la mort dans un attentat. - (Reuter.)

### **EN BREF**

a AFRIQUE DU SUD : tirs contre la maison de M. Nelson Man-dela. - Deux rafales d'arme automatique ont été tirées, sans faire de victimes, jeudi 10 octobre, con-tre la maison de M. Nelson Mandela, alors qu'il s'y trouvait, a annoncé le Congrès national afri-cain (ANC). D'autre part, sept Noirs ont été tués dans le ghetto d'Umlazi, dans le sud-est du pays, où s'affrontent depuis plusieurs semaines les militants de l'ANC et les membres du parti zoulou

□ CAMEROUN : élections législatives anticipées en février prochain. - Le président camerounais Paul Biya a annoncé, vendredi Il octobre, dans un message radio-télévisé, l'organisation d'élec-tions législatives anticipées le 16 février prochain. En avril der-nier, M. Biya avait déjà annonce ces élections pour la fin de cette année. Cette décision avait été critiquée par de nombreux partis d'opposition, qui réclamaient d'abord l'organisation d'une Conférence nationale. - (AFP.)

n MEXIOUE: assassinat de l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés. - Manuel Salcido, alias «El Cochiloco» - l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés au Mexique et aux Etats-Unis, – a été assassiné, jeudi 10 octobre, par un groupe armé à Guadalajara (450 kilomètres de la capitale mexicaine). « El Cochiloco» était le dernier sugitif du cartel dit «de Guadalajara,» principale organisation mexicaine liée aux trafiquants colombiens. -

□ NIGER: le président Ali Saibon est maintenu au pouvoir. - La Conférence nationale des forces

vives du Niger a décidé, vendredi Il octobre, de maintenir le prési-dent Ali Saibou comme chef de l'Etat pendant la période de transi-tion, rejetant la demande de mise en accusation et de destitution présentée la veille par une de ses commissions. Selon l'Agence nigérienne de presse, six des sept groupes que compte la conférence se sont prononcés pour le main-tien du général Ali Saibou à la

 PAPOUASIE - NOUVELLE GUINÉE: situation dramatique à Bougainville. - La Croix-Rouge australienne a lancé un cr d'alarme, le vendredi 11 octobre, propos de l'île de Bougainville, qui a proclamé en mai 1990 son indépendance par rapport à la Papoua-sie - Nouvelle-Guinée. Des milliers de vies sont en danger en raison du manque de fournitures médi-cales, a déclaré M. Alan McLean, responsable de l'organisation aus traffenne. Un accord naguere conclu avec les autorités de Port-Moresby, la capitale papoue, et autorisant la Croix-Rouge à opérer à Bougainville, a été rompu. Près de quinze cents personnes sont mortes en 1989 et en 1990 du fait de violences politiques, et trois mille auraient été victimes du blocus imposé par Port-Moresby. -

□ SOMALIE: appel à l'aide alimentaire internationale. - La radio nationale a annoncé, vendredi Il octobre, que la Somalie demandait une aide alimentaire internationale afin de sauver de la famine a plusieurs centaines de milliers de personnes ». En septembre, l'ONU avait lancé un appel similaire en réclamant 400 millions de dollars,

### A TRAVERS LE MONDE

**AFGHANISTAN** 

Lourdes pertes de la résistance devant\Gardez

Deux agences de presse des organisations en lutte contre le régime du président Najibullah ont reconnu, cette fin de semaine au Pakistan, avoir essuyé de lourdes pertes devant Gardez, una ville située à 100 kilomètres au sud de Kaboul qu'ils assiègent depuis la fin septembre. Plus de cent moudjahidines ont été tués par des explosions de missiles Scud et Oregan et par des bombardements aériens, notamment au

Dans les premiers jours de son offensive, la résistance avait fait état de succès substantiels; puis elle a reconnu la véracité de proclamations de Kaboul, seion lescuelles les tirs d'artillerie et les attaques de l'aviation gouvernementale faisaient de très nombreux morts et blessés parmi les rebelles. - (AFP, Reuter.)

### ZAÏRE

Paris et Bruxelles font pression sur le président Mobutu

La France et la Belgique ont pressé le président Mobutu, vendredi 11 octobre, d'accepter la formation d'un gouvernement démocratique, « Un gouvernement de consensus est indispensable. C'est à ce prix que les appuis financiers internationaux pourront être consentis», a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay.

A Bruxelles, le ministère beige des affaires étrangères a indiqué que la Belgique va cinsister a auprès de M. Mobutu pour qu'il agisse de façon à permettre «la formation rapide d'un gouvernement démocratique».

A Paris, le ministère de la défense a annoncé le retrait, dimanche, d'une des deux compagnies de militaires français qui se trouvent encore au Zaire. - (AFP,

Le Monde

NUMERO SPÉCIAL

L'URSS, DE LA PERESTROIKA A L'APRÈS-COMMUNISME

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Deux listes s'opposeront à celle de M. Farran aux élections consulaires de Perpignan

Les déboires judiciaires de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orienales, qui se verra notifier, le 18 octobre, une inculpation d'ingérence et abus de confiance à la suite des « graves irrégularités » constatées dans ses activités de président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan (le Monde daté sionnels du département. Pour la première fois, trois listes seront en concurrence aux élections consulaires, prévues le

#### PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

M. Farran n'est plus prophète en son pays catalan, Son bouclier pariementaire devient une passoire. Après vingt et un ans de pouvoir sans partage à la présidence de la trie de Perpignan, le député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, qui revait naguere de voir M. Raymond Barre accéder à l'Elysée et nourrissait l'espoir de devenir son ministre du commerce, se voit contraint d'en découdre avec ses anciens vassaux du corps consulaire.

Sa décision de solliciter un nouveau mandat aux élections profes-sionnelles du 18 novembre a provoqué une empoignade sans précédent au sein du conseil d'administration de l'Union interprofessionnelle du commerce et de l'industrie. Il a réussi à faire entériner sa présence parmi les candidats sounale par quarante-deux voix contre vingt et une (il y a eu deux bulletins nuis), mais quatozze adminis-trateurs ont refuse de participer à ce scrutin, et plusieurs de ses anciens colistiers ont préféré se retirer de la compétition plunét que de faire à nouveau-équipe avec lui. Or, parmi ces professionnels qui l'abandonnent, figurent des hommes comme le directeur général de la Banque populaire, M. André Ferrat, et le président du syndicat de l'hôtellerie, M. Guy Camredon, dont l'influence est loin d'être négli-

Le président du tribunal de commerce, M. Guy Fourcade, le défie ouvertement en présentant sa propre liste. Cet entrepreneur en maçonnerie mène campagne sur la nécessité de « dépolitiser » les activid'industrie (CCI) et d'assurer leur « transparence ». La plupart des proches collaborateurs de M. Farran à la direction du palais consulaire militent en effet, comme lui, au Parti républicain. Le secrétaire

départemental du CID-UNATI, M. Henri Romans, a apporté son soutien à M. Fourcade en disant : all y a vingt ans, par une erreur de jeunesse, nous avons introduit M. Farran à la CCL Aujourd'hui, nous faisons tout ce que nous pou-vons pour qu'il en sorte. » Un comité de défense des commerçants et artisans a également fait son une liste composée de profession-nels qui affirment n'avoir que des préoccupations sociales, mais qui n'ont pas encore vraiment explicité.

M. Farran est tombé en disgrâce dans les colonnes de l'Indépendant, le principal quotidien local, dont le conseil d'administration comprend son épouse Suzanne, son beau-frère Georges et sa fille Muriel, porteurs de parts minoritaires. Le temps où ce journal avait tendance à occulter tout ce qui pouvait gêner le prési-dent de la chambre de commerce on tout autre notable est révolu. Désormais contrôlé par Midi Libre, le quotidien régional imprimé à Montpellier, l'Indépendant, après quelques hésitations, traite l'«affaire» avec rigueur.

#### Le préfet apostrophé

M. Farran a fait irruption dans quelques semaines, mais la nouvelle direction du journal n'à pas du tout apprécié cette démarche-considérée comme une tentative d'intimidation sur les journalistes en charge du dossier, et elle le fait volontiers

Accusé par ses autorités de tutelle non seulement d'avoir utilisé les fonds du «1 % petronal», réservés au logement social, pour des opérations n'ayant qu'un rapport lointain avec cette destination, mais, aussi, d'avoir commis des «irrégularités nombreuses, patentes et répétées» et d'avoir «conjondu» ses intérêts privés et les intérêts publics, le président sortant de la CCI de Perpignan ne rate pas une occasion de se gnan ne rate pas une occasion de se poser en victime des pouvoirs

A l'occasion d'une assemblée

sénérale de la chambre de commerce, mardi 8 octobre, on l'a vu pointer un doigt accusateur vers le préfet, M. Jean-René Garnier, assis à sa droire il L. sa droite. Il lui a reproché de n'avoir pas été... un bon tuteur. « Moi, lorsque mes neveux partaient sur des voies qu'ils n'auraient pas dû mendre, a expliqué M. Farrah, je les incitais à rectifier leur route. C'est la même chose que j'attendais de votre part, a-t-il lancé à l'adresse du représentant de l'Etat. La préfecture n'a pas joué son rôle!» Il lui a fait grief des enquêtes auvertes sur la grief des enquêtes ouvertes sur la gestion de la chambre de commerce et sur ses comptes personnels en y voyant la hargne de fonctionnaires

étaient au courant de l'opération d'achat et d'aménagement du château de Corbère-les-Cabanes, qui « ingérence » et « abus de constance ». «Dans cette affaire, s'est-il exclamb, il y a un malen-tendu depuis le départ. Alors, pour, quoi laisser pourrir une situation que nous aurions pu modifier ou aban-

#### « Coupeurs de têtes...»

Imperturbable, le prefet a représentant de l'Etat consiste à veiller à l'application de la loi et que la loi est « valable pour tout le monde ». « Je ne connais pas de fonctionnaires coupeurs de têtes, a-t-il ajouté, mais je connais beau-coup plus d'élius coupeurs de têtes de préfets que de préfets coupeurs de jêtes d'élus...» M. Facran lui ayant demandé, au passage, « pourquoi » l'administration avait cru utile de contrôler l'usage des fonds du «1 % patronal» collectés par la chambre de commerce, M. Garnier a indiqué que c'est son interpellateur lui-même qui lui avait mis la puce à d'un repas à la préfecture, six mois après mon arrivée : vous m'avez posé la question : « Monsieur le pré-let, avez-vous un dossier sur Corbère?» C'est pourquoi j'ai décide de faire faire les investigations », a malicieusement souligné le préfet.

"J'estime avoir fait ce qu'il fallait
pour faire respecter la loi, a conclu
M. Garnier, et pour faire en sorte
que l'argent public aille à la destination précise pour laquelle il a été
roblemé ».

Le parquet de Perpignan, de son côté, tient à redire qu'il n'y a pas d'acharnement contre M. Farran. mais que l'affaire n'en est qu'à ses mais que l'arante n'en est qu'a ses débuts, parce que les comptes per-sennels, du député sont eux, aussi mis en cause au terme de sept mois d'enquêtes. On affirme notamment, au palais de justice, que les investi-gations auraient mis en évidence certaines lacunes dans les déclara-260 000 francs, après avoir omis 7 millions de francs dans son avantdernière déclaration de revenus, comme il l'avait lui-même reconnu lors de sa conférence de presse du 4 octobre. La même source indique que cette omission n'a donné lieu à « aucure pénalité » et que l'administration des impôts n'a envoyé au contribuable distrait « qu'une feuille de déclaration rectificative». Histoire de montrer, peut-être, que M. Far-ran n'est quand même pas brimé par tout le monde...

#### Le congrès centriste à Angoulême

### M. Méhaignerie et M. Baudis se partageront la présidence du CDS

tants de CDS tenant jusqu'à dimanche leur huitième congrès à Angoulême ont ratifié une motion instituant de fait une double présidence, « afin, précise ce texte, d'assurer au CDS sa pleine efficacité à la veille d'événements politiques majeurs et de donner concrètement l'exemple de l'union ». Les centristes ont refusé l'affrontement entre M. Pierre Méhaignerie et M. Dominique Baudis.

#### ANGOULÉME

de notre envoyé spécial Ce fut le partage de minuit, et une soirée de dupes. Après plus de cinq heures de discours et de discussions, 76 voix, sur un total de près de mille mandats, ont fait pencher la balance en faveur d'une résolution bâtarde. Les centristes ont choisi, une fois encore, de ne pas choisir. Ils ont admis que, pour les deux prochaines années, se trouve à leur tête un président, M. Pierre Méhaignerie, qui va entamer ainsi son cinquième man-dat, et qui, quoi qu'on en dira, fait figure quand même aujourd'hui de a président exécuté », et un prési-dent dit «caécutii», M. Dominique Baudis, avec, à leur côté, un secré-taire général, poste qui devait reve-nir très vraisemblablement, après les votes de samedi après-midi, à M. Bernard Bosson.

Ce fut une soirée de dupes parce Ce fut une sonce de dupes parce que, n'ayant pas voulu donner l'image d'un parti divisé, les centristes courent maintenant le risque de présenter, dans les mois prochains, le visage d'un parti déchiré. Au fil de ces retrouvailles, il est impossible de ne pas voir que ce parti devient un parti de têtes blanches, un parti qui vieillit et qui semble inexorablement se muer en une sorte d'amicale, cultivant à une sorte d'amicale, cultivant à l'envi la convivialité et les senti-ments et s'enfonçant dans une

onte de conservatisme de bon aloi.
On ne gouverne pas un partir qu'avec des sentiments, mais c'était le jeu de M. Méhaignerie qui s'y commaît fort bien « On ne peut pas faire cela à Plerre»: C'était l'argument le plus entende dans les coument le plus entende dans les couments. loirs de ce congrès. « C'est dans ma nature, avait expliqué simplement nature, avait explique simplement le président du CDS. J'ai voulu additionner les compétences au lieu de les opposer. Nous serons le pre-mier parti à préférer l'addition des chances à la division des hommes et de leurs ambitions.»

M. Bosson, protestant de sa bonne foi centriste, a joué, lui aussi, sur le même registre de l'amitié centriste indéfectible. Il a accepté de «plaider coupable sur la forme», mais pour affirmer aussitôt que, sur le fond, «il ne s'agit pas d'une combine, ni d'une répartition

des titres». « Préférez-vous, lança-t-il, que cette tribune devienne un stand de tir ou les uns après les autres viendraient s'exercer, ou, au contraire, que nous donnions une curraire, que nous aonnions une autre image de la politique? En un mot, voulez-vous vivre le congrès socialiste de Rennes ou le congrès centriste d'Angoulême?»

#### M Stasi: «créer le choc»

M. Bernard Stasi s'est bien gardé de céder à de tels excès de dramasion, il a répondu que au contraire, le CDS est suffisamment adulte et responsable pour, au travers du choc naturel de ses hommes, redéfinir le point de ses convictions, tout le débat étant ainsi résumé : « Je suis convaincu que nous sommes suffisamment majeurs pour vivre sereinement toute compétition au sommet.» Bien que signataire de l'accord sur la motion mise aux voix, M. Stasi confirmait ainsi, publiquement, qu'il était prêt à sui-vre M. Baudis « pour créer le choc susceptible de donner un nouveau imisme et une nouvelle image

M. Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, a dénoncé de nouveau « cet habillage inutile, ces arrangements, ce compromis», incompatibles, selon lui, avec une politique qui exige anjourd'hui de la clarté. « Ne pensez pas qu'à vous, pensez à

Goasguen, adjoint au maire de nous ne l'accepterions chez aucun de nos partenaires ni de nos adver-saires », a affirmé le maire de Saint-Malo, M. René Couanau. Son collègue de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, a dénoncé « cette timidité collective ». « Le véritable enjeu, 3-t-îl expliqué, est la place du CDS dans la prochaîne campagne présidentielle. Devons-nous être les éternels abonnés absents? Nous avons quatre ans pour lancer un candidat, mais nous avons

Il y a eu, aussi, ce cri pathétique d'un responsable des jeunes, livrant, pour son première congrès, tout son désarroi. Il y a eu des silences parlants, comme ceux de MM. François Bayrou ou Jean Lecanuet. Cette résolution votée vendredi soir ne résoudra vraisem-blablement rien. Quels seront les pouvoirs de M. Méhaignerie, qui, officiellement, se propose de mener les négociations électorales pour les prochaines échéances? M. Baudis va-t-il se contenter d'un rôle d'attaché de presse? M. Bosson n'est-il pas déjà, virtuellement, en campagne pour un jour supplanter l'un et l'autre? Enfin. il n'était pas du tout sûr que la suite de ce congrès d'Angoulême permettrait de percevoir une cohérence dans la stratégie politique de cette nouvelle

**DANIEL CARTON** 

#### Avant la fête du Front national

### M. Le Pen affirme qu'il sera présent au second tour de l'élection présidentielle

de désenclavement, en plein air, à Auteuil et à Bagatelle, la fête annuelle du Front national devait retrouver, samedi 12 et dimanche 13 octobre, le site couvert du Bourget (Seine-Saint-Denis). A la veille de ce rassemblement, qualifié de « fête des authentiques patriotes » par M. Bruno Megret, délégué génénarti d'extrême droite. confiance dans le résultat de la prochaine élection présidentielle. Tant sur France-Inter que dans le Figaro-Magazine, le président du Front national s'est dit convaince de dépasser «la barre des 25 %» au premier tour, en ajoutant : « Quelle que soit l'hypothèse de droite, je serai donc le candidat du deuxième

Au dernier congres du Front national, en avril 1990, à Nice, le chef de file de l'extrême droite avait demandé à son parti de se tenir tion présidentielle anticipée, qu'il envisage, avec certitude, avant 1995. Il augmente la pression en donnant à espérer à ses partisans que la victoire finale ne peut guère lui échapper. Un sondage Louis-Harris pour Valeurs actuelles (fait les 4 et 5 octobre auprès de les 4 et 5 octobre au près de 1 004 personnes) montre que M. Le Pen a la « préférence » de 7 % des personnes interrogées (9 % en septembre) pour la prochaine élection présidentielle, derrière MM. Valéry Giscard d'Estaing (20 %), Jacques Chirac (17 %), Michel Noir (15 %) et François Léotard (11 %). Un sondage de l'IFOP (réalisé les 3 et 4 octobre auprès de 965 personnes) 4 octobre auprès de 965 personnes)
publié dans l'Express, place également M. Le Pen en cioquième position de «meilleur candidat » à ce

dages n'entrave pas l'optimisme de M. Le Pen, qui, il est vrai, peut s'appuyer sur l'enracinement électoral de son parti aux élections par-

Ces consultations, cependant, ne révèlent pas l'imminence du raz-demarée que le président du Front national croyalt pouvoir déceler tembre), en écrivant : « Derrière la dieue. la marée n'a cesse de monter. jusqu'au jour où elle l'emportera arec ses maçons.» Et M. Le Pen affine l'image de «présidentiable» qu'il se façonne en pronant, notamment, une révision du statut de la fonction publique – «II y a des nuits du 4 août à faire dans tout le service public » – et l'instauration d'une caution de 100 000 F pour l'entrée en France, après avoir « supprimé les visas de tourisme pour les Maghrébins et Africains». Les participants à la fête du

Front national pourront utiliser des cars proposant une tournée touristique dans des communes ou des quartiers dont ce parti estime qu'ils sont soumis à une «invasion» étrangère. Sur ce sujet, une réunion organisée samedi à Montfermeil une a diversion », selon la presse d'extrême droite - devait regrouper certains dirigeants du Front national et de la droite parlementaire, comme MM. Jacques Toubon (RPR), Michel Poniatowski et Alain Griotteray (UDF-PR). Quant aux adversaires de ses thèses, ils devaient se retrouver, dimanche après-midi sur le quai de la Gare à Paris, sous l'égide de l'Appel des 250 pour une a grande journée black, blanc, beur ».

**OLIVIER BIFFAUD** 

### **COMMUNICATION**

Inauguration du 7º MIPCOM

### M. Kiejman réaffirme le droit de regard du gouvernement sur les programmes de télévision

A l'occasion de l'inauguration officielle du 7º MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), qui a lieu à Cannes du 10 au 14 octobre, M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a réaffirmé l'accord du gouvernement en faveur de la protéger la création audiovi-

### CANNES

de notre envoyé spécial

La culture doit-elle plier, elle aussi, devant la loi du marché? M. Georges Kiejman, ministre de la communication, ne le pense pas. Dans son discours d'inauguration au 7- MIPCOM (Marché-international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), il a, vendredi 11 octobre, réaffirmé le droit de regard du ministère de la culture et de la communication sur le contemu des programmes diffusés par les chaînes de télévision. M. Riejman a

rappelé que le projet de loi sur les pervers des excès de règlementation quotas avait pour but d'adapter la (...) Jamais nous n'avons dit à M6 ducas aven pour ou d'anapur a législation française aux directives de la Commission de Bruxelles, tout en protégemt «la création française et européenne». La règle actuelle, qui oblige les chaînes à diffuser 60 % d'œuvres communautaires dont 50 % d'œuvres françaises esta dont 50 % d'œuvres françaises, sera amendée. Les nouveaux quotas obligeront les diffuseurs à programmer 60 % d'œuvres européennes (et non plus communautaires), dont 40 % d'œuvres françaises. Parce que ni les variétés ni les tables rondes et autres débats ne sont concernés, autres débats ne sont concernes, ales quotos représentent à peine un cinquième du temps de diffusion », a estimé M. Kiejman, «mals il est wai, a-t-il ajouté, que nous préfère-rions que la diffusion d'auvres de création française et européenne ait lieu aux heures de grande écoute».

C'est cette nouvelle contrainte, concernant les plages horaires de 18 heures à 23 heures en semaine et 14 heures à 23 heures le meret 14 houres à 23 houres le mor-credi, jour de repos des enfants, qui provoque les plus vives protesta-tions de la part des présidents des chaînes en général et des petites en particulier. M. Jean Drucker, PDG de M.6, l'atterrogé par Mipcom News, le quotidien du MIPCOM, a violemment pris à partie « les effets

qu'il ne fallait pas de réglementation (...) Mais ce que nous contestons, c'est tout ce qui est venu après l'at-tribution des chaînes et qui a été décidé de manière unitaterale par la paissance publique, toujours dans le sens de l'alourdissement, et qui a sens de l'alcuraissement, et qui u modifié les conditions d'exploitation des chaînes ». Selon M. Drucker, cette « réglementation excessive et incohérente» à pour but explicite d'obliger M6 à disparaître en tant que chaîne indépendante. Il a réaf-firmé la volonté des actionnaires de M6 de parte liberar price et pré-M 6 de ne pas lächer prise et pré-conisé le retour à la réglementation qui prévalait en 1987.

M. Kiejman n'a pas eu de difficulté à ironiser sur les déclarations de M. Dencker, Jetant un oeil sur les programmes diffusés par M6 ce vendredi 11 octobre, il a surtout noté la forte présence des feuilletous produits aux Etats-Unis (« Cosby produits aux Etais-Unis (« Cosby Show », « Ma sorcière bien-aimée », etc.). «La seule finalité d'une chaine n'est pas le profit », a déclaré M. Kiejman, qui estime qu'en contrepartie du droit de diffuser sur les ondes publiques, les chaînes ont des missions « d'intérêt général ». Il a terminé son discourse en stiemati. a terminé son discours en stigmati-sant la «paresse» des diffuseurs, qui

pt, consacré international des capitaux et qui bénéficient de certains rapa-

répugnent à mettre en place des conditions favorables aux auteurs. «Il v a neuf mille auteurs en France et cinq cents au moins ont du talent. Encore faut-il favoriser l'écriture de scénarios. Les chaînes doivent agir comme les grands producteurs de Hollywood d'autrefois. Le vivier de la production existe. Il faut hi donner les moyens de travailler », a conclu M. Kiejman. Quelques heures plus tard, M. Hervé Bourges, président de A2 et de FR3, déclarait que si une liste de bons auteurs existait, il fallait la lui communiquer rapidement.

YVES MAMOU

n M. Boutet plaide pour des obligations modulées. - Dans un entretien accordé au Figaro du Il octobre, M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), estime que ale marché ne permet pas actuellement à toutes les chaînes de respecter des quotas d'œuvres francophones v. M. Boutet souhaite done que les obligations des chaînes soient modulées. De même, îl estime que les sanctions envers les chaines doivent tenir compte des 1984, lorsque M. Delors était minisobjectifs et ne pas être automa-

L'affaire De Havilland

### M. Juppé se demande si M. Delors «a une colonne vertébrale»

M. Alain Juppé a déclaré à pro-pos de M. Jacques Delors, vendredi 11 octobre, à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise), que «cet homme, qui a une image extraordinaire dans l'opinion publique française, [lui] semble être un très, très mayvais candidat à des responsabilités éminentes dans notre pays». «La légende ne corres-ponul pas à la réalité. Partout où M. Delors est passé, il s'est comporté de la même manière», a ajouté le secrétaire général du RPR. Reprochant au président de la Commission de Bruxelles de s'être abstenu dans l'affaire de Havilland, il s'est demandé si son président « a une colonne vertébrale ». « De 1981 à tre des finances, il menaçait de don-

parce qu'on menait une politique qui ne lui plaisait pas. Il avait des

Auparavant, M. Juppé avait annoncé que M. Jean-Pierre Dela-lande, député du Val-d'Oise, maire de Deuil-la-Barre, sera le chef de file du RPR dans le département pour les élections régionales de mars. D'autre part, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a estimé, dans sa lettre hebdomadaire, que M. François Mitterrand, «doit provoquer des élections». «S'il tardait trop, ou s'il décidait de tenter une ultime manœu-wre en modifiant le mode de scrutin, sante», affirme le groupe RPR.

At Monde

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

oins. ernesion. ı syn-Parti **211SS** donc uients. s Bulesprit olence. que les ussent itateurs 1érales

y voir RALON

### Les socialistes cherchent les moyens d'une « recomposition » du paysage politique

Le comité directeur et la convention nationale du Parti socialiste, réunis samedi 12 et dimanche nal et entériner les candidatures aux élections l'agriculture, régionales, devaient être l'occasion de débats sur la stratégie du parti et sur ses alliances. Les socialistes cherchent les moyens d'une « recompomode de scrutin serait la clé. Celle-ci, proposée par M. Pierre Mauroy, avait été examinée au que d'autres songent à un «front républicain» cours d'un déjeuner réunissant notamment, au associant des personnalités de l'opposition.

château de Rambouillet, le 3 octobre, M. François Mitterrand. M= Edith Cresson, le premier secré-13 octobre pour adopter un projet de texte doctri- taire du PS et M. Louis Mermaz, ministre de

Dans le « point de vue » qu'on lira ci-dessous, M. Jean-Christophe Cambadélis, jospiniste, sition » du paysage politique, dont une réforme du député de Paris, explique que, contre le Front national, il faut d'abord mobiliser la gauche, alors

POINT DE VUE

### Mobiliser la gauche contre le national-populisme

par Jean-Christophe Cambadélis

précisément, de sa crise globale

E la fin de la deuxième que le phénomène s'est nourri l guerre mondiale à la chute du mur de Berlin s'était Qu'est-ce qui permet à ce type développée une croyance à des de conjoncture de devenir redoujours meilleurs pour les génératable ? D'abord, une société en tions actuelles comme pour les crise, où les idéaux qu'elle progénérations futures. Cette pose à ses citoyens sont frappés croyance empruntait de multiples d'irréalité, alors que chacun vit visages : visage de la rationalité favorisant le plein emploi, la croisdans une situation de e détresse a tant osychologique sance économique et l'élévation que financière, ou lorsque la du niveau de vie, devenues syno-nymes de bonheur; visage de la société, incamée dans ses gouvernements et ses politiques, ses ferveur révolutionnaire, soulevant élites, ne croit plus aux idéaux les montagnes, permettant aux qu'elle propose ou ne sait plus à quel idéal se rattacher, ce qui charge leur destin et de construire la cité idéale de demain ; visage du désir de convivialité, de la construction de « communautés » où les liens affectifs impliqueraient aux rythmes de la nature I es idéologies technocratique, révolutionnaire, écologique se partegeaient le champ de la croyance.

La mise en pratique de ces idéologies contradictoires n'allait pas sans heurts, mais les divers acteurs sociaux porteurs de ces idéologies ou portés par elles, vaient le sentiment de défendre la bonne cause et disposaient de reperes relativement solides. La crise met à mai ces valeurs ; les références s'effondrent ou se muitiplient, créant un véritable e malaise dans les identifications » (1). C'est dans cet espace que le néoracisme (2) de Jean-Marie La Pen s'est implanté. Il est dérisoire que la droite et la

gauche se jettent à la figure la

responsabilité du drame : péché

d'orqueil du politique, car c'est,

l'oblige à en changer constamment. Ensuite, un mouvement dirigé par un chef charismatique, capable de définir un ordre nou veau, qui s'amorce touiours comme un retour à un ordre ancien idéaliste, ordre qui régnait sur un monde sans souillures et sans divisions. Cas deux conditions furent réunies sous l'Allemagne de Weimar... Elles le sont aujourd'hui en France. Fuidemment les conditions nolltiques et historiques ne sont pas les mêmes qu'en 1933. Bien sûr,

nationale et le populisme sont partagés par de nombreux hommes et femmes politiques. Certes, il n'y a pas de martial défilé dans les rues de Paris, ni de bastonnades comme celles que nous voyons en Allemagne. Mais les sondages ne sont-ils pas les défilés quotidiens de l'adhésion à tout ce qui remet en cause la

Il faudra faire barrage lors des élections régionales, mais ne sera-t-il pas trop tard ? La réponse

électorale semble dérisoire, car le mal sera fait. Et la panique qui s'ensuivra sera, aussi, source de décomposition, d'accélération de la remise en causa de la cohésion nationale. Il suffit de voir comment les médies se sont précipi-tés sur Jean-Marie Le Pen lors de son wishow a pendant la commission d'enquête sur le financement

Il faut agir maintenant et; d'abord, en parlant clairement au pays. Cette idéologie n'est pas digne de la France. Il devient, ensuite, urgent pour la gauche de lancer un appel à ses réservistes, manifestants de toutes les libérabide, laisser passer l'intolérable?

Avant d'évoquer les « fronts », n'est-il pas temps de proposer une alliance démocratique entre trop demander que l'on se mobilise ? Peut-on accepter des préale bles dans la lutte contre le national-populisme, alors qu'il postule au pouvoir dans des régions?

Répondre à ces questions par c'est ne pas comprendre que le nice est encore devent nous. Allons-nous vivre dans le désir que ? Notre responsabilité est

(1) Eugène Enriquez, le Retour des (2) Pierre-André Taguieff, Face au

M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, est l'un des animateurs du Manifeste contre le Front national.

 Régionales : M. Hermier conduira la liste du PCF dans les Bouches-du-Rhône. - M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique du PCF, a été désigné, le 10 octobre, comme chef de file de la liste communiste dans ce département aux élections régionales. Le choix s'est effectué à l'unanimité du comité fédéral. Actuel orésident du groupe communiste (huit membres) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Hermier est, avec M. Charles Fiterman, un des animateur du courant «refondateur» au sein du parti.

o M. Fiterman estime qu'un «parti de la réforme a secuit «sous au La création d'un « parti de la réforme» conduirait à un regroupement hétérodite « sans avenir ». a estimé, vendredi l1 octobre dans l'Humanité, M. Charles Fiterman, membre du bureau nolitique du PCF et animateur des « refondateurs», qui avait été cité par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, dans la liste de ceux qu'il appelait à se rassembler dans une nouvelle entité regroupent aussi, notamment, des membres de l'actuelle opposition. «Croire ou suggérer que je pourrais y prendre place est tout simplement ridicule», précise

O M. Muller (France unie) conduira la liste de la majorité aux élections ricionales dans le Bas-Rhin. ~ La fédération socialiste du Bas-Rhin a désigné, dans la nuit du 10 au 11 octobre, M. Alfred Muller, président départemental de France unie. comme tête de liste pour les élections régionales de mars 1992 dans le Bas-Rhin: M= Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, a expliqué à la commission exécutive fédérole qu'elle préfère continuer à se consacrer pleinement aux dossiers

M. Fiterman.

### LIVRES POLITIQUES

'HEUREUX élu ne l'est plus. Dieu sait qu'il l'a voulu, ce mandat politique qui devait lui permettre de siéger au Parlement, de représenter le peuple, de faire la loi et de contrôler l'acl'écoute et au service des habitanta de sa circonscription, de contribuer aux grands choix de la nation i il l'a voult oui et obtenu au orix fort en termes de contraintes et de disponibilité, de patience et d'achamement. Mais, lorsque l'euphorie de la victoire s'est apaisée, lorsque la griserie de la reconnaissance sociale s'est dissipée, la déception l'emporte.

C'était donc cela, le Pariement! C'est cela, en effet : le lieu de grandes désillusions. La conséquence logique de cette déconvenue devrait conduire les heureux élus qui l'éprouvent à ne plus se représenter, mais, outre que la cohérence ne gouverne pas les ne renonce pas si facilement à la vocation politique et à la force d'entraînement - d'enchaînement – des engagements qui ont

modelé une vie. Les premiers décus du Parlement sont les parlementaires, jouets d'un système qui les rend collectivement indispensables et personnellement inutiles. L'absentéisme, au'on leur reproche si souvent, traduit publiquement le paradoxe et le malaise des représentants du peuple qui mesurent l'inanité d'être là où on les attend. ce malaise avec la même force : certains le nient, ou s'en accommodent; d'autres patientent en espérant mieux ; quelques-uns préfèrent jouer ailleurs tandis que qualques obstinés s'interrogent sur les rèctes du ieu.

Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier, président de la commission des affaires culturalles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, se range narmi ces demiers. Il nous parle d'un Parlement à refaire: an des termes cui ne sont oas ceux d'un doux reveur, mais d'un praticien averti du travaji parlementaire et d'un représentant du peuple ayant une juste et haute idée de son mandat. Son essai dresse ele tableau de la pathologie parlementaire » et envisage les moyens qui permettraient à l'institution de recouvrer la santé. La tentative n'est pas la pre-

mière du genre, et les maux qu'elle décrit sont pour la plupart chroniques, c'est-è-dire connus. Il y a longtemps, et pas seulement en France, que, par exemple, les véritables producteurs de la législation ne sont pas au Parlemen mais dans l'appereil administratif de l'Etat. Cela ne suffit pourtant pas à expliquer, ençore moins à iustifier, la propension plus récente qui, comme le souligne Jean-Michel Belorgey, tend à produire des fausses lois, ou des lois délibérément floues. Fausses, parce du'elles se réduisent à un discours, une ambition procismée, et restent sans conséquence réelle sur le droit positif ; elles participent de la politiquespectacle (l'auteur cite la loi sur la recherche de 1981 et la loi d'orientation de l'éducation nationale en 1989). Flous sont les textes législatifs fourre-tout qui nermettent de faire adopter, dans des délais d'examen insuffisants des lots hétéroclites de dispositions complexes. Les parlen taires regardent passer ces trains de mesures. Dans les deux cas. ils se sentent floués.

lls le sont aussi torsqu'on leur soumet des lois qui traduisent des accords intervenus entre l'exécutif et ses partenaires sociaux, et qu'il serait malséant de corriger. Ou, quand on leur demande de valider des textes réglementaires refusés per la juri- l

### Pour un retour

diction administrative. Ou, encore, quand la production législative baisse parce que le gouvernement n'ast plus très sûr de sa majorité et se limite à une gestion sans problème. «La période actuelle, contrastant en cela avec la période 1981-1983, serait plutôt à la répugnance à légiférers, note Jean-Michel Belorgey.

Apparemment, le contrôle poli-

à la vie civile

tique de l'action gouvernementale ne compense pas la frustration législative, Sous la Cinquième République, la majorité parlementaire est censée soutenir le gouvernement nommé par le président de la République. C'est la théorie des «godiliots» chère aux gaullistes des premières années de cette république. Il en reste quelque chose, que la difficile et brève expérience de cohabitation entre une majorité parlementaire différente de la majorité présidentielle n'a pas effacé. Moyennant quoi les questions orales ou écrites, les commissions d'enquêtes ou de contrôle, les capacités d'investigation des élus subissent le joug d'un système qui a avantagé à l'excès l'exécutif parce que la République précédente avait trop privilégié le pouvoir des Assemblées. Cela aussi on le savait, mais les exemples récents qu'en donne l'auteur, notamment dans les domaines très protégés de la défense, des finances, des affaires étrangères ou de la législation européenne, illustrent le caractère anachronique d'une quasi-paralysie fonc-

tionnelle, elle-même renforcés par

des essemblées, véritable police

veillant à canaliser les velléités

d'initiative individuelles. Quant à la tâche de médiation des élus du peuple, entre celui-ci et l'État, elle est, selon notre témoin, guère plus positive. C'est d'autant olus dommageable que la plupart des interventions qu'il reçoit émane, assure t-II, de gens qui demandent « un traiter satisfaisant, c'est-à-dire équitable et en temps utile de questions souvent vitales pour eux». Mals, face au pouvoir administratif et politique, le parlementaire moven pese peu : il faut être un « élu ionné», auquel ses autres mandats ou responsabilités partisanes donnent plus de poids et de movens d'action, pour être

Comme il g'entend pas changer la Constitution de fond en combie, car cela suppose au moins une ébauche de révolution ou de coup d'Etat, Jean-Michel Belorgey s'en tient à des remèdes mesurés, ce qui ne signifie pas sans effet. Il préconise une limitation encore plus drastique du cumul des mandats et celle des possibilités de réélection. Il suggère que le Parlement siège continûment d'octobre à juin et qu'il dispose de meilleurs moyens de travail et d'investigation. Qu'il ait, par exemple, la possibilité de commanditer des travaux d'expertise à des universitaires, des intellecaît aussi connaissance des travaux préparatoires des projets de loi en même temps que les autres intéressés et qu'il puisse mieux suivre, en avai, l'application de la

Jean-Michel Belorgey observe qu'il existe dans des pays proches, la Grande-Bretagne, l'Es pagne, des procédures de médiation dont on pourrait s'inspirer et il rappelle que « soutenir un gouvernement n'est pas la même

chose que le couvrir ». Comment ne pas pertager, enfin, son inquié-tude devant la derive qui tend progressivement à confier les pouvoirs des institutions publiques aux institutions partisanes et, au sein de celles-ci, à des coteries de chefs? Non seulemen

on approuve ce défenseur de la

démocratie représentative qui rue

dans les brancards, mais on a

envie d'aller plus loin.

ANDRÉ LAURENS

Cela suppose de remonter dans le passé des années 50. La volonté de donner à la France les moyens politiques de régier les problèmes sur lesqueis elle achoppait alors (la décolonisation, une capacité de défense qui lui soit propre, la nécessité de renforcer son assise dans l'arène internationale au moment d'encager la construction européenne. ou de se prêter à d'autres formes de coopération, le passage difficile d'une société encore rurale à une société plus urbanisée, davantage tournée vers l'industrie et les services), cette volonté-là, empreinte à certains égards de modernisme, a poussé, sous l'égide du général de Gaulie, à l'installation d'un régime privilégiant les fonctions de commande ment avec le soutien populaire de couches de la population iusque-là sous-représentées électo-

Au risque de forcer le trait, on dira que les cadres d'entreprise, les administrateurs de société, ont alors remplacé au Parlement les avocats et les propriétaires terriens, ils ont dû s'effacer à leur tour devent les administrateurs et propriétaires de la haute administration, enfants chovés de ce portvoir stable auguel ils rendalent son attachement. La logique majoritaire s'est organisée autour de la nécessité bien comprise, au demeurant compréhensible, de conserver les commandes en se rangeant derrière les chefs qui les détengient et en respectant, pour mieux l'utiliser, la toute-puissance

ralement, bien qu'étant parmi les

plus dynamiques.

de l'appareil d'État. Depuis, les choses ont change stir presque tous les plans (l'environnement international, la place de la France, les structures de l'économie, les mœurs, la composition sociologique de la population) mais, comme toujours, l'inertie politique a maintenu des modes de commandement, des conceptions disciplinaires, des comportements de réseaux ou de clans (plus solidement que les divages idéologiques), une déférence obligée envers l'autorité centralisée (v compris dans les nouveaux niveaux de décentralisation) qui sont d'une autre époque. Certes, il y a eu des changements mais qui n'ont porté que sur les apparences : les chefs se comportent désormais en sages chargés d'expérience, en experts qui savent mieux que les autres. en professeurs qui expliquent. La relation entre les détenteurs des pouvoirs politiques et les citoyens de plus en plus sceptiques n'en reste pas moins cella de la subordination.

Personne ne réclame le retour au régime dit d'Assemblée, tout autant dépassé, mais il serait temps que la société politique. qui court désespérément après la société civile, qui s'inquiète de la démobilisation de l'opinion à son sujet, fasse sa mue et légifère en conséquence sur elle-même. Elle serait bien inspirée, en première urgence, de cesser de confondre partis et les armées, l'adhésion et l'obéissance, l'initiative et le désordra, l'autorité et la science. infuse. En temps de paix, la société civile, si ce concept a un sens, aspire à vivre civilement. Le Parlement à refaire, de Jean-Michel Belorgey. Galli-mard, 197 pages, 90 F.

### Les relations entre le PCF et le PCUS

### L'Histoire en tranches

« Ces documents exceptionnels rétablissent la vérité sur ce qu'étaient réellement les rapports entre le PCF et le PC d'Union soviétique», a indiqué M. Alain Bocquet, membre du bureau politique, ieudi 10 octobre à Paris, en présentant les lettres échangées par les deux « partis frères» en 1977 que publient, quatorze ans après, les Cahiers du communisme revue mensuelle théorique dont il est le directeur (le Monde du 11 octobre). ells montrent qu'à l'époque brejnévienne, contralaffirmé aujourd'hui, la PCF ne s'est pas aveuglément aligné sur le PC d'Union soviétique», a ajouté M. Bocquet. De même. selon ce dirigeant, le parti francais n'a pas « ménagé ensuite son soutien à la perestroika», ainsi qu'en atteste également la publication dans la même revue du comité central du script de l'entretien que M. Georges Mar-chais a eu avec M. Mikhail Gorbatchev à Moscou en septem-

Ces preuves écrites, chères au mouvement communiste depuis les origines, ont une indéniable valeur pour les historiens. Il est sans doute inutile d'épiloguer sur le moment choisi pour les rendre publiques qui a certainement plus à voir avec la politique qu'avec l'histoire. Les plus anciens ne sont pas inconnus de tout le monde

parti ont eu largement le temps de s'en faire l'écho. Ce souci-là n'était pas celui de la direction. Et pour cause.

M. Marchais, qui eut sa phase rénovatrice pendant une bonne partie des années 70, et à la continuité de sa politique qui, en langage commude s'enrichir, de s'approfondir... avec les résultats que chacun meis il n'est pas le seul responsable, le PCF a perdu les deux tiers, sinon les trois quarts de son électorat, sans parler de

A l'évidence, les rapports du PCF avec le parti soviétique ont été très tendus pendant la période du programme commun de gouvernement. Et sans que l'on sache vraiment dans quel sens fonctionne la mécanique. ils se sont considérablement apaisés après la rupture entre communistes et socialistes. M. Marchais ne pouvait pas combattre simultanément sur

deux fronts. Saisi par un désir de transparence, il ne serait peut-être pas mutile que le PCF «sorte» des documents explicatifs sur ce sujet. Cela lui éviterait de découper son Histoire en tranches et donnerait à penser sur la continuité en politique. **OLIVIER BIFFAUD**  I.a commission des finances de l'Assemblée nationale réserve le vote en BAPSA. – La commission des

finances de l'Assemblée pationale a décidé, le 10 octobre, de réserver le vote sur le budget annexe des presta-tions sociales agricoles (BAPSA). Dans le projet de loi de finances pour 1992, l'Etat prévoit de récupérer 6,4 milliards de francs sur la part de TVA affectée au BAPSA, en créant un mécanisme de compensa-tion entre les régimes de Sécurité sociale des non-salariés. M. Philippe Vasseur (UDF-PR, Pas-de-Calais), rapporteur du BAPSA à la commis sion des finances, a qualifié ce prélèvement de « véritable hold-up», et M. Alain Bonnet (app. PS, Dordons).

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publics au Journal officiel du vendredi 11 octobre 1991: UN DÉCRET

- № 91-1039 du 7 octobre 1991: modifiant le décret du 15 avril 1912 pris pour l'application de la loi du le août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce au concerne les denrées alimentaires, et spécialement les vandes produits de la charenteite (ruits). Regumes, poissons et conserves. UN ARRÊTÉ

- Du 27 septembre 1991 portant création d'une commission nationale de restructuration des urgences.

Est public au Journal officiel du samedi 12 octobre 1991:

UN ARRÊTÉ - Du 4 octobre 1991 fixant le plafond de ressources de l'année 1990 applicable en 1992 pour l'octroi des majorations aux rentes

### Euro Disney achève son chantier pharaonique

Près de Marne-la-Vallée, au pied du château de la Belle au bois dormant, les petits « mickeys » vont s'entraîner à l'animation d'un parç qui compte attirer onze millions de visiteurs par an

ICKEY engage aujourd'hui de nouvelles batailles en Europe, après celles du financement et de la construction du parc Euro Disneyland, près de Marne-la-Vallée. Jusqu'au dernier moment, il faudra des heures supplémentaires pour tenir les délais. Pourtant, six mois avant l'ouverture, le château de la Belle au bois dormant est terminé, et, samedi 12 octobre, quelques privilégiés ont pu en admirer les fines tou-relles. Bientôt, on va tester le fonctionnement des attractions et planter les 250 000 arbres et arbustes déjà préparés. L'ensemble couvre 600 hectares : 60 hec-L'ensemble couvre 600 hectares : 60 hectares pour le parc lui-même et ses vingt-neuf attractions, auquel il faut ajouter six hôtels, totalisant 5 200 chambres, autour d'un lac artificiel, un golf, un camping-cara-vaning de 600 places, un centre de loisirs comportant des boutiques, des restaurants, des salles de spectacle et des discothèques.

Ce chantier quasi pharaonique (comparable à celui des Jeux olympiques de Barcelone), ouvert en 1989, a employé jusqu'à 5 000 ouvriers et 150 entreprises. Un chantier difficile pour celles-ci, compte tenu de cahiers des charges d'une rigueur et d'une précision maniaques. Il n'a pas échappé aux bavures d'autres grands chantiers (comme celui du TGV Atlantique): conditions de celui du TGV Atlantique) : conditions de travail particulièrement rigoureuses on abus de sous-traitance pour faire face aux contraintes de coûts et de délais, voire emploi de main-d'œuvre clandestine.

Mais la société a su tenir les prix. Entre les prévisions de 1989 (14,9 milliards de francs) et celles de juin dernier, un écart de 700 millions de francs, soit 5 %, mis à part les deux attractions nouvelles. A comparer avec les dérives d'Eurotunnel...

#### Un huitième de fonds publics

A ce coût, il faut ajouter ce qui a été pris en charge par la collectivité (Etat, région lic-de-France, département de Seine-et-Marne, communes et syndicats de com-munes): 2,7 milliards de francs au total. Cela recouvre le prolongement du RER jus-qu'au site, les voies ferrées et la gare (où les TGV arriveront en 1994), les voiries et échangeurs autoroutiers, l'adduction d'eau et l'assainissement, presque tout achevé avant l'ouverture du parc.

« Un huitième de fonds publics, c'est une proportion comparable à celle des grands projets d'aménagement dans les villes nouvelles », dit M. Christian Cardon, délégué interministériel pour Euro Disneyland. Mais sans compter, précise-t-il, les bonifications d'intérêt accordées pour le prêt de 3,8 milliards de francs 1986 (4,4 milliards 1991) de la Caisse des dépôts et consignations. Ni, laudrait-il ajouter, l'effet de la réduction de 18,6 % à 7 % du taux de la TVA sur les parcs de loisirs, qui profite à tous, mais était surtout destinée à Euro Disneyland. Ni de la possibilité de calculer sur dix ans l'amortissement du parc, ce qui per-met, par le jeu des déficits fiscaux, d'allèger notablement le coût du financement.

Pour le décollage du projet, on a appliqué



des règles comparables à celles du financement de l'Airbus, avec un recours très large an crédit-bail. Disney a pu ainsi, tout en conservant la maîtrise des opérations, limiter ses investissements : 17 % de la société de financement, 49 % du capital de la société en commandite par actions chargée de la réalisation et de la gestion du parci (confiée à Euro Disney par un contrat de gérance), le reste étant détenu par des banques européennes (1). Les trois quarts des 16.3 milliards de francs destinés à la réalisation du parc, du golf, du camping et du plus luxueux des hôtels proviennent de prêts ou d'avances d'associés. Les banques ont décidément été mises fortement à contribution - sans compter les dix entreprises « partenaires » qui prennent en

charge une attraction et des services (2). La méthode n'est pas inédite - le créditbail est largement utilisé pour les projets immobiliers ou hôteliers - mais l'ampleur l'est. « Disney n'a pas bénéficié d'un régime de faveur, mais des meilleures conditions permises par la loi », résume M. Cardon. Les services administratifs, locaux ou ministériels, ont joué le jeu, comme les politiques apparavant, de M. Fabius à M. Chirac. On n'a guère eu à solliciter l'ar-

bitrage de Matignon, ou même du délégué : « Le poids même du projet a suffi à convaincre et a fait que chaque question était tran-chée à un échelon élevé. » Tout a reposé en définitive sur la croyance en la capacité de Disney-de réaliser le parc dans les délais et

### Dix milie personnes

Euro Disney doit aujourd'hui recruter et hôtels, dont près d'un tiers d'emplois à temos partiel ou saisonniers, selon des indication données au conseil régional. Après avoir engagé progressivement deux mille sept cents cadres et administratifs depuis 1989, il s'agit aujourd'hui de fournir la main-d'œuvre directe des attractions (spectacles et surtout maintenance) et des hôtels. Opération considérable : pour l'hôtellerie, cela représente 60 % au moins du nombre d'emplois créés chaque année dans la région. Afin de répondre à la demande et d'éviter une fuite du personnel des bôtels d'Ile-de-France, redoutée par les professionnels, le conseil régional a lancé un programme de formation : quelque 200 mil-

lions de francs pour 2 200 places de stage supplémentaires (notamment pour les lan-gues), sans compter les établissements sco-laires prévus. Mais les responsables du personnel d'Euro Disney ont depuis un an prospecté bien au-delà de la région, et même à l'étranger. S'ils ont recruté un mil-lier de personnes - malgré les conditions imposées - depuis le début septembre, dont 70 % domiciliées dans la région (comme les cadres et administratifs) et 25 % en Seine-et-Marne, ils devront chercher plus loin.

Disney table sur 11 millions d'entrées, un bon tiers de plus que le Centre Beaubourg. Au Japon, le parc ouvert en 1983 reçoit 13,5 millions de visiteurs par an, ceux des Etats-Unis, 39 millions – même si, au premier semestre 1991, ils ont subi, comme les autres, une baisse de fréquentation de 15 %. autres, une baisse de fréquentation de 15 %. Mais les Européens, qui doivent représenter 95 % de la clientèle du parc (3), et les Français, la moitié, seront-ils aussi attirés? D'autant que les prix seront élevés : environ 200 francs l'entrée (pour un adulte), et presque autant en achats, boissons et repas, conformément aux habitudes de Disney.

L'ensemble, il est vrai, a été calculé pour capter tous les publics : d'abord les familles, mais aussi les jeunes, grâce au centre de divertissement, les cadres en sémi-naires, par le centre de congrès, etc. Euro Disney a commencé à discuter avec les tour-opérateurs, les voyagistes et les compa-gnies de transport. Plusieurs accords ont été conclus, notamment avec la Grande-Bretagne et la Scandinavie. Mais la société, confondant un peu information et publicité, se contente d'affirmer « le grand intérét », voire a l'enthousiasme », de leurs interlocu-teurs, sans donner de précisions ni sur les réservations (4) ni sur les conditions. Les discussions sont souvent difficiles, Euro Disney ayant mis souvent la barre très haut, en demandant à ses partenaires de s'engager sur un nombre de réservations, voire sur des chiffres d'affaires, ou de ne pas travailler avec d'autres parcs de loisirs.

Sur le parc, Euro Disney n'a pas pris de risques, puisque la société équilibre ses comptes avec 7 millions de visiteurs. C'est le remplissage des hôtels qui est le plus délicat, compte tenu des prix élevés et de la présence, d'ores et déjà, d'une quinzaine d'établissements concurrents à proximité. C'est pour cela qu'Euro Disney a créé son propre tour-opérateur pour la France, qui vend des forfaits de deux ou trois nuits, sans exclusivité: « Nous n'avons pas trouvé d'entreprise correspondant à nos besoins. Les tour-opérateurs français vendent surtout des royages à l'étranger», dit son directeur M. Luis del Olmo, qui compte sur 20 000 clients la première année.

GUY HERZUICH

(1) Indosuez (pour 20,5 %), BNP, SG Warburg et le Crédit agricole.

(2) BNP encore, Coca-Cola, Esso, Europear, Kodak, Nestlé, Philips, Renault et France Télécom. (3) Dont 14 % pour les Allemands, 8 % pour les Britanniques, 8 % pour le Benelux, 4,5 % pour la Scandinavie...

(4) Fin juin, on indiquait que 40 000 nuitées étaient déjá vendues.

### 1 000 projets pour l'an 2000

A LORS que la vacance à la tête du Commissariat général au Plan se prolonge de façon inquiétante, la prospective, la mise en perspective, les scénarios - peu importe le vocabulaire - continuent à mobiliser les nombreux esprits qui s'intéressent à l'aménage ment du territoire.

A la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) MM. Jean-Pierre Duport et Jean-Louis Guigou ont quadrillé la France de groupes de réflexion dont on voudrait bien connaître, enfin, le résultat des cogitations. Le premier ministre relance les Groupes d'études et de mobilisation (GEM) dont plusieurs ont pour objectif la futurologia régionale, fondamentale ou appliquée. Des conseils régionaux, eux-mêmes, travaillent à détecter ce que pourrait être leur avenir d'ici à 2000 ou 2010.

Une intéressante contribution à ces recherches a été apportée le 10 octobre à l'occasion du congrès du Conseil nales à Tours. Le cabinet Atlanconsult, au terme d'une étude recensant les grands projets d'infrastructure déjà engagés ou sérieusement prévus à l'horizon 2000, aboutit à cette conclusion : «un scénario de l'inacceptable », c'est-à-dire de la surconcentration, menace

Sur les quelque 1 000 opérations repérées, représentant 1 000 miliards de francs envistructures de transport et de communication) l'île de France regroupe plus du tiers de l'enveloppe financière globale. L'investissement par habitant est deux fois plus élevé dans la région-capitale que dans les régions de province. Le déséquilibre est surtout manifeste pour les équipements culturels et les opérations d'aménageiju on qjacch activités économiques. La France de l'Est s'en tire plutôt bien mais les régions de l'Ouest, au sens large, englobant l'Auvergne et le Centre, prennent du retard et risquent de s'appauvrir puisqu'elles ne captent que... 21 % du volume des investissements prévus.

De quoi relancer la sempiternelle querelle Paris-province, quelque peu obsolète à l'heure de l'Europe et la nécessité, beaucoup plus sérieuse, d'une politique de péréquation.

FRANÇOIS GROSRICHARD

### Cinq villages pour un « royaume »

COMME le domaine mysté-rieux du Grand Meaulnes, qui n'aureit pas existé sans la Sologne alentour, Euro Disney ne laissera pas son cœur battre au milieu d'un désert. Le royaume de Mickey plonge ses racines dans un vrai territoire de cinquis petites communes qu'il bouleverse mais n'efface pas. Ces cinq localités, Bailly-Romainviliiers, Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre et Serris -- un peu plus de 5 000 habitants au total aujourd'hui, sept fois plus demain. - se sont groupées depuis quatre ans dans un Syndicat d'agglomération nouvelle, (SAN) des portes de la Brie.

C'est, en langage plus techni-que, le secteur IV de la ville nou-velle de Marne-la-Vallée, son orient extrême en l'état actuel des choses. Champs de grande agriculture, de villages et de forêts, et terre d'élection de Dis-ney. Mais attention : « Nous vouions devenir une ville qui lle les parcs Disney, prévient M. Charles Boetto, prési-dent du SAN, et non la ville des parcs Disney. »

La nuance est de taille. Si, à l'origine, Euro Disney est apparu comme le véritable, le seul et unique aménageur du secteur IV, acquérant presque 2 000 hectares sur 3 000, les communes

Les collectivités : Etat, établis-sement public (EPA-Marne),

région, le département de Seine-et-Marne et le SAN des portes de la Brie ont, comme prévu, via-bilisé le terrain d'Euro Disney et investi 2.9 milliards de francs pour tenir leurs engagements. Le SAN, pour sa pert, aura consa-cré plus de 300 millions de francs en quatre ans à financer la fourniture en eau potable, les réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales. Vollà pour mériter d'*s être la ville qui accueille* Euro Disney ».

#### Combattre la mono-activité

Pour ne pas devenir e la ville des parcs Disney a et, sous-en-tendu, seulement cela, le groupement des cinq communes veut prévent les effets pervers d'une mono-activité et préserver l'identité des portes de la Brie. Sur les 1 000 hectares dont disposent encore les cinq bourgades, comme, éventuellement, à l'inté-rieur du domaine Disney, le SAN projette des « mesures d'accompagnament». Par exempla, la mise en place d'une université dont la présence enclencherait le processus d'implantations : recherche, labos, entreprises. Dans la préparation de la deuxième phase de Disney, celle qui sera inaugurée en 1995, le SAN soutient la réalisation d'une

ZAC de 320 hectares, le Prieuré,

où seront construits 700 000 mètres carrés de

bureaux. Les logements restent à définir. Et pas seulement ceux destinés au personnel des parcs emplois Disney au sens strict ne devralent représenter que 25 % de la population active. « Nous devons veiller, dit M. Boetto, à ce que cette proportion soit res-pectée dans le calendrier de la construction, dans la «typolo-gie» et dans l'occupation des logements du secteur IV ». Pour aider: le SAN est en train de créer un observatoire de l'em-

Le SAN met un point d'honneur à ne pas perdre de vue le souci que le développement du secteur bénéficie à l'ensemble de la population. Il a d'ores et déjà attribué 6,6 millions de francs à la première tranche d'un groupe scolaire à Serris. Mais il doit se livrer à un délicat travail de péréquation entre les cinq communes. Car si le produit de la taxe professionnelle lui revient, les collectivités locales empochent les autres taxes (d'habita-Et les disparités sont gigantes ques : Chessy encaissara, d'ici à l'an 2 000, quelque 364 millions de francs quand Sems devrait se contenter de 13 millions l M. Boetto ne désespère pas de faire exister une solidarité entre les représentants des cinq communes qui l'ont élu.

· CHARLES VIAL

### Les Français face à la décentralisation

A l'occasion des vingt ans des régions, un sondage montre l'attachement des citoyens au rôle de l'Etat dans le domaine de l'éducation

La première loi faisant des régions des établisse- décentralisation et chercheurs confronteront leurs ments publics est de 1972; celle les élevant au nalisation commence à structurer l'organisation les leçons, le conseil régional de Picardie, avec la collaboration de la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut d'études politiques de Paris, l'Observatoire interrégional du politique, l'Association française de sciences politiques, et en partenale vendredi 18 octobre, un colloque où acteurs de la

observations. Il est vrai, comme le remarquent les statut de collectivités territoriales est de 1982. socialistes picards, que c'est fêter cet anniversaire C'est dire que cela fait deux décennies que la régio- avec quelques mois d'avance ; aussi ceux-ci dénoncent-ils une copération électorale ». Mais il s'agit, en administrative et politique française. Pour en tirer plus d'un programme scientifique imposant, de dresser un premier bilan de l'action des conseils régionaux à la veille de leur renouvellement en mars

A cette occasion, le conseil régional de Picardie a commandé à l'Observatoire interrégional du politiriat avec le journal le Monde, organise, le jeudi 17 et que un sondage sur l'image de la décentralisation et le rôle de l'Etat.

IEN des idées reçues sont mises à mal par ce sondage, même si, comme toujours, même question posée par la Sofrae en un certain nombre de 'est, en tout cas, sur les rapports des Français avec l'Etat, sujet à la fois ce jugement négatif est le fait de d'actualité et essentiel, qu'il est le plus

D'apprendre que seules 22 % des fort chez les agriculteurs, et est génépersonnes interrogées considèrent l'Etat « comme quelque chose de proche » (elles sont 74 % à l'estimer «lointain») alors qu'elles sont 63 % à juger la région « proche », 76 % à porter le même jugement positif sur le département et 90 % sur la comune, tendrait à confirmer le rejet de

1970, puisqu'alors elles n'étaient que 51 % à l'estimer « lointain » et 41 % à le juger « proche ». D'autant aussi que toutes les catégories socioprofessionnelles, même s'îl est particulièrement rai quelle que soit l'appartenance partisane des sondés, même s'il est moins fort à gauche (65 % de ceux qui reconnaissent y appartenir jugent l'Etat « lointain ») qu'à droite (le taux est alors de 77 %).

D'autres réponses paraissent aller dans le même sens. Ainsi il n'y a plus

que 24 % des sondés à « plutot faire confiance » à un organisme lorsqu'ils apprennent qu'il relève de l'Etat; ils étaient encore 43 % en 1981 et 41 % en 1970. Pourtant l'indice de méfiance est resté identique à ce qu'il était il y a vingt et un ans (30 %); ce sont donc une partie de ceux qui n'avaient d'a priori ni dans un sens ni

THIERRY BRÉHIER Lire la suite page 12 Ce sondage a été réalisé par la Sofres, qui a interrogé, du 17 juin au 3 juillet, 2 000 per-sonnes représentatives de l'ensemble de la population âgée de plus de quinze ans.

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des Bays de l'Es-

PAUL FABRA

Le Monde MITTATIVES

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

TICSOURCES Humaines

ssi Jes πít

.ON

les crédits s'inscrivent dans propos des pays de l'Est européen,

Charent



Préfecture :

Départements :

Mont-de-Marsan)

(préfecture : Agen)

(préfecture : Pau)

Superficie: 41 407 km2

**Principales** agglomérations:

Pyrénées-Atlantiques

Population: 2 796 093 habitants

(685 000 habitants)

(136 000 habitants)

(135 000 habitants)

(61 000 habitants)

(60 000 habitants)

Périgueux

Lot-et-Garonne

(préfecture : Périgueux)

(préfecture : Bordeaux)

Bordeaux

Dordogne

Gironde

Landes (préfecture

# AQUITAINE: un Far-West in italia

fare-et

Garonne

**OCÉAN** ATLANTIQUE MARSAN

«L'Aquitaine, ça n'existe pas!» a déclaré il y a quelques mois Jean François-Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne. Mais c'était de la provocation. Ce grenier à mais, avec ses forêts et ses vignobles, son savoir-vivre et ses petits airs de Far-West. attend ses pionniers.

A «Lurtonie» est un étrange pays. Les amateurs de bor-deaux du monde entier le désignent plus communément comme étant le terroir des graves. En arrivant à Bor-deaux, une fois passé le quartier Saint-Jean, vous prenez la rocade vous roulez une bonne quinzaine de kilomètres en direction du sud or éclairé. En réalité, sans le savoir, yous yous retrouvez cher

André Lurton, saint patron de la « Lurtonie », n'est pas exactement un propriétaire comme les autres. D'abord, il est la providence de ces vignobles, parés grâce à lui, depuis 1986, du titre prestigieux de pes-sac-léognan. Ensuite, le monsieu lui tout seul quelque 250 hectares dans les Graves, deux cents dans l'Entre-Deux-Mers, cent dix sala-riés, 60 millions de chiffre d'afbouteilles. Les chiffres sont sou vent indigestes, mais, ici, ils se boi

Or. barricadé en sa «Lurtonie» André Lurton est inquiet. Qu'il dorme à Grézillac - dont il est maire, - qu'il surveille quelques travaux au château Bonnet, qu'il vous reçoive en son château de La Louvière, ce propriétaire-viticulteur semble aux aguets. C'est peutêtre qu'il ne se choisit que des adversaires terriblement patients. des « monstres » froids, comme le département, voire l'État lui-

empoisonné

Volla presque cinq ans qu'il livre une guerre sans merci au conseil général de la Gironde, s'opposant de la technopole Montesquieu, à deux pas de ses vignes. Et son dernier tour de force aura été de faire capoter - fin septembre - l'arrivée d'une filiale du groupe métallurgique Valmet sur ce site...

«Avec 11 % de chômage dans la région, ce n'est pas loin d'être un crime », s'indigne-t-on à la présidence du conseil général. Mais, pour qui veut l'entendre, cet homme d'argent a su trouver des accents écologistes. Tandis que le département, au fil des années, s'emploie à «zader», «zacer», « préempter » des centaines d'hec-Pessac-Léognan, André Lurton invoque la beauté de ces « terrains d'une qualité géologique tout à fait particulière, rare et unique».

Le décor est planté. La « Lurtonie» ne serait rien d'autre qu'un fabuleux gisement de terres à graves convoité par une poignée d'ingénieurs et d'industriels inconscients. Fort de cette certitude, André Lurton, soixante-sept ans. confie: «Je ne calerai jamais.»

Lorsqu'il lui arrive de sortir de sa « Lurtonie », notre propriétaire s'en va tenir des conférences devant les étudiants pour expliquer comment l'agglomération borde-laise n'a déjà que trop posé son empreinte sur la vigne. « Des miliers et des millions des miliers et des millions des la contraction de la contractio liers et des milliers d'hectares de terres viticoles magnifiques ont disparu sous les maisons, les carrières ou les routes. Des terrains si pré-cieux auraient du être l'objet d'une

### Un chasseur sachant voter est un bon chasseur

Ste-Marie 🐃

Les partis politiques n'ont pas vu venir la grande colère des ruraux. Les chasseurs comptent bien en profiter, comme aux dernières élections européennes

Pyténées

TTENTION! Cet élu est courageux. Henri Emma-nuelli, député (PS), président du conseil général des Landes, affirme tranquille-ment ne pas chasser. « Pas de béret, pas de fusil!» Dans cette Aquitaine où l'on se prend parfois à croire que les biberons sont gavés à la tourterelle et à l'ortolan, c'est quasiment de la provocation. Enfin presque. Parce que Henri Emmanuelli n'a rien con-tre la chasse et les chasseurs : « On les soutient de bon cœur. » Ouf!

Car quiconque, ici, soufflerait un mot, un seul, contre les chasses tradi-tionnelles ne s'en relèverait pas. Ne pas plaisanter, surtout ne pas plaisan-ter: « Ici, mon bon monsieur de Paris, on pred ses vacances en octobre rien que pour ça » Les méchantes langues croient même pouvoir dire que le taux d'absentéisme double dès les premiers passages de palombes dans le ciel aquitain. Et toute l'année, on bricole les «palombières», ces cabanes perchées dans les arbres où l'on guette, la saison venue, sa proie, comme l'on va bêcher son lopin de

C'est une douce rage sacrée. Belle comme un rite millénaire, Intouchable. Au point qu'il existe, en Aqui-taine, des palombières municipales à l'instar des piscines. Des palombières de nécessité publique, en somme.

Georges Riboulet, arquebusier en chef dans la Gironde, gestionnaire attentionné de trente mille fusils, peut se vanter d'avoir secoué la région.
«On a fait virer le conseil régional en épingle à cheveux », raconte-t-il. Saisis d'une union rare et touchante, les conseillers ont voté en juin une motion de soutien fraternel aux chasscurs traditionnels menacés par une «diabolique» coalition d'eurocrates et d'écologistes. Foi de Riboulet, «si on n'avait pas été là, ça se terminait en bouillon d'andouilles.»

C'est probablement ce qu'on appelle une ambiance. « Pas question de toucher à la chasse ici, confie-t-on à la préfecture de région. Ce serait immédiatement la révolution. » Députés et sénateurs, maires et conseillers généraux : pas un qui n'ait bien com-pris. Tous psalmodient avec conviction leur amour « vis-cé-ral » pour la chasse, brandissant leurs quartiers de noblesse cynégétique. Nicole Péry, député européen (PS), sont ainsi fière-ment de sa gibecière un grand-père garde-chasse. « Je suis très très Sud-Ouest », assure-t-elle.

ESPAGNE

Pour preuve, elle se montra, il y a un an, emmitoufiée dans un gros ano-rak, au col de Tharta en compagnie du président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, en quête de palombes. Une photo en fait foi!

Doux militantisme, saint engagement et pieux consensus... A six mois des élections régionales, la défense de la chasse et de la ruralité fait une jobe bannière en ces terres d'Aquitaine. Alors, gare! Ne venez pas plaider en faveur des directives de Bruxelles interdisant à qui mieux mieux de chasser en rond.

> Un choc de cultures

«Je ne suis pas pour une Europe de l'uniformité», prévient Nicole Péry, avant de proclamer avec un joli sourire son attachement à la tauron et à la chasse à la palombe. Alain Lamassoure, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques, peste pour sa part contre cette Europe du Nord qui « entretient un prurit». « La manière dont on tue les animaux, ce n'est pas de la compétence communautaire », config-t-il.

Bref, toute l'Aquitaine se rebelle et il y a du chọc de cultures dans l'air. « Venir dénoncer chaque année, avec une pression médiatique considérable, des modes de vie très profondément ancrés, ça devient très vite un viol», commente Gilles Savary, directeur de cabinet de Philippe Madrelle, séna-teur (PS) et président du conseil généde la Gironde. Lequel intrigue

gentiment pour faire recevoir l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles françaises à Matignon. Sus aux «amis des bêtes»! Jean

Sus aux «amis des betes»! Jean François-Poncet, sénateur (UDF) et président du conseil général de Lot-et-Garonne, évoque avec une flamme dans l'œil les palombières, hauts lieux de «boufferies» avant que d'être autant de sarcophages à oiseaux. Et Gilbert Mitterrand, maire de Libourne et député (PS) de la Gironde, recommande définitivement de les cuisiner «aux petits pois et aux de les cuisiner «aux petits pois et aux

S'il fallait chercher un militant de choc, un convaincu, en voità un! « il y a un tel discours anti-chasse», sony a un en austrias uni-ciusses, son-pire-t-il. On le sent navré, presque desespéré. «Si les Brigitte Bardot, les Bougrain-Dubourg n'avaient pas à ce point provoqué, il n'y curait pas eu en retour de tels excès » Et d'aussi consi-dénable mobilisettese.

Car ces chasseurs, depuis les élec tions européennes de 1989 où ils créèrent la surprise avec près de 12,5 % des voix sous l'étiquette ravageuse Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), continuent de s'organiser. Et les voilà de nouveau sur la tigne de départ, manière de ne point laisser à d'autres le soin de chasser sur leurs

Li, les hommes politiques «traditionnels » commencent à sourire aune. Tant de magvais vents balaient l'Aquitaine. Ces bourrasques nationales, d'abord, porteuses de désaffec-tion à l'endroit des partis classiques. Et ces brises régionales, ensuite, qui vous poussent ces ruraux à voter chasseur comme on crie son ras-

Pour amortir par avance le choc d'un éventuel cataclysme, Gilbert Mitterrand note que « l'électorat socialiste, aux européennes, était très chasseur ». « Ça va des cocos jusqu'à l'extrême droise en passant par nous », précise Hughes Martin, adjoint au maire de Bordeaux, «Ce sont des attrape-tout sympathiques», résume Jean François-Ponett. De redoutables

rien. « On sera candidat à la prési-dence du conseil régional », assure Jean Saint-Josse, le secrétaire général du mouvement Chasse, pêche, nature,

Mais où est donc passé le radical-socialisme du Sud-Ouest, cet art de sociaisme di suc-ouest, cet an de composer avec tous, d'arrondir les angles et de mer en douceur les diffé-rends? Un cliché, soupire Henri Emmanuelli : « Dans les Landes, on dit encore les culs rauges et les culs blancs. Ce qui trompe, c'est notre accent et notre façon de vivre».

> Pour une France en couleurs

Voilà donc la majorité et l'opposi-tion sur la défensive, persuadées que les chasseurs feront un tabac dans les campagnes au point, pourquoi pes, de rendre impossible la constitution d'une majorité unie. «Coalition», ce mot encore basoque il y a quelques mois, a fait sa discrète apparition dans les conversations des états-majors. Mezza voce et mezza voce seule-ment, on vitupère ces trublions qui

Il faut les voir se frotter les mains. Ils révent « d'injecter de l'oxygène dans le débat politique » et rodent des petites phrases bien senties comme : «On veut une France en couleurs, pos en noir et blanc. » Plus profondément, ils concoctent une bataille à la mesure de leur détresse : «On n'a plus de curés, plus d'instituteurs, plus d'emplois et on ne veut pas être une réserve

Ces aouveaux militants sont du genre insabmersibles. Ils vous répè-tent qu'ils ont laissé la politique au vestiaire et Jean Saint-Josse, par exemple, a du mal à se rappeler qu'il fut RPR. C'est si loin, dans une autre vie. Non, à leur idée, ils font plutôt dans la protection du patrimoine des humains et leurs affiches, ils ne les collent pas la nuit, en commando,

la chambre de commerce et d'industrie de Bergerac. Les Pyrénées-Atlantiques veillent amicalement sur leur bouillant Saint-Josse. «On peut faire ce qu'on veut, reconnaît Michel Duchène, porte-parole des Verts à Bordeaux, dans les zones rurales, ce sont les plus forts.» Ne reactivent-ils pas, bien tardive-

acheter son pain. Dans ce combat, ils

se sentent les meilleurs. L'Aquitaine

les premiers prix? La Gironde affiche

ainsi le plus grand nombre de fusils de tous les départements français. La

battant comme André Goustat, prési-

dent de cette fronde régionalo-natio

nule, maire de Mauzac et directeur de

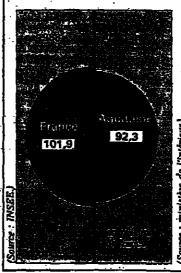
ne rafie-t-elle pas consciencie

Dordonne couve amoureus

ment, le vieux slogan post-soixante-huitard : « Vivre et travailler au pays »?

TENDANCES

e PIB



Recettes fiscales yper habitant -151 5000



Budgets régionaux

TOUR DE FRANCE DES REGIONS

# un Far-W à la française

Bien sûr, il y eut des discus-sions, des négociations, des avan-cées, et autant d'escarmouches, de contentieux administratifs et judi-

Naturellement, il y cut des empoignades, des manœuvres d'enveloppement et des déborde-ments. A l'évidence, il y eut et il demeure, en cette belle « Lurtonie», une forte dose de passion.

Mais comment en est-on arrivé Mais comment en est-on arrivé là? Il faut remonter au début des années 80, alors que Bordeaux, fasciné par l'exemple de Sophia-Antipolis, dans l'arrière-pays niçois, rêve à son tour de posséder un cite che convergencies labore. un site où convergeraient laboratoires de pointe et entreprises high tech. Séduit par le projet, Jacques Valade, premier adjoint de Jacques Chaban-Delmas, ingénieur chimiste de formation et alors pré-sident du conseil général, appuie

DORDOGNE (12 sièges) :

Ins., 301 245; abst. 15,81 %; suff. ex., 237 979.

Ex. g.: 1,77 %; PC: 15,46 %, 2 élus; PS: 31,45 %, 4 élus; div. g.: 3,36 %; Un. opp.: 40,57 %, 6 élus; CNI: 1,36 %; FN: 6 %.

Ins., 761 515; abst., 22,19 %; suff. ex., 568 680.

22,19 %; sur. exc., 568 680; LO: 1,72 %; PC: 7,99 %, 3 élus; PS: 35,51 %, 13 élus; div. g.: 1,77 %; Un. opp.: 43,10 %, 16 élus; FN: 7,13 %, 2 élus; div. d. 2,04 %; FN-diss.: 0,70 %.

Ins., 231 690; abst., 17,06 %; suff. ex., 182 289.

LANDES (10 sièges):

GIRONDE (34 sièges):

Le conseil régional

Président : Jean Tavernier (RPR) ;

8 PC; 30 PS; 2 MRG; 1 div. g.; 19 UDF; 16 RPR; 3 CNI; 4 FN.

Résultat des élections de 1986 par département.

4,75 % .

(10 sièges) :

(17 sièges) :

tif leur donne satisfaction et annule l'arrêté préfectoral autori-sant la création de la ZAC. Or voilà que la société d'économie mixte Technopolis-Bordeaux, non prévenue, arrache l'accord de l'en-treprise Valmet pour venir sur le site de Montesquieu.

Devant les Aquitains médusés, la pièce se joue en trois actes. Le 17 septembre, Valmet annonce n intention de construire une unité de production de 3 000 mètres carrés. Il s'agit pour cette filiale du groupe métallurgiste finlandais de quitter son implantation de Mèrignac pour regrouper ses forces et plus d'une centaine d'emplois. Le lendemain, la « Lurturie » contra attenue » prandistonie » contre-attaque en brandis-sant l'annulation de l'arrêté préfectoral. Le surlendemain, Valmet annonce sa décision de renoncer à participer plus longtemps à ce qui s'apparente à un mauvais vaude-

élus; FN: 5,02 %; div. d.:

Ins., 232 765; abst., 18,03 %; suff. ex., 172 199.

PC: 11,69 %, 1 élu; PS: 31,06 %, 3 élus; MRG: 2,94 %; Un opp.: 41,56 %, 5 élus; FN: 8,05 %, 1 élu; div. d.: 4,67 %.

PYRENÉES-ATLANTIQUES

Ins., 410 408; abst., 19,18 %; suff. ex., 319 119.

PC: 5,98 %, 1 élu; PS: 34,39 %, 7 élus; MRG:

LOT-ET-GARONNE

depuis l'origine, fallait-il le soutenir mordicus, que l'on soit de droite ou de gauche?

La question se pose avec d'antant plus d'acuité que la région ne manque pas d'espace. Certains parlent même d'un Far-West à la française. Au printemps deraier, Jacques Valade évoquait pour nous ces terres libres à l'infini : « Bordeaux est l'une des rares métropoles à disposer d'un espace fantastique l.», s'enorgueillissait-il. Certes. Mais pourquoi alors s'escrimer à concentrer l'industrie de haute technologie sur le pourtour d'un terroir viticole? Comme si le destin industriel de Bordeaux et de la Gironde, voire de la région, passait obligatoirement par la ZAC Montesquieu.

Enfin, et peut-être est-ce là le plus révélateur, cette opposition tésolue entre vignerons (même riches) et industriels (même non polluants) souligne assez justement l'amour très modéré que se portent ici ce que les économistes appellent le secteur primaire et le secteur secondaire. Non pas que la région boude l'industrialisation : mais cette dernière semble bien souvent une étrangère.

En realité, sons le vernis des grandes phrases, sous le glacé des prospectus couleurs, l'Aquitaine ne cache pas longtemps qu'elle demeure une terre de marchands. Quand d'autres vivaient au rythme des houillères et de leurs coups de grisou, sous la tutelle des maîtres de forges et de leurs laminoirs, la région ne vivait-elle pas déjà du négoce, veillant sur ses vignobles et ses forêts, le regard tourné vers l'Atlantique et les colonies d'Afrique?

« Un pays de négociants »... Tout est dit : la richesse et ses rentes, le savoir-faire et cet art de l'attente qui crispent parfois le visiteur ou le fonctionnaire en poste. Un héritage bien vivant dans lequel s'empêtre la région elle-même lorsqu'elle s'emploie, dans ses campagnes publicitaires, à gommer de ses slogans la « douceur de vivre » bien réelle ici au profit du « dunquisme » Mais c'est que « dynamisme ». Mais c'est que l'Aquitaine, confusément, rêve 'un sursaut.

Car l'heure est au pessimisme, même si l'agriculture place la région au premier rang français agricoles et que le tertiaire brille très honorablement. Les grands espoirs industriels ne se déclinentils pas déjà au passé? Le miracle de la découverte du gaz de Lacq, dont la production est en déclin rapide, en est l'exemple typique. De même toute la pétrochimie regroupée en Gironde s'est-elle évaporée au long des années 70 avec le départ des raffineries Esso, Shell et Elf.

« La culture d'entreprise régio-nale est trop marquée par de grands groupes venus de Paris ou des entreprises publiques », remarque le directeur de l'institut d'économie régionale du Sud-Ouest. Claude Lacour. Et là réside naturellement l'une des grandes fai-blesses de l'Aquitaine. La greffe de l'aéronautique militaire – réalisée il y a trois décennies sous l'impul-sion de Jacques Chaban-Delmas, – le démontre amplement. Attirée ici pour des raisons stratégiques, cette industrie encaisse rudement les révisions à la baisse du budget du ministère de la défense et redoute les conséquences d'une éventuelle politique de désarme-

Plus de sept cents emplois de rus de sept cents emplois de haut niveau sont menacés dans les deux années à venir sur quelque seize mille postes (aéronautique et espace). « C'est dramatique parce qu'il faut dix ans pour reconstituer des équipes de chercheurs qu'on casse en un instant », relève Albert Museiah secrétaire sépéral du Massiah, secrétaire général du Comité d'expansion Aquitaine. «Le personnel le plus qualifié ris-que de partir à l'étranger », pré-vient le président (RPR) du conseil régional, Jean Tavernier.

Longtemps fière de produire le nez de la fusée Hermès, de travail-ler sur le programme du missile nucléaire M5, du Rafale, de l'hélicoptère franco-allemand, l'Aquitaine redoute un brutal retour en arrière. Certains parlent déjà à l'imparfait. « C'était un modèle, le pôle le plus technologique de la région avec les salaires les plus hauts, les comités d'entreprise les plus puissants et dynamiques s, explique Nicole Péry, député euro-péen (PS) et conseillère régionale.

Du coup, les dernières victoires des prospecteurs de nouvelles implantations industrielles n'en

paraissent que plus belles. La Gironde s'émeut presque d'avoir su allécher Norsk-Hydro, une société norvégienne qui a créé en novembre 1990 quelque deux cents emplois. « Bordeaux l'a emporté sur les villes de Hambourg et de Nantes », souligne Jacques Valade. Les Landes se flattent d'accueillir la firme Sony, à Pontonx, près de Dax. Une unité de pointe qui produit des bandes magnétiques.

#### Le péril du grand écart

Passé le temps des grandes ambitions, des coups fumants, on se contente donc de réalisations plus modestes mais sûres. On se félicite de constater la création de 6 500 entreprises par an même si 2 000 défaillent dans le même temps. L'âge de raison, en somme, pour une région que la géographie invite désormais à regarder plein sud. Vers cette Espagne intégrée au Marché commun depuis 1986, et plus précisément vers ce Pays Basque espagnol pourtant taraudé par de fortes fièvres.

«L'Euskadi est un atout énorme, assure François Jacqué, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. C'est une région riche et peuplée. » Depuis deux ans, l'Aquitaine com-mence ainsi à profiter de ce voisinage. Privée d'espace à Bilbao, la société Altos Kornos s'est implantée dans la zone portuaire de Bayonne, de même que l'entre-prise Bois de Bayonne et quelques autres. Ce qui représente au total des investissements de l'ordre de

80 millions de francs. Des pesetas

observe parallèlement un boom immobilier sur la côte qui effraie à juste titre bien des Basques.

\*\*Biarritz est devenu un aéroport intérieur espagnol », note Alain Lamassoure, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques. Et comme San Sebastien est devenu aussi cher que Paris, les classes moyennes et la grande bourgeoisie d'Euskadi ont pris l'habitude de faire leurs courses entre Hendaye et Bayonne.

appréciées, même si tout le monde

Ce n'est pas encore une manne mais un nouvel horizon. L'Aquitaine, ancien « cul-de-sac » de l'Europe, s'en voit recentrée. La promesse ibérique « remonte stratégiquement jusqu'à Bordeaux», souligne Gilbert Mitterrand, député (PS) de la Gironde et maire de Libourne. Dans sa ville précisément, Sanofi a implanté un centre de distribution de produits vétérinaires tourné vers l'Espagne.

Il n'est pas dit pourtant que cette vieille attirance vers le sud ne doive pas être légèrement corrigée. Les aménageurs professionnels et les économistes promoteurs du projet Arc Atlantique rêvent en effet de susciter de nouvelles interactions entre Bordeaux, La Rochelle, Nantes, et d'autres cités d'Europe tournées vers l'océan. L'esquisse a de quoi séduire mais au péril du grand écart. L'Aquitaine, bientôt, devra choisir son

LAURENT GREILSAMER

La semaine prochaine : **L'AUVERGNE** 

(Publicité)

COUP DE COEUR

#### Le pruneau

L possède un côté conserve, grenier à confi-tures. Sec, il semble empaqueté dans une vieille toile cirée chiffonnée. Mais il arbore parfois, malgré son grand age, une santé éclatante. A l'étal des épiceries fines, on le trouve alors gonflé, pulpeux, comme revêtu d'un étrange smoking moiré. Il est de sortie, il se vend au plus haut cours.

Pour échapper à son destin éphémère de fruit à croquer. peut-être pour qu'il ne soit pas dit qu'il compte pour des prunes, il préfère se bonifier. Il y gagne des rides, de la saveur et une vertu (ou un défaut, selon) qui faisait déjà du Malada imaginaire un consommateur éclairé, friand de ces a petits pruneaux pour

lâcher le ventre » . Naturellement, on le mastique. Il est même autorisé de le macher. Mais la chair du pruneau ne constitue que l'apéritif. Reste ensuite le noyau, qu'il n'est certes pas conseillé de ronger.

On peut jouer avec lui. Procéder à de délicates gymnastiques. En exprimer longuement le suc. Et l'on s'aperçoit alors que ce garde-manger miniature possède la vocation d'une infime gourde.

Mieux que l'asperge des Landes, plus sûrement que les kiwis des pays de l'Adour, le pruneau résume sa région. Tout à la fois concentré et landoureux, compact et pneumatique, il fait un peu partie des meubles. Il est d'Agen.

en-eux

ne-des

est

ion,

syn. arti aussi

les

ionc ients. Bulesprit

lence.

ie les ssent

... de grales

y voit

IALON

De ce moment, le dossier ne cessera plus d'être empoisonné, André Lurton s'entêtant à défendre les terres à graves et le département s'accrochant à cet empla-cement de prestige. Avant de quitter la présidence du conseil,

cques Valade obtient ainsi que la Gironde se porte acquéreur de 353 hectares le 2 septembre 1988. Et Philippe Madrelle, sénateur (PS), son successeur, ne remet pas fondamentalement en cause cette politique sinon en «éclatant » la technopole sur trois sites au lieu Mais le tintamarre de la polémi-

que et une conjoncture peu favo-rable suffisent à compromettre les ambitions avouées. «Le site, avoue un responsable, n'est pas très porteur.» Et, tandis que le conseil général finance un bel immeuble destiné aux services communs, seuls l'Institut des matériaux composites, le Laboratoire d'évaluation des matériaux implantables et la Sorebio s'im-

C'est alors que se noue un scé-nario surréaliste. André Lurton, le Syndicat viticole Pessac-Léognan, l'Association pour la sauvegarde des graves de Bordeaux et quel-ques autres, obtiennent en effet une victoire fulgurante. Le 23 juil-let dernier, le tribunal administra-

e Chômage

11,4 %

2,49 %; Un. opp.: 42,03 %, 8 élus; FN: 6,84 %, 1 élu; div. d.: 4,86 %; Régio-nalistes ( M. Irazusta): 1,84 %; Régionalistes ( M. Grosclaude): 1,52 %. PC: 8,58 %, 1 élu; PS: 40,76 %, 5 élus; MRG-diss. 5,08 %; Un. opp. : 35,78 %, 4

22-23 septembre).

On imagine sans mal la fureur des uns, le bonheur des autres. Les douces épithètes lancées à l'endroit de la «Lurtonie» - «un repaire de grands féodaux », — la satisfaction rentrée d'André Lur-ton lui-même : « Ils se battent comme des chiens maigres mais il n'y a que la vigne qui marche ici. Les exportations de vins rapportent près du double des exportations aéronautiques!».

ville industriel (le Monde daté

#### Une terre de marchands

Mais plus profondément - et c'est ce qui justifie notre intérêt appuyé pour cette petite fable des temps modernes, – cette guéguerre entre pieds de vignes illustre au moins trois traits de l'Aquitaine. Et tout d'abord que l'aimable consensus politique à la borde-laise, cette forme de cohabitation au long cours qui prescrit aux hommes politiques de ne point s'injurier mais plus encore de ne pas se faire de peine, ne produit pas que des bienfaits. S'il était évident que le projet de la techno-pole Montesquieu était mal engagé

Population étrangère

En % de la population active

### LES PLUS GRANDS CONSTRUCTEURS INFORMATIQUES MONDIAUX ONT CHOISI UNE ENTREPRISE **AQUITAINE**

Si IBM, Hewlett-Packard, Texas Instruments, Toshiba ont choisi COM 1 pour équiper leur matériel c'est que nous avons su développer des produits de hautes technologies à des prix d'Asie du Sud Est.

Si nous avons pu conserver cette avance technologique c'est parce que nous avons su convaincre les investisseurs français et étrangers lors de notre introduction en bourse en mars 1991.

Et c'est parce que nous exportons dans plus de dix neuf pays que, pour nous, l'Europe des Télécommunications est déjà une réalité.



### LEADER EUROPEEN DU MICRO MODEM

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE, CONTACTER NOTRE SERVICE COMMUNICATION

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen.

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapa-

Le Monde

Le Monde des Juristes

aco ressources Humaines

Le Monde de la Fonction Commerciale

### REPÈRES

### ILE-DE-FRANCE

Une salle ultramoderne au Palais des congrès porte Maillot à Paris

LA nouvelle saile de spectacles du Palais des congrès, porte Maillot à Paris, a été inaugurée mardi 14 octobre. A l'exception de la scène, dont la rénovation sera la prochaine étape, tout a été reconstruit dans cette salle où sont passés neuf millions de spectateurs depuis

Le nombre de places est passé de 3 693 à 3 723. Les huit premiers rangs sont amovibles, ce qui permet d'agrandir le plateau. Mais, surtout. dans une harmonie de noir, grenat et violet, la salle est devenue, selon le nouveau directeur du Palais des congrès, M. Claude Blot, « non plus une salle de congrès où avaient lieu des spectacles mais une salle de spectacles où auront lieu des congrès ». Les six tours acoustiques. les éclairages en font l'un des équipements les plus performants

Exécutés en un temps record. tectes, Erik Morvan, Simon et Mireille Bouchard, les travaux ont coûté 35 millions de francs.

### LORRAINE

Union autour de l'aéroport régional

En décidant, au lendemain des élections régionales du printemps 1986, de doter la Lorraine d'une nouvelle plate-forme aéroportuaire. les élus ont choisi de l'implanter à mi-chemin entre Metz et Nancy. Cette décision a été prise « au nom de l'intérêt de la région », sans pour autant faire l'unanimité. Les Mosellans auraient préféré développer l'aéroport de Metz-Frescaty, soulignant que cette solution était la moins coûteuse. Mais les élus de Meurthe-et-Moselle, dont l'aéroport ne pouvait pas être agrandi pour des raisons techniques, s'opposaient farouchement à une telle hypothèse. Cinq ans plus tard, les élus tour-nent la page.

A l'occasion de l'inauguration de l'aéroport Metz-Nancy, dont le coût s'élève à 380 millions de francs, le président du conseil régional, M. Jean-Marie Rausch, et le maire de Nancy, M. André Rossinot, ont plaidé les vertus de l'union, pensant en particulier au développement universitaire et au TGV Est.

L'aéroport régional remplacera dès la fin du mois ceux de Metz et de Nancy. La compagnie TAT assurera des liaisons régulières quotidiennes vers Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille et Nice.

Avant la fin de l'année, la compagnie luxembourgeoise Luxair proposera de son côte une desserte quotidienne de Londres.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de notre correspondant :

### **Opération esthétique** au cœur de Landerneau

Retour aux sources pour Edouard Leclerc qui redore le local qui a vu ses débuts

de notre correspondant

ES habitants de la région de Brest l'appelaient « la verrue des Capucins ». Une excroissance urbanistique au cœur de Landerneau avec un hangar à la toiture de fibrociment, une chapelle delabrée, un parking avec pompe à essence et un transformateur électrique en béton gris. L'endroit est devenu désert après avoir été le plus fréquenté de la ville. Des générations de consommateurs y ont fait leurs emplettes. Un drôle de nom, les Capucins, mais comme une prédestination de ce qui allait advenir de cet ancien repaire monacal: c'est là qu'un ancien séminariste est devenu

#### Le granit rempiace le parpaing

Le berceau commercial d'Edouard Leclere dans sa ville natale. Tout l'esprit de son système est concentré en ces lieux. En guise de magasin, un hangar bourré de marchandises, avec places de stationnement, et plus tard, la pompe à essence. Particularité des lieux : l'ancienne chapelle servait d'entrepôt. Dans cet endroit, qui n'était pas conçu pour les ménagères de la bonne société, Edouard Leclerc a commencé à livrer ses premières contre les circuits traditionnels de la distribution.

« Les autres commercants rigolaient quand j'ai ouvert », se sou-vient-il. Mais on n'a pas tardé à prendre l'a épicier » très au sérieux. En 1991, son enseigne orne six cents magasins en France, un hypermarché aux Etats-Unis, et il faut y ajouter des puits de pétrole dans ce pays. Edouard Leclerc ne s'est jamais embarrassé d'esthétique au tenu

héroïque de sa croisade. Sa spécialité. c'était la boîte de poudre à cacao, le paquet de lessive ou encore le lot de lames de rasoir. Pour casser les marges, il fallait réduire les frais généraux, et le premier service que l'on pouvait rendre aux clients, ce n'était ni le confort ni le coup d'œil, mais les prix.

Aujourd'hui, alors qu'il est en train de redorer son ex-centre des Capucins, maintenant vide depuis que, après moult péripéties, il a pu construire un hypermarché à la péri-phérie de la ville, il a beau jeu de monter à quelques pas une salle de sport en tôle construite à côté du pâtiment du seizième siècle.

Au cœur du Landerneau histori-que, Edouard Leclerc s'est lancé dans une véritable opération de chirurgie esthétique qui correspond à son caractère fantasque. Le site étant classé, pour contourner les tracasse-ries administratives il n'a pas fait la moindre modification. Le hangar où jadis crépitaient les caisses enregis-treuses a été conservé. Mais le « petit épicier » a fait démolir l'ancienne toiture pour la remplacer par de l'ardoise et il a substitué à l'enceinte de parpaings des murs en beau granit breton. L'ex-hangar a aujourd'hui des allures d'église. Le patron des centres distributeurs a également entièrement reconstruit la chapelle du seizième siècle, maintenant auréolée de dix vitraux à l'ancienne. On y voit la vie de saint François, l'accouchement de la Vierge et une exalta-tion du Soleil, car Édouard Leclerc pense qu'on est entré dans une phase

d'extension solaire. Cette chapelle deviendra un lieu de recueillement et un musée de la statue. Edouard Leclerc a aussi choisi une solution luxueuse pour le trans-formateur. L'ancienne installation va disparaître pour faire place à une tour en granit.

### Les Français face à la décentralisation

C'est un premier indice que, placé devant un choix précis, les Français ne manifestent pas le rejet brutal de l'Etat affirmé lorsqu'il s'agit d'une appreciation globale. Il en est d'au-tres. S'il n'est pas surprenant que 79 % des sondés pensent que l'Etat doit s'occuper « en totalité ou en par-tie » des chemins de fers, et que 78 % aient la même opinion pour les auto-routes, ils sont quand même 22 % à souhaiter qu'il ait une attitude identique en ce qui concerne les « pro-blemes locaux » et, surtout, ils sont 85 % à avoir la même demande pour l'enseignement. Les accusations por-tées contre la machine tentaculaire de l'éducation nationale sont répandues il est même à la mode d'affirmer qu'il faut décentraliser l'enseignement. Il y a pourtant plus de personnes interrogées à avoir une opinion contraire qu'en 1981, où le taux de réponse à la même question était de 81 % et pas beaucoup moins qu'en 1970, où il était de 91 %,

Aujourd'hui les sondés sont encore 43 % à souhaiter que l'Etat s'occupe «en totalité» de l'enseignement, et là aussi cette demande est assez généralement répandue quels que soient l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, même si les agriculteurs (34 %) et les cadres supérieurs ou professions libérales (35 %) sont un peu moins nom-breux que les autres à le réclamer, ou l'appartenance politique, même s'il y a une nette distinction entre la gauche (50 %) et la droite (34 %).

Tout aussi surprenante est la constatation que 41 % des personnes interrogées estiment que «l'Etat n'in-tervient pas assez dans la vie économique », alors qu'elles ne sont que 21 % à penser qu'il intervient «trop» et 23 % «comme il faut». Là encore ce sentiment est assez général, puisque 38 % de celles qui disent être proches du RPR, comme de celles qui disent être proches de l'UDF, répondent « pas assez », et simplement 31 % «trop». Il n'est donc pas étonnant qu'il n'y ait que 55 % des sondés à

la même chose pour les conseils généraux et 55 % pour les communes. La encore l'uniformité des réactions traverse les professions et les clivages politiques. Mais les cadres supéricurs et les professions politiques sont plus partisans de la région (60 % lui souhaitent plus de pouvoir) que les autres, alors que ce sont les agricul-teurs qui en demandent plus pour les départements (45 %). Il est curieux de constater que la gauche est moins sensible à la structure régionale (57 %) que la droite (61 %), alors que l'une et l'autre donnent exactement le même score à l'accroissement des pouvoirs du département (46 %). En revanche, il est logique que les communistes réclament, à 80 %, plus de pouvoirs pour la commune, puisque c'est la seule collectivité locale qu'ils peuvent espérer gérer ou continuer à gérer.

Les responsables des assemblées régionales ont toutes raisons d'être satisfaits de cette enquête : 64 % des personnes interrogées estiment qu' «il se fait pas mal de choses» dans leur région, même si le taux de satisfaction est plus important à droite (69 %) qu'à gauche (63 %), ce qui est normal puisque la première gère vingt des vingt-deux régions métropolitaines. 78 % considèrent aussi que l'actuel découpage régional est satis-faisant, alors qu'elles ne sont que 7 % à souhaiter que le nombre des régions soit réduit à dix ou quinze.

Une satisfaction des Français qui est, quand même, mêlée de scepti-cisme : ils ne sont, d'après ce sondage, que 35 % à juger que la régiona-lisation a eu « un effet positif », alors que 44 % pensent qu'elle n'a « prati-quement rien changé ». Pourtant 44 % d'entre eux estiment que la décentra-lisation a « surtout profité » aux régions, alors qu'ils ne sont que 20 % à penser que le bénéficiaire a été le département. C'est dire que les citovens ont sur ce point un jugement diamétralement opposé à celui des praticiens et des observateurs profes-

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ECONOMIE/ÍNSEE

### Une mutuelle pour les élus

E projet de « statut de L l'élu », tel qu'il a été présenté lors du conseil des ministres du mercredi 9 octobre, prévoit de donner une meilleure couverture sociale Monde du 11 octobre). Cependant pour environ un élu su cinq, la possibilité d'adhésion à une mutuelle restera entière. Ainsi des maires ou des conseillers généraux, qui ont abandonné leur profession pour se consacrer à leur man-dat, ne bénéficient pas d'un système de prestations de services qui permet de meilleurs remboursements des frais de santé, mais aussi l'accès à certains loisirs ou à la formation.

Plusieurs membres du Moulocaux (MNEL) ont pris l'initia tive de favoriser la création d'une Mutuelle des élus locaux, la MUDEL. Cet organisme qui a fait l'objet d'un arrêté ministériel le 6 septembre, donne lieu à une convention technique avec la Fédération mutualiste parisienne, il sera signé le 14 octobre. Les subventions des collectivités locales, au meme titre que les dons individuels ou d'entreorises, doivent permettre de réduire le montant des cotisations.

Les objectifs de cette mutuelle sont de rassembler, au-delà des clivages politiques, un grand nombre d'élus qui auront la possibilité de contrôler la gestion de cet

Les fondateurs de la MUDEL insistent aussi sur l'intérêt pour ces élus de participer ainsi au débat sur l'avenir de la protec-tion sociale et du régime des

➤ MUDEL, 400, rue Saint-Honoré, 75008 Paris, Tél.: 42-97-59-10.

### BLOC-NOTES

### **A**GENDA

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

recrute

tout au long de l'année des

**Fonctionnaires** 

de catégories A et B

Pour ses différents services:

ADMINISTRATIFS
 SOCIAUX

• TECHNIQUES • CULTURELS...

Lieu de travail: GRENOBLE

Si vous êtes intéressés, et appartenez à la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat,

contactez ou écrivez au:

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

Direction de l'Administration Générale

BP 1096 38022 Grenoble Cedex

a La Corse demain. - L'Institut de la décentralisation organise jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio un colloque sur les perspectives de développement de la Corse dans les prochaines années : « Du statut particulier à l'émergence de nouvelles règles. » Institut de la décentralisation. 2, rue des Longs-Prés, 92100 Bouloope-Billancourt Tél.: 47-61-92-47.

 Le Festival international de géographie. - La seconde édition du Festival international de géographie aura lieu du vendredi 18 au dimanche 20 octobre à Saint-Dié-des-Vosges. Présidé par

M. Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, ce festival aura pour thème « Mégalopoles et cités géantes, pour une écologie urbaine ».

▶ Direction des festivals, hôtel de ville, place Jules-Ferry, BP 275, 88107 Seint-Dié-des-Vosges. Tál : 29-52-66-66. u Les SEM et le stationnement.

Le deuxième rendez-vous des Sociétés d'économie mixte (SEM) chargées des problèmes de stationnement aura lieu les jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Brest à l'initiative de la Fédération nationale des SEM, ▶ FNSEM, 7, rue La Boétie. Tél. : 47-42-81-19.

### **PUBLICATIONS**

 L'emploi en zones rurales. –
 Face au déclin de l'espace rural,
 M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre de l'emploi, avait demandé, il y a un an, à M. Maurice Allefresde, universitaire, et à M. Denys Aguettant, directeur de la Fédération des maires ruraux

(FNMR), une étude sur le bilan et le devenir de l'emploi dans les zones les plus fragiles. La Documentation française publie ce rapport, à la fois constat mais aussi recette pour éviter un déclin de certaines campagnes. « Un projet ambitieux, note M. Soisson dans la préface, qui nécessite une modification de notre comportement social et la mise en œuvre de dispositions nombreuses en direction des activités qui structurent l'espace rural... comme le maintien du commerce et de l'artisanat et le dévaloopement des services aux

L'Avenir de l'emploi dans les zones rurales fragiles. La Documen tation française, 120 pages, 95 francs. □ Environnement. – Le ministère

de l'environnement vient de publiet

un recueil de jurisprudence intitulé

populations. »

de la situation économique des régions francaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuées sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03) ; Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une

représentation synthétique de quelques aspects

### Centre (quatrième)

La région Centre n'est devancée que par trois régions de province selon l'indicateur synthétique retenu : l'Alsace, la Haute-Normandie et Rhône-Alpes. La valeur ajoutée par habitant y est supérieure de près de 6 % à la moyenne de province et le chômage inférieur de l'ordre de 1.5 point.

Grande région agricole à structure diversifiée, le Centre est la première région céréalière française. Le tissu industriel, relativement récent, est lui aussi assez diver-sifié. Stimulée par les déconcentrations des années 60 et 70. l'industrie est cependant assez dépendante des sièges sociaux francillens et des capitaux étrangers. Quelques pôles industriels émergent : industrie pharmaceutique, construction mécanique, industrie du caoutchouc et des matières plastiques et construction électrique et électronique. Certaines activités tertisires, comme les services aux entreprises, les activités de banque et d'assurance sont peu développées.

Le salaire moyen est légèrement inférieur à la moyenne de province, en raison d'une faible qualification de la main-d'œuvre. La croissance de la population du Centre e été proche de la movenne nationale ces demières années et s'est répartie de manière équilibrée entre excédent naturel et migratoire.

## La santé économique des régions CHAMPAGNE-CENTRE ARDENNE

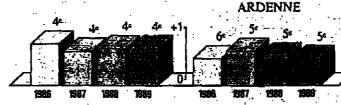
### Champagne-Ardenne (cinquième)

Après avoir gagné une place en 1987, Champagne-Ardenne arrive juste derrière le Centre au classement des régions. Cette place de cinquième s'axplique par une valeur sjoutée per habitant supérieure de 7 % à la moyenne de province. Champagne-Ardenne est la seule région française à réaliser plus de 10 % de sa valeur ajoutée dans l'agriculture. Concentrée dans la Marne et l'Aube, celle-ci s'appule principalement sur un vignoble réputé et la présence de grandes cultures ; elle s'accompagne d'une forte présence dans les industries agricoles et alimentaires. Mais Champagne-Ardenne est aussi une région très industrielle spécialisée dans deux

secteurs traditionnels: la fon-derie et le travail des métaux, sinsi que le textile. Au contraire les activités tertieires, et en particulier les services aux emreprises et l'hôtellerie-restauration, sont nettement sousreprésentées. Les salaires sont inférieurs à la moyenne de province en raison d'una faible elification et d'une structure Industrialle défavorable. En revenche, le revenu disponible par habitant de la région est

superious à cette moyenne.

### CENTRE



CHAMPAGNE-

Environnement et urbanisme. Ce document recense les dispositions du code de l'urbanisme ainsi que les décisions des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat Service du Recrutement et de la Formation an la matière. Ministère de l'environr delegation à la qualité de la vie, 14. bd du Général-Lecierc, 32524 Noujily-sur-Seine. Le chilles parté en dessues du graphique abane le chase suivent l'indicateur graposé (le de-France et Corse exch

Tél. 76-60-38-38, poste 3584

A la suite d'un court-circuit dans un générateur de la centrale nucléaire ukrainienne

### Incendie sans fuite de radioactivité à Tchernobyl

Un incendie a ravagé, vendredi 11 octobre, la salle des générateurs de l'une des trois tranches encore en fonctionnement à la centrale nucléaire de Tchemobyl (Ukraine). Selon les autorités, il n'a fait aucun blessé, et n'a provoqué aucun dégagement de radioactivité.

Le feu s'est déclaré à 20 h 09, heure locale (19 h 09 heure de Paris), à la suite d'un court-circuit dans un générateur électrique de la saile des turbines du bloc numéro deux. Il s'est étendu au toit du bâtiment, et a été éteint vers 23 h 30, a annoncé l'agence Tass.

«Le feu ne s'est pas étendu au réacteur, et toute l'activité est rede-venue normale des 21 heures, a précisé le permanent du service de presse de la centrale. Il n'y a pas eu de fuite radioactive et les réac-teurs I et 3 continuent de fonctiontif spécial n'a été mis en place dans les ministères ukrainiens. Une commission d'enquête, dirigée par le ministre ukrainien d'Etat Victor Gladoush, a été créée pour enquêter sur les circonstances de l'incident, a annoncé l'agence

Après l'explosion du réacteur nº 4 le 26 avril 1986, la construc-tion des tranches 5 et 6 de la cen-trale a été abandonnée, mais les trois autres réacteurs continuent de fonctionner. Plusieurs incidents qualifiés de « mineurs » par les autorités a'y sont produits, notam-ment une fuite d'eau radioactive sur le réacteur 2 de Tchernobyl au mois d'août dernier, évalué au degré 2 sur l'échelle de gravité

internationale qui en compte 6. Le Soviet suprême (Parlement) ukrainien avait voté, en mars 1990, un plan de fermeture en cinq ans de la centrale. Le premier des trois réacteurs toujours en

ploitation dès 1993.

L'incident de vendredi pourrait accélérer l'application de cette décision malgré les problèmes d'approvisionnement de la région en électricité qu'elle posera, esti-ment les experts. Interrogé sur France-Info, M. Pierre Tanguy, responsable de la sûreté nucléaire à EDF, a en effet estimé que « un a EDF, a en effet estimé que « un incendie ce n'est jamais bon signe» quant à l'état d'entretien d'une centrale. De plus, a-t-il ajouté, les personnels de sécurité de Tcherbnobyl « n'avaient pas, semble-t-il, très bon moral ces derniers temps».

A la suite de la catastrophe de 1986, 28 000 kilomètres carrés de terres ont été contaminées, et des centaines de milliers de personnes évacuées. Le bilan officiel reste cependant de trente et un morts, sur cent quarante-cinq personnes «atteintes de la maladie des ravons» . - (AFP, Reuter.)

d'homme moderne en tout point semblable à nous par l'aspect et l'intelligence) récent ou ancien, il apporte une note émouvante dont sont dépourvus la plupart des vestiges préhistoriques. Espérons que l'émotion ne sera pas oubliée lors du colloque qui devrait réunir à Innsbruck dans deux ou trois mois centaine de scientifiques.

de notre correspondant

est désormais conseillé d'appe-ler épinglettes) voient-ils dans

les néo-nazis une cliantèle

potentielle à ne pas négliger? C'est en tout cas ce qu'il res-sort des pratiques du Centre

commercial européen (CCE) ins-

tallé à Lingoisheim, dans la ban-

Cette société, spécialisée

dans la vente par correspon-

dance de jouets et de modèles

réduits de voitures, a adressé à

des clients, qui trouvent princi-

palement les bons de com-

mande dans les magazines de

dont l'un est une reproduction d'une croix de fer de 1ª classe

et de l'ordre de Malte frappée

La CCE, qui minimise les faits,

prétend mai s'expliquer ces

de l'emblème nazi.

élévision, des lots de 12 pin's

lieue sud de Strasbourg.

Les fabricants de pin's (qu'ils

Dans l'est de la France

Epinglettes nazies au courrier

#### **SPORTS**

La Coupe du Monde de rugby

### Billet anglais pour le Parc des Princes

L'Angleterre s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe du monde de rugby en battant les Etats-Unis 37-9, vendredi 11 octobre à Twickenham. Les Anglais, qui avaient changé huit joueurs par rapport à leur match contre l'Italie, ont marqué cinq essais, les Aigles américains n'en ayant inscrit qu'un. Si l'équipe de France bat les Canadiens, les joueurs de la rose rencontreront les équipiers de Serge Blanco en quarts de finale au Parc des Princes, samedi 19 octobre.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Roger Uttley, l'entraîneur des Anglais, peut se gratter la mous-tache, qu'il porte drue. Son équipe a réussi l'examen : en battant les Etats-Unis, elle accède aux quarts de finale. Elle ne mérite pas pour autant la moindre mention. Les quinze élèves à la rose ont joué le rugby appliqué qu'on leur connaît, sans génie particulier.

avants chouchoutés parce qu'ils constituent la principale force du jeu anglais, ont été loin de «massacrer» leurs robustes adversaires, comme le réclamait la presse populaire. Ceux du fond de la YVONNE REBEYROL classe, ces arrières turbulents dont on se méfie toujours un peu de ce côté de la Manche, ont eu le droit,

de protestations de plusieurs

dise, il a été procédé à la vérifi-

cation des stocks, et, à ce jour, dit la direction de l'entreprise,

aucun autre exemplaire n'a été

trouvé. De surcroît, on se

déclare dans l'impossibilité de

pin's par lequel le scandale est

arrivé, tant les fournisseurs, qui

livrent leur marchandise en vrac.

La LICRA (Ligue internationale

contre le racisme et l'antisémi-

tisme) ne veut pas en rester là. Elle a demandé à près d'une

dizaine de ses adhérents de

commander les assortiments

proposés par la CCE et tous ont

reçu un lot contenant le fameux

pin's à croix gammée. En consé-

quence, M. Georges Nicod, délé-gué national, a décidé de porter l'affaire devant la justice. M. S.

sont divers.

nts trompés par la marchan

Ceux des premiers rangs, ces

rare, de toucher le ballon Ils méritent un peu plus que la moyenne, malgré quelques grosses maladresses, puisqu'ils ont inscrit quatre des cinq essais de l'équipe - dont deux par le surdoué Rory Underwood. En défense, en causache ils ont rendu une copie revanche, ils ont rendu une copie bâclée, offrant à l'arrière américain Ray Nelson son meilleur souvenir ovale : un essai sur la pelouse légendaire de Twickenham.

#### A l'inverse des Français

Mais le plus inquiétant pour Roger Uttley, qui est aussi direc-teur de l'éducation physique dans un prestigieux collège londonien, restera sans doute cet interminable passage à vide de l'ensemble de la passage à vide de l'ensemble de la promotion, au début de la seconde mi-temps. Une absence qui a permis aux Aigles, combattants vigoureux, plaqueurs impitoyables mais toujours aussi empruntés avec le ballon dans les mains, de revenir à 21.0

21-9. L'entraîneur pourra toujours dire que la classe n'était pas au complet. Les Anglais ont en effet choisi une stratégie inverse de celle de la France : ils font tourner leur effectif. Après ce dernier match de poule, seuls deux des vingt-six sélectionnés n'auront pas foulé la pelouse, les malheureuses doublures de la «charnière», Dewi Morris et David Pears.

Quelques-uns des acteurs de vendredi ont certainement donné leur première et dernière représentation de la Coupe du monde. Pour d'autres, la partie saisait office d'oral de rattrapage. Le troi-sième-ligne aile Dean Richards, par exemple, qui n'a pas retrouvé la forme affichée lors du Tournoi des cinq nations 1990. Ce policier, que sa tête rasée fait ressembler à un bagnard, n'a pas dû voir d'un très bon œil la performance de Mick Skinner – chevelure longue et hirsute d'un hippie attardé, – auteur du seul essai d'avant de la rencontre, alors que Winterbottom et Teague frappent aussi à la

L'ailier Nigel Heslop a lui aussi marqué un essai, et il pourrait en son camarade Chris Oti. Quant à l'arrière Simon Hodgkinson, une autre des stars du grand chelem, supplanté depuis par un Jonathan Webb qui l'a même dépossédé de son record de meilleur marqueur anglais de tous les temps, il ne se faisait aucune illusion : « Je peux bien être génial aujourd'hui, ce

Car Roger Uttley et son acolyte Geoff Cooke avaient beau se débarrasser des questions gênantes en expliquant qu'ils ne connais-saient pas encore le nom de leur futur adversaire, Twickenham n'avait qu'une seule échéance en tête : ce quart des Princes qui doit joueurs se bousculent, c'est pour mieux laver à Paris l'affront reçu à domicile. En confirmant par la même occasion que, s'ils doivent attendre pour être les premiers dans le monde, ils sont toujours les meilleurs en Europe.

#### Will le volontaire

Parmi eux, un seul est vraiment sur de disputer, quoi qu'il arrive, cette partie. C'est Will Carling, le plus jeune capitaine que l'on ait donné au rugby anglais. Aujourd'hui, ce centre de vingt-cinq ans pourrait presque dire : « L'équipe d'Anglateres c'est moi » Per grape d'Angleterre, c'est moi. » Pas seule ment parce que la presse raffole de son physique de jeune premier et de son prénom, si utile pour les jeux de mots bien sentis - will signifie « volonté » en anglais, il n'y a plus qu'à décliner. Pas seule-ment parce qu'il a été le premier à aborder la question tabou, de l'ar-gent et des rémunérations des joueurs. Mais surtout parce que, sur le terrain, Carling s'est imposé comme un chef indiscuté.

«C'est dans ma nature de diriger une équipe, dit-il. J'aime savoir ger une equipe, an-il. I dime savoir ce que pense et vit chacun des joueurs, qu'il solt titulaire ou rem-plaçant. Une fois le match com-mencé, je vois tout, je ne veux rien manquer de ce qu'il se passe. » Il faut le voir diriger la manœuvre sur le terrain avec des grands gestes des bras. Il faut le voir pro-fiter du moindre temps mort pour faire passer ses consignes, sermon-ner l'un et encourager l'autre.

Parfois Carling en rajoute, ne serait-ce que dans cette manière à son buteur ou dans ses déclarations, un peu trop volontaristes. Avant la Coupe du monde, il avait annoncé que son équipe jouerait mieux que lors du grand chelem du début d'année. Il sait maintenant, plus que quiconque, qu'il faudra le prouver à Paris.

JÉROME FENOGLIO

### Le chasseur de Similaun

Il y avait aussi le nombre d'objets retrouvés avec le mort. C'était presque trop beau pour être vrai : les faussaires ont, paraît-îl, l'habi-tude de multiplier les «preuves» pour renforcer la crédibilité de leur

En interrogeant des spécialistes de diverses disciplines liées à la préhistoire, nous avons peu à peu été convaincue, comme eux-mêmes l'étaient. Le glacier de Similaun a mis quatre mille ans avant de lacher son prisonnier? Parce qu'il s'agit d'un glacier ne « coulant » presque pas ou d'un lobe mort (sans alimentation par le corps principal du glacier) depuis longtemps, l'un ou l'autre pouvant occuper, à l'endroit de la décou-verte, une dépression naturelle du socie rocheux qui bloque l'écoule-ment de la glace. De plus, des glaciers du Valais

ont « relaché », il y a quelques décennies, des fragments d'arc de bois vieux d'environ quatre mille ans; mais, à l'époque, on n'a guère prêté attention à ces trouvailles... La hache de bronze n'est pas du tout corrodée? La glace est un conservateur très efficace des objets

#### Autrichien devenu italien

Quant à l'ancienneté de la momie, certes, elle est assez excep-tionnelle. Mais la sécheresse d'altitude a déshydraté le corps et la glace l'a congelé en milieu anaéro-bie où les bactéries intervenant dans le processus de décomposition ne peuvent pas vivre. Le chasseur de Similaun n'est d'ailleurs pas le seul corps connu à s'être momifié naturellement. On a trouvé en Egypte et dans les Andes de très vieux corps momifiés spontanément par l'effet de la sécheresse extrême de l'air. Sans parler des momies naturelles - beaucoup plus récentes, il est vrai - du Groen-iand, de Bordeaux, de Brno, de

Palerme ou de Kiev.

La seule chose qui ait changé depuis la déconverte est la nationalité du chasseur de Similaun : d'autrichien, il est devenn italien. Les promeneurs, qui ont découvert fortuitement la momie et qui pen-saient avoir trouvé la pièce à conviction d'un crime ou d'un accident récent, ont d'abord prévenu, paraît-il, les carabiniers italiens. Ceut-ci n'ayant pas manifesté la moindre envie de se déranger, les «inventeurs» sont allés raconter para biente les alles parties de la politique averi leur histoire à la police autrichienne qui, elle, a envoyé le 23 septembre un hélicoptère pour descendre le mort à l'institut médi-colégal d'innsbruck.

Avec le bruit fait par la décou-verte, les autorités italiennes se verie, les autorites italientes se sont «réveillées». Elles ont envoyé des experts sur le glacier de Simi-laun: le lieu de la découverte est siné à quelques mètres de la fron-tière, mais du côté italien. Elles ont donc revendiqué la «propriété» du chasseur de Similaun tout en laisant la momie à Innsbruck pendant les deux ou trois années nécessaires

aux études. A l'institut médicolégal d'Innsbruck, l'aspect inhabituel du corps a poussé à faire appel au professeur Conrad spundler, prens-torien à l'université d'innsbruck

'homme momifié avait quelques siècles. Mais la hache de bronze a très vite conduit à penser à un mort vieux de quelque 4000 ans.

Le chasseur de Similaun est très bien conservé en dépit d'une bles-sare sur l'arrière de la tête, faite probablement par des oiseaux après la mort de l'homme. Des poils sont même encore visibles sur sa peau. L'homme était sans doute âgé de vingt à quarante ans et chacun de ses genoux était orné d'une croix tatouée. Il était vêtu d'habits en cuir ou fourrure, dont une sorte être d'an capuchon (on a trouvé à Malta en Sibèrie une petite sta-tuette habillée, elle aussi, d'un anorak à capochon, mais vieille de quelque douze mille ans). Ses chaussures de cuir étaient fourrées de foin (tout comme l'étaient encore avant la guerre les sabots péennes) pour isoler du froid.

L'homme portait l'attirail du parfait chasseur : la hache de pronze dont il a été question plus haut, qu'il tenait dans une main toujours ligaturée sur son manche de bois, un couteau en silex dans son fourresu de bois, un carquois de vannerie contenant quatorze flèches de bois dont certaines s terminent par une pointe en os col-lée avec de la poix, une sorte de réticule de vannerie avec une réserve de pointes de flèche de silex et de poix, une pochette de cuir avec un silex à faire du feu, une hotte en matière végétale, un arc dont senies les deux extrémités sont cassées.

#### Mort . de froid

Tous ces détails permettent de Tous ces détails permettent de reconstituer avec vraisemblance le drame qui a coûté la vie à ce lointain ancêtre. On peut imaginer un chasseur (de chamois?) surpris par une tempête de neige et tentant de s'abriter dans un creux de la topographie. L'homme a vite senti qu'il était prisonnier du trou et de la neige. Il a désespérément essayé de se dégager en prenant appui sur son arc, cassant ainsi l'une puis l'autre extrémité de son arme. Sans succès. Et puis il est mort de froid. La neige et la glace l'ont recouvert pen à peu, mais pas assez vite pour le cacher immédiatement aux oiseaux. Le chasseur de Similaun

secs que l'Europe occidentale vient de vivre ne le fassent réapparaître. On ne peut pas dire que la découverte bouleversera les connaîssances sur la vie au début de l'âge du bronze telle qu'elle a pu être reconstituée par les trou-vailles purement matérielles. Mais le corps momifié du chasseur est sans nul doute une «première». En outre, comme tout corps d'Homo sapiens sapiens (c'est-à-dire

est resté dans son trou pendant une quarantaine de siècles avant que la

succession des trois étés chauds et

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

46-62-72-67

### **CORRESPONDANCE** La réforme du conseil de l'ordre

A la suite de notre article consa-cré à la prochaîne réforme du conseil de l'ordre des médecins (le Monde du 26 septembre), nous avons reçu une lettre du docteur Bernard-Claude Savy; qu'il nous demande de publier au titre du

Dans le Monde du 26 septem-Dans le Monde du 26 septembre, concernant la réforme de l'ordre des médecins, vous avez cité la question que j'ai posée à son assemblée générale: « Considérezvous préférable de refuser le texte actuel de réforme ordinale du gouvernement? » Vous avez précisé que j'étais bien connu dans la profession médicale pour mes « positions extrémistes ».

Il me paraît facile de taxer une personnalité d'un tel qualificatif. Je vous précise que je suis conseil-ler national, élu par les trois quarts des cent quatre-vingts conseillers des départements de la région parisienne. Faut-il penser qu'il y ait autant d'extrémistes?
Ma question a recueilli près des
trois quarts des voix: 144 «oui»,
51 « non ». L'extrémisme serait donc très majoritaire...

D'ailleurs, est-il « extrémiste » de refuser une réforme qui remet en cause les principes de la démocratie au sein d'un organisme charge d'un service public, puisqu'elle aboutirait à empêcher les électeurs, divisés en collèges, de choisir leurs candidats, eux-mêmes catégorisés par mode d'exercice, comme si leur rôle de conseiller de l'ordre n'était pas de faire respecter la même déontologie?

La limitation des mandats prévue dans le projet n'est-elle pas une sélection arbitraire qui n'est pas en usage dans les institutions de notre République? C'est aux seuls électeurs de choisir. Il n'est pas non plus démocratique de voir, aujourd'hui, un président prorogé par un pouvoir politique et non plus élu par ses pairs... C'est pour sauvegarder les prin-cipes de la démocratie à tous les niveaux que mes collègues ont largement soutenu ma proposition. Est-ce là de l'extrémisme?

Est-ce là de l'extrémisme?

[Le docteur Savy mène depuis longtemps un combat au service des intérêts
sezhatis de l'eurecie libéral de la médocine ainsi que, en 1986, contre la remboursement de l'interruption volontaire de
grossesse. Il était alors dépuis apparenté
RPR de la Nièrre et, rejoignant le Frout
national, il s'unposait à M<sup>m</sup> Michèle Barrach, alors ministre RPR délégué chargé
de la santé. En 1981, la revue Profilis
médico-pociaux, dont le docteur Savy était
rédacteur en cirel, mens une violente cumpagne contre M. Jacques Attali, alors
conseiller spécial du président de la Répubilique et accusé d'être partisan d'un
« génocide des vieux ». Dans cette affaire,
le docteur Savy et plusieurs de ses collaborateurs avaient été confamnés pour diffamation.

Le docteur Savy evalifie de « non démo-

Le doctrur Savy qualifie de « non démo-cratique » la prorogation – jusqu'an 30 juin 1992 – des mandats des actuels conseilles ordinant, un préalable indis-pensable à la réforme en cours. Fant-li rappeler que cette prorogation trouve son origine dans le texte de la loi du 17 juin 1991 et que, sant à revenir au corporatieme, un ordre, fit-il des médecius, e saurait se situer an-dessus des lois? – J.- Y. N.]

### Ecran polémique

Est-il choquant de payer pour assister à un spectacle, fût-il sportif? Naguère, il n'y avait pas d'autre solution que d'acheter un billet et de se rendre au stade. La télévision publique a quelque peu bouleversé cette tradition, multipliant les spectateurs en pantoufles et vidant les gradins. Mais l'exclusivité des premiers matches de la Coupe du monde de rugby accordée aux chaînes à péage a provoqué une sombre polémique.

Pour sulvre en direct ces rencontres, il fallait être abonné soit à Canal +, soit au câble (TV-Sport). Quelque 90 % des téléspectateurs ne sont pas dans ce cas. Pour suivre les prestations de l'équipe de France, caux-ci ont du attendre fort tard les diffusions en différé par TF1. Cela a exaspéré les amateurs de bailon ovale habitués à vivre le Tournoi des cinq nations et la phase finale du championnat de France sur cette irritation par lettre ou par téléphone, tant à la Fédération française de rugby qu'au ministère de la jeunesse et des

M. Albert Ferrasse, le président de la Fédération française de rugby, avait crié à la trahison quand il avait pris connaissance du résultat des négociations entre les organisateurs de la Coupe du monde et les télévisions. L'occasion était donc belle pour lui de faire l'un des truculents numéros de DODUlisme dans lesquels il excelle. Feignant d'oublier qu'il a large-ment ouvert les vannes aux commanditaires pour le sport qu'il dirige depuis deux décen-

nies, M. Ferrasse a donc fulminé contre l'argent qui dévois le sport.

Extraordinairement discrète en matière sportive depuis son installation tour Olivier-de-Serres (siège du ministère de la jeunesse et des sports, mais aussi de Canal +), Mr. Frédérique Bredin a estimé que l'occasion était bonne pour sortir de sa réserve : « Les équipes nationales représentent la France. elles ont hesoin du soutien de tous les Français et doivent pouvoir être vues par tous les Francais. » Elle va donc convier à une table ronde tous les partenaires concernés pour que de telles bavures ne se reproduisent plus. .

Dans ces deux réactions, on ne sait laquelle l'emporte, de la mauvaise foi du premier ou de la démagogie de la seconde. Sans argent, il n'y aurait plus d'équipe de France. Et sans télévision à péage, il n'y aurait plus de sport en direct sur le petit écran. L'un et l'autre le savent pertinemment et n'ont pas en poche de solution de remplacement.

C'est donc un débat de fond sur la politique sportive de la France, qui ne consacre même plus 0,2 % de ses dépenses publiques au sport, qui devrait être engagé. Mais TF1 devant bientôt prendre le relais de Canal + pour couvrir en direct et en clair les prochaines presta-tions de l'équipe de Serge Blanco, il y a fort à parier que cette vaine polémique sera bien vite oubliée.

ren-

ver-

leux

ajo-

anic,

me-

des

.ion.

'arti

ลนรรม

ı, les

done

3 Bul-

slence.

ue les

issent

tateurs

r... de

érales

RALON

esprit

**ALAIN GIRAUDO** 

Le Monde

Le Monde des Juristes

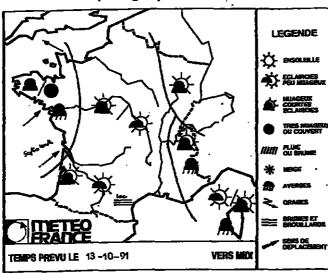
Le Monde de la Fonction Commerciale

Al s'agus de savoir que tale quoi précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des nave de l'Est comité. A les crédits s'inscrivent dans propos des pays de l'Est européen,

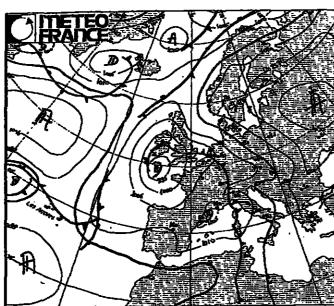


14 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 octobre 1991 •

Prévisions pour le dimanche 13 octobre 1991 Temps encore souvent très nuageux mais plus calme. Des passages pluvieux sur l'Ouest



SITUATION LE 12 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



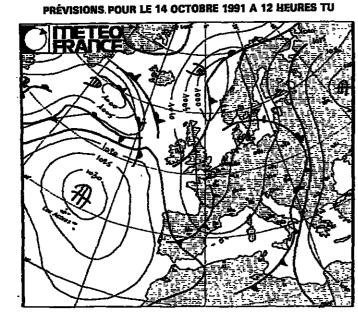
Lundi 14 octobre : toujours plurieux. - Lundi sera encore une journée très pluvieuse et rares seront les endroits épargnés.

Sur la moitié ouest de la France, le matin, le temps sera couvert, pluvieux et très venté (jusqu'à 80 km/h). L'après-midi, les pluies se celmeront un peu mais on conservera beaucoup de nusces des vents forts de Nord-Quest et quelques averses.

L'autre moitié de la France ne sera pas plus privilégiés. Les nuages se

pluvieuse. Ces pluies pourrant être assez fortes à fortes sur le sud du Massif central et les régions du Midl. Il faudra attendre la fin de journée pour que l'ernélioration très relative gagne du Roussillon aux Ardennes. Au lever du jour, les températures ne seront pas très fraiches. De 8 à 11 degrés pas très fraiches. De 8 à 11 degrés sur la moitié nord, de 10 à 14 sur la moitié sud.

L'après-midi, la thermomètre grim-para difficilement et atteindra 15 à 17 sur la moitié nord, 18 à 22 sur la



FRANCE  AJACCIO 26 18 A BIARRITZ 20 15 D BORDEAIX 18 13 0 BORDEAIX 18 13 C BREST 15 3 C CAEN 20 12 C CAEN 20 12 C AMSTERDAM 19 13 N MARRAGECH 20 11 D MARRAGECH		_				-				_
BUARRITZ   20   15   D   POINTEA-PITRE   32   24   N   MADRID   14   9   N   BORDEAUX   18   13   O   ETHANGER   MARRAKECH   20   20   11   D   BREST   15   3   C   ALGER   25   17   D   MILLAN   16   16   P   CARN   20   12   C   AMSTERDAM   19   13   N   MONTREAL   16   4   C   CHERBOURG   20   12   D   ATHÉNIES   24   13   D   MONTREAL   16   4   C   CHERBOURG   20   12   D   BANGROK   31   25   C   CHERBOURE   16   13   P   BARCELONE   21   14   D   MOSCOU   16   7   C   C   C   C   C   C   C   C   C	FRANCE									
BIARRITZ   20   15   D   POINTEA-PTINE   32   24   N   ADORD   14   9   N	AJACCIO 26	IS A	TOURS	14	11					
BORDEAUX 18 13 0 ETRANGER MARRAKECH 20 20 N SOURGES 15 3 C ALGER 25 17 D MEXICO 29 11 D CAEN 20 12 C AMSTERDAM 19 13 N MONTRÉAL 16 4 C CHERBOURG 20 12 D ATHÈNES 24 13 D MOSCOU 16 7 B CLERONT FER 21 10 N BANCHOK 31 25 C MARGOR 23 16 C DBLON 16 13 P BARCHONE 21 14 D MENTYORE 22 16 C DBLON 16 13 P BARCHONE 21 14 D NEW YORK 22 16 C DBLON 17 13 B LE CAIRE 20 14 N PÉKIN 17 14 B LE CAIRE 20 20 15 P BERLIN 19 12 D NANCY 26 14 P DAKAR 29 27 D MARCY 16 14 P DAKAR 29 27 D MARCY 16 14 P DAKAR 29 27 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 12 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 26 A NANTES 18 13 N DELHL 35 19 D SINGAPOUR 29 27 28 NANCY 20 NANTE 20 NAN	BIARRITZ 20	1Š D	POINTEAP	WE 75	24	N				
STERING   13   3   C   ALGER   25   17   D   MILAN   16   16   P			ہے ا	- A BIAC	•	1				
BRIST	80URGES 15	8 Č	. #11	HANGE	n	- 1				•
CARN _ 20 12 C AMSTERDAM	BREST 18		ALGER	25	17	D			16	P
CLEMONTFRE   21 10 N   BANGROK   31 25 C   NARBOBI   23 16 C	CAEN 98	12 C				N			4	C
CLEMONTFRE   21 10 N   BANGROK   31 25 C   NARBOBI   23 16 C	CHERROURG 30						MOSCOU.	16	7	В
GRENOBLE 15 14 C BELGRADE 22 16 D OSLO 9 8 C LILLE 20 15 P BERLIN 19 12 D FALMABEMAJ 22 16 D LILLE 20 15 P BERLIN 19 12 D FALMABEMAJ 22 16 D LIMOGES 12 8 D BRURELLES 20 14 N FORM 17 13 B LE CAIRE 30 20 D RIODEJANDIRO 24 20 D MARSCHILE 21 18 N COPENBAGUE 16 11 D ROME 25 23 P MANCY 16 14 P DALKAR 29 27 D SINGAPOUR 29 26 A NAXTES 18 12 N DELBL 36 19 D STOCKHOLM 9 7 B NICE 21 20 P DIERRA 28 25 C SYRNEY 20 13 C PARIS-MONTS 17 13 C GENEVE 15 14 P TOKYO 18 17 TOKYO	CLERMONT-FER 21						MAIROBI.	28	16	C
GRENOBLE 15 14 C BELGRADE 22 16 D OSLO 9 8 C LILLE 20 15 P BERLIN 19 12 D FALMABEMAJ 22 16 D LILLE 20 15 P BERLIN 19 12 D FALMABEMAJ 22 16 D LIMOGES 12 8 D BRURELLES 20 14 N FORM 17 13 B LE CAIRE 30 20 D RIODEJANDIRO 24 20 D MARSCHILE 21 18 N COPENBAGUE 16 11 D ROME 25 23 P MANCY 16 14 P DALKAR 29 27 D SINGAPOUR 29 26 A NAXTES 18 12 N DELBL 36 19 D STOCKHOLM 9 7 B NICE 21 20 P DIERRA 28 25 C SYRNEY 20 13 C PARIS-MONTS 17 13 C GENEVE 15 14 P TOKYO 18 17 TOKYO	DIJON 15						NEW YOR	<u> </u>	12	F
LIMOGES	Grenoble 15						0270	9	8	€
LIMOGES							PALMA-BE	MAJ_ 22	16	Ď
LYON						N	PÉKIN	17	14	B
MAINSPELLE   21   18 N   COPPENHAGUE   16   11 D   ROME   25   23 P	LYON 17					-			20	ō
MANTES	MARSEILLE 21								23	P
MANTES         13         12         N         DELBI         35         19         9         STOCKHOLM         9         7         B           NICE         21         20         P         DIERRA         28         25         C         STOCKHOLM         9         7         B           PARIS MONTS         17         13         C         GENEVE         15         14         P         STOKYO         20         18         C           PAH         20         11         N         BONGKONG         28         24         B         TOKYO         18         17         A           PERPIGNAN         24         14         N         ISTANBUL         21         15         D         VARSOVIE         19         10         D           ST-ETIENNE         20         11         P         LISBONNE         17         15         N         VENISE         18         17         C										Ā
NICE									7	B
PART									-	
PREPIGNAN						-			_	_
REACKES 18 13 A JERUSALEM 16 16 0 VARSOVIE 19 10 D ST-ETTENNE 20 11 P LISBONNE 17 15 N VENISE 18 17 C						-				•
ST-ETTENNE 20 11 P LISBONNE 17 15 N VENISE 18 17 C						_				-
01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-0										-
STRASBOURG 16 11 C LONDRES 20 15 P PLEASE 14 14 P						1				•
	STRASBOURG 16	ii C	LONDRES.	20	15	r	TIDAKE	14	14	r

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

l'hacument établi avec le support technique spécial de la Météorologie na

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; D Film à éviter ; » On peut voir ; » Ne pas manquer ; » « Chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 12 octobre

TF 1 20.25 Spécial sports : Football. Espagne-France. Champion-nat d'Europe des nations 92 en direct 21.30). 22.25 Magazine : Ushuaïa. 23.25 Magazine: Formule sport. 1.05 Journal et Météo.

A 2 20.45 Magazine : La Nuit des héros. 22.30 Magazine : Double jeu. 23.35 Série : Euroflics. 0.30 Journal et Météo. FR 3

— De 20.00 à 0.00 La SEPT — 0.05 Sport : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS** 20.35 Série : 22.00 Les Nuls... 22.50 Flash d'informations. 22.57 Le Journal du cinéma. 23.00 Cinéma : Le Wagon-Lit

de la mort. 
Film américain de Doi
Curtis (1989). 0.25 l'enfant des terrass LA 5

20,50 Téléfilm : Sous le signe du poisson 22.25 Feuilleton : Shogun. 23.20 Journal de la nuit. M 6

20,40 Téléfilm : Liaison interdite. Amour et différence d'âge. Téléfilm : 22,20 La Pourpre et le Noir. 0.45 Six minutes

0.50 Musique : Rapline. LA SEPT 21.00 Championnats

22.50 Soir 3. 23.05 Débat : Dialogue 0.10 Cinéma d'animation

### Dimanche 13 octobre

TF 1

16.35 Spécial sports : Rugby. France-Canada. Coupe monde en direct d'Agen. 18.20 Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sportif. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Raymond Barre. 20.00 Journal, Tiercé, Mêtéo et Tapis vert.

HAIR EN V.D. DE BOIR ZI HIS **CANAL JIMMY** 

La Septième Cible. 22.40 Magazine : Cine dimanche. 22,45 Cinéma : Par où t'es rentré? On t'a pas vu sortir. 

0.25 Journal et Météo.

13,25 Dimanche Martin. 17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. Magazine : Stade 2. 19,50 1. 2. 3. Théâtre 20.00 Journal et Météo

20.45 Série : Le Lyonnais 22.15 Magazine : Bouillon de culture. 23.40 Documentaire : Derniers Far-West. 0.30 Journal et météo.

FR 3 14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. 17.15 Magazine : Montagne.

18.15 Magazine : A vos amours. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.05 Série : Benny Hill. 20.40 Cirque : la Piste royale. 21.55 Magazine : Le Divan. Invité : Jean-Claude Binoche 22.20 Journal et Météo. 22,40 Histoire de voir.

22.45 Cinéme : Trois sublimes canailles. Film muet américain de John Ford (1928). 0.15 Musique: Camet de notes.

**CANAL PLUS** 

14.50 Sport : Rugby. Coupe du monde : Nouvelle-Zélande-Italie, en direct de 17.00 Les Nuis... l'émission. 17.57 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Mr. North. a Film américain de Danny Hus-

ton (1988). En clair jusqu'à 20.30 19.25 Flash d'informations. 19.30 Ça cartoon. 20.20 Dis Jérôme? ...

20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinéma : Docteur Petiot. ## Film français de Christian de Chalonge (1990). 22.05 Flash d'informations. 22.15 L'Equipe du dimanche. 0.55 Çinéma : Les Révoltés

de « l'Afhatros ».

Film italo-français de Silvid Amadio (1961).

LA 5

16.20 Tiercé à Longchamp. 16.45 Série : L'homme qui valait 3 milliards. Divertissement: Dimanche et la Belle.

19.00 Magazine : Dimanche 20.00 Journal et Météo. 20.50 Cinéma : Association

(1986). 22.45 Magazine : Reporters. 23.55 Magazine : Top chrono. 0.40 Journal de la nuit.

M 6

16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : L'Homme de fer. 18.05 Sárie : Supercopter. 19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Cinéma :
Opération dragon. 
Film américain de Robert
Clouse (1973).
22 15 Informations :
M.6 express.

M 6 express. 22.20 Capital. 22.35 Cinéma : Emmanuelle 4. 0.10 Six minutes

0.15 Sport 6 (rediff.). LA SEPT

15.30 Danse : Karole Armitage et The Armitage Ballet. 16.20 Documentaire : L'Arbre et le Soleil. 17.35 Téléfilm : Oranges are

not the only fruits 19.00 Documentaire: L'Anthropographe. 20.00 Documentaire: L'Héritage de la chouette.

20.30 Cinéme: Le Roi Lear. Re Film soviétique de Grigori Kozintsev (1970).

22.40 Chronique : Le Dessous des cartes. Cinêma : En compagnie de Max Linder. == 22.50

0.15 Le Curé de Cucugnan.

Tous les jours du lundi 14 octobre au vendredi 18 octobre inclus. 9h à 12h/14h à 18h.

HERMES PARIS

24, FAUBOURS ST-HONORE, PARIS 6"

PRET-1-PORTER, MARROQUINERIE, CARRES, CRAVATES, GANTS, CHAUSSURES, EPONCE

### CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

M, et Mª Claude Bonan, M. et M= Joeques Samania, Leurs enfants et petits-enfant ouleur de faire part du déci

veuve Victor BISMUTH, née Louise Hayat,

survenu le 11 octobre 1991. Les obsèques auront lieu lundi 14 octobre 1991, à 16 heures, au cime-tière parisien de Pantin.

Les prières de huitaine auront lieu le samedi 19 octobre, à l'Oratoire, 17, rue Saint-Georges, Paris-9.

- Le président de l'université Nancy-II. Le directeur de l'UFR connaissance

de l'homme, Les enseignants du département de Les personnels enseignants, chercheurs et ATOS, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul FRICK, professeur à l'université Nancy-IL, docteur en philosophie.

La cérémonie religieuse a été célé-brée le samedi 12 octobre 1991, en l'église Saint-Joseph de Montigny-lès-

- Pascale Legendre-Grandperret et Patrick Grandperret, Dominique et François Mertin, Thierry Legendre et Jeanie Maison-

ave-Legendre, Bénédicte, Sophie, Matthieu et Mar-

ses enfants et petits-enfants. ont la tristesse de faire part du décès de Jacqueline LEGENDRE,

survenu le 7 octobre 1991.

Les obséques ont eu lieu dans l'inti-lité familiale, le 11 octobre.

Une messe à sa mémoire sera célé-brer le vendredi 18 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

On y associera le souvenir du docteur Jacques LEGENDRE.

Cet avis tient lieu de faire-part. 75015 Paris.

Le Libertin port des Champs-Elysées, 's and and 75008 Paris. 75008 Paris. 36, rue de Haute-Roche, 49080 Bouchemaine.

THESES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T. - Verze

M. et M= Jean-Denis Morat. s enfants, M≃ veuve Paul Morat,

M= Vester, as the second of t

Mr Monique Bordier

ses rucces, et leur famille

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MORAT, officier de la Légion d'honneur, trésorier-payeur général honoraire

survenu le 10 octobre 1991, à l'âge de

Seion ses volontés, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

- Champigny, Rupt-sur-Moscile Anne, Bernard, Denis, Luc Parmen

tier, Sa famille, Ses amis, ont la doukeur de faire part du décès de

Michel PARMENTIER. urvenu en mer le mardi 8 octobr

**Anniversaires** 

En ce jour anniversaire du décès

M. André JOUCLA-RUAU, professeur à la faculté des lettres d'Aix, survenu à Marseille le 14 octobre 1972, M= André Jouda-Ruau prie ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

5. rue Ernest-Duchêne, 13007 Marscille.

. In memoriam

Il'y a vingt ans, le 12 octobre 1971.

Gene VINCENT.

¡You'li never! walk alone.

CARNET DU MONDE nta : 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques . Abounés et actio emunicat, diverses ..... 95 F

HORIZONTALEMENT

I. Pour les attirer, il faut plus qu'une petite croupe et de mignons mame lons. Peut faire du propre quand il est de Panama. — II. Ont souvent des cailloux entre les dents. Ou il y a beaucoup d'éclats. — III. Folie, dans les

champs. Des spécialistes qui se chargent des expéditions. -IV. Note. En Palestine. Sulsse. Fit un travail IV ventre à terre. Ne ventre à terre. Ne ventre à terre. Ne vent pas des femmes du e monde ». Vir VI. Période. Est bon pour la corde, Qui n'a viii pas été appoié de chimiste, - V. Va pas été appelé. – EX VII. Adverbe. Quand il VII. Adverbe. Quand il sest naturel, paut devenir pressant. VIII. Comme certains XIII
Etats. Moi, pour le psychologue. N'est XIV pas un rapide. XV VIII Comme certains XIII Etats. Moi, pour le

pas un rapide. – XV IX. Gestes gracieux. Des caractères d'autrefois. En France. - X. Une Se. Nous donnent leur duvet. - XI. Faire perdre la tête. Va et vient. - XII. Mot de reconnaissance. Peut être assimilé au rossignol. Pic des Pyrénées. — XIII. Pronom. Ne suit pas quand il est mauvais. Peuvent être beaux quand if y a un os. - XIV. Empereur romain. Echange de timbres. Marche bien quand elle est bonne. - XV. Fixer un cell. Sécrètent des hormones.

VERTICALEMENT

1. Ne peut évidemment être intéressé que par des articles de quatre sous. Peut rapporter quand il est petit. - 2. Utile pour celui qui est aux commandes. Pour écraser. ~ 3. Le vrai fait du bon travail. Un homme qui commence à avoir l'habitude de plonger. - 4. Déesse. 2000, pour des sports. Période. A 5. Airs d'enterrement. Se recuelle religieusement. - 6. Une nappe. Secré, était traité comme un dieu. Paraît très grand quand il est plat. 7. Pronom. Un homme qui est de

trop. - 8. Elevé dans les discus-

sions. Amplificateur de micro-

badine pas avec l'amour. Note. -10. Matière pour un soulier. Région d'Asie Mineure. Grande plaine. -11. Un petit Suisse vraiment chauds. - 12. Une fête, chez les Turcs. Se servir. Sur une côte bretonne. -13. Le samoyède, par exemple. Quand il est perçant, on embrasse bien. - 14. Baie du Japon. Peuvent se faire par petits bouts. Une menace pour les reins. - 15. Possessif. Participe. Certains en font tout un plat.

Solution du problème re 5626

- Horizontalement I. Pâtisser. - II. Electoral. - III. Ce. tris. - IV. Ham. Irène. - V. Etain. Ais. - VI. On. Goûts. - VII. Gite. Ré. - VIII, Ire. Etna. - IX. Lé. Griots. - X. Renouée. - XI. Eu: René.

Verticalement 1. Péché. Grille. - 2. Aléatoire. -3. Té. Manté. - 4. Ici l Ger. -5. String. Eme. - 6. Soir. Option. -7. Erseau, Noue. - 8, Ra. Nitrate. -GUY BROUTY

### Une datcha parisienne

Premier succès pour la vente Kochno avec les tableaux, les objets d'art et les projets de théâtre, dispersés par Sotheby's à Monaco

« Nous sortions de nos garnis déla-brés comme les acteurs sortent de leur loge lorsqu'ils sont prêts à entrer en scènes, a écrit Boris Kochno dans le livre-album consacré à Christian Bérard (Editions Herscher, 1977). Berard (Editions Herscher, 1977). Celui qui fut, dès 1920, le secrétaire personnel et le collaborateur aristique de Serge Diaghilev, le chef de file des Ballets russes, a longuement commenté sa longue amitié avec le peintre et décorateur Christian Bérard, dit Bébé. Souvenirs parisiens au First Hôtel, où ils vécurent ensemble dans les amérs 20, reconstitutions de la commenté de la commente de la commenté de la commente de la commenté de la commente de la commenté de l ensemble dans les années 30; rencon-tres avec Chanel au casino de Monte-Carlo, chez Cocteau ou au Ritz; visites chez les Noailles à Hyeres, dans la maison construite par Mallet-Stevens, quand les invités d'un soir s'appelaient Auric, Poulenc, Nabokov, Markevitch, Dali, Giaco-metti et Bunuel.

La vente Kochno, organisée par Sotheby's les 11 et 12 octobre à Monaco, aura donc été un térmoignage de ce «Parls à l'ânne ailée» que célébrait Stefan Zweig dans le Monde d'hier : un hommage à l'Europe d'avant les ténèbres,

#### **Emballage** de carton

Riche de cinq cent quarante-six genvres, la vente se déroule en trois fois, assez généreuse pour avoir, d'ores et déjà, retenu, des le 11 octo-bre au crépuscule, les investisseurs (99 % des lots vendus lors de la pre-199 de des nois verious lors de la première adjudication, avec un montant total de plus de 12 millions de francs). Un portrait de Françoise par Picasso, en 1943, a atteint 1300 000 francs; un dessin à l'encre, le Minotaure, a été enlevé par un autre particulier pour 840 000 francs, tandis qu'un dessin de Dali, Métanorphose portroficque du vience de tandis qu'un dessin de Dali, Méta-morphose paranoraque du visage de Gala, a été acheté 700 000 francs par la Fondation Dali en Espagne. Les dandies nostalgiques, les esthètes pari-siens, se disputent encore, outre les éphèbes de Hoyningen Huene et les dessins érotiques de Cocteau, toute une collection d'aquarelles et dessins de Christian Bérard l'enchanteur, dont on retrouve le trait alette et dont on retrouve le trait alente et spirituel dans ses portraits d'acro-bates, ses modèles au parasol, ses façades de cafés aux fenêtres suspen-tion des le sid exist en la suspendues dans le cicl peint, qui suggerent à la fois l'illusion et la vie dans une prodigieuse économie de movens.

lei un portrait de Chanel, des cro-quis de mode pour Dior, Balmain, Schiaparelli; là d'innombrables projets pour le bailet et le théâtre (Cotil-lon, Mozartiana, les Forains) dont certains sont vendus par lots. C'est le cas des maquettes de costumes de Margot, jouée pour la première fois au Théâtre Marigny en 1935 avec Yvonne Printemps, Pierre Fresnay, sur une musique de Georges Auric et Francis Poulenc. Estimé entre 40 000et 60 000 francs, le portfolio ne contient pas moins de cent dessins, gouaches et aquarelles. L'aspira-teur Sostheby's a bien fonctionné: tout semble là, ou presque, de l'épin-gle à cheveux 1900 en or et écaille à la boîte à mégots, simple emballage de carton dédicacé par Picasso à Kochoo à l'Époque de les prentres Kochno, à l'époque où les peintres dessinaient encore sur les tables, métamorphosées en trésor par de fétichistes experts (entre 30 000 et 50 000 francs).

Dans ce catalogue rempli comme une garçonnière, à l'image des portraits d'intérieur de Serebriakov représentant l'appartement de Bérard et Kochno rue Casimir-Delavigne, on 1933. trouve donc encore une importante

En fait, cette dispersion-fleuve n'est



### Le mobilier Memphis aux enchères

de Karl Lagerfeld par Sotheby's ressemble aux films du dimanche soir. Après les grands vases aux libellules de Gallé, la vente des meubles d'Elleen Gray, au graphisme ample et moderne, dispersés l'après-midi, le petit écran va oétarader. Elle en jette, cette collection bien faite, vite faite. (Mathéo Thun), ses dessertes conçues comme des jouets d'enfant, ses plastiques laminés aux couleurs de BO, rose Malabar, rouge bolide, vert chewing-€ Memphis, c'était les Arts

décoratifs des années 80», dit le couturier qui a décidé de se séparer de plus de 150 meubles, et objets créés par le groupe post-moderne Memphis à Milan à l'initiative du designer Ettore Sottsass. Dehors tout le monde. James Sowden et ses pendules monuments, Michael Grave et sa coiffeuse Plazza, une viennoiserie pop en bruyère et plastique turquoise (soit le lot le plus cher, estimé entre 60 000 francs et 100 000 francs), les trophées en verre de l'Américain Peter Shire d'hiver de Monaço.

ou les meubles de feu le Japonais Kuramata. Karl Lagerfeld, le Kaiser, de Chanel, vend sa collection parce que sa « deuxième maison de Monte-Carlo ne va pas avec le mobilier Merophis». Il a du flair. Depuis la dissolution du groupe, en 1987, les expositions se multiplient (Amsterdam, Marseille cet été et bientôt Bartout celles des pièces uniques. Mais beaucoup de lots vendus à Monaço continuent de figurer dans le catalogue de la société Memphis à Milan. Ainsi, la bibliothèque Carlton d'Ettore Sottsess estimée entre 40 000 francs et 60 000 francs est-alle vendue 78 000 francs à Paris chez Yves Gastou. Donc, inutile d'enchérir outre-mesure. De même que les dix chaises First de Michele de Lucchi (estimées entre 25 000 francs et 35 000 francs) se vendent en galerie 2700 francs l'unité. A condi-

► Collection Memphis de Karl Lagerfeld. Dimanche 13 octobre, 19 h 30, Sporting

tion, bien sûr, d'être patient (un

mois de délai).

quatre-vingts ans) posséderait encore quelques trésors. Et puis l'Opéra de Paris dispose déjà d'un fonds Kochno, archives personnelles des Ballets russes avec des lettres-photo manuscrites achetées en 1974 par la manuscrites achetées en 1974 par la Bibliothèque nationale pour l'Opéra, et des tableaux, dessins, maquettes donnés par un mécène parisien. Le public pourra découvrir une partie de cette collection dès janviez, lors de la réonverture de la bibliothèque-musée de l'Opéra.

de l'Opéra.

Qui était Kochno? Un Russe blanc émigré à Paris à l'âge de dixsept ans, descendant d'un colonel de 
hussards anobli par Catherine au 
cours du voyage de l'impératrice en 
Ukraine, suntommé par la danseuse 
Danilova le «Gilbraltar de Diaghilev». Il a suivi la voie de son mâtre, 
celui qui un heau iour de 1920 l'encelui qui, un beau jour de 1920, l'en-gage en lui offrant un porte-cigarettes d'écaille.

#### « On a fait plusieurs feux d'artifice »

Dans les années 30, un an après la disparition de son protecteur, on le retrouve cofondateur des Ballets de Monte-Carlo avec Balanchine, puis, vingt ans plus tard, directeur artisti-que des Ballets des Champs-Elysées, de 1945 à 1952. Il traverse une période noire au milieu des années 50 et décide alors de se séparer de quelques biens. Régulièrement, il confiera des peintures de Bérard (mort en 1949) à la galerie Lucie Weill et des projets pour la scène à la galerie Proscenium, ouverte en 1971.

«On a fait plusieurs feux d'arti-fice», se souvient Gilles Bernard, de la galerie Proscenium, qui a organisé sept expositions Bérard en quinze ans, dont la dernière date d'octobre 1990. Kochno venait, comme il disait, «prendre son bain de cham-pagne». Il est mort en décembre 1990 à l'âge de quatre-vingt-six ans. Témoin de la folle époque, go-bet-wen des célébrités de l'art et de la scène, personnage de toutes les géné-rales, valet, archiviste et confident, Kochno savait aussi résister aux tentations: pour preuve, ce chèque en blanc offert par Noureev pour un Géricault de sa collection et qu'il déchira. André Ostier, le « French n'ai pas d'argent parce que Boris a eu encore envie d'un porte-cigarettes chez Fabergé.».

LAURENCE BENAIM

PHOTO: 2 millions de dollars lors d'une vente Sotheby's. -La vente organisée par Sotheby's, le 9 octobre à New-York, a rapporté 2 135 000 dollars, 25 % des pièces étant invendues. « Clouds » d'Edward Weston (88 000 dollars) et un portrait pictorialiste d'Elea-nora Duse par Edward Steichen (60 500 dollars) ont obtenu les prix les plus élevés dans un ensemble dominé par les opéra-teurs des années 20-30. Ce résultat illustre un marché en bonne santé après la vente d'avril dernier où une nature morte signée Tina Modotti avait atteint le chiffre record de 165 000 dollars.

Une conférence de presse du président de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France

### La mer et les vagues

« Nous venons de traverser une zone de fortes turbulences». a admis Dominique Jamet, président de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France. Dans une salle de la gare d'Austerlitz, il présentair, vandredi 11 octobre, une sorte de résumé des épisodes qui font tanguer la TGB depuis l'été et qui ont culminé ces demières semaines avec les feux croisés de pétitions et les conférences de presse gigognes.

Il a donc déroulé le fil du feuilleton sous l'œi attentif des responsables de la bibliothèque rassemblés autour de lui, de Jean Gettegno à Serge Golberg, en passant par Dominique Perrault. Tous les rebondissements ont été commentés : l'arrêt des travaux pendant sept semaines pour cause de squatters, l'attribution du merché du gros œuvre à la société Bouygues et la plainte de CBC, son concurrent évincé, la lettre ouverte adressée au président de la République par l'ancien administrateur de la Bibliothèque nationale, Georges Le Rider, épaulé par plusieurs

centaines de signatures, le ren-dez-vous de M. Chirac avec M. Mitterrand et la demande de moratoire refusée par l'Elysée, la délivrance du permis de construire par le préfet.

Rien n'aura été épargné au capitaine courageux assailli par les embruns venus de toutes parts. Mais le beau temps sem-ble revenu. La Ville de Paris doit concrétiser la donation du terrain sur lequel se construit la TGB, avant la vrai démarrage du chantier en décembre. Dominique Jamet est confiant : si les rapports de l'Etat et de la Ville sont mauvais, les contacts personnels de M. Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, et du maire sont bons. Les squetters? lls ne gênent pas vraiment le déroulement des opérations. Les pétitionnaires ? La TGB leur oppose ses comités de soutien. dont les signatures sont tout aussi nombreuses. Au fracas des vagues, Dominique Jamet oppose le silence de la mer.

**EMMANUEL DE ROUX** 

#### **ARCHITECTURE**

### En quête de considération

Les architectes des Bâtiments de France décident de se mettre en grève le 14 octobre

La Semaine de l'architecture faire n'importe quoi, tâche capitale achève dimanche 13 octobre par un depuis la loi de décentralisation. s'achève dimanche 13 octobre par un grand lächer d'autocars sur 37 par-cours à travers la capitale. Les stars ont cu leur soirée, vendredi 10, avec la remise des grands prix du minis-tère de l'équipement, à la Grande Arche de la Défense. Sans cham-pagne. Cette tristesse publique pour l'un des arts les plus pétulants de la France contemporaine ne peut que faire souhaiter son rattachement au ministère de la culture. Il n'y aura peut-être pas plus de moyens pour la Direction de l'architecture, cinquième roue du carrosse de M. Paul Quilès, mais au moins un peu de considéra-tion. Car l'apparente vitalité de l'arprésent à travers quelques chitecture ne doit pas masquer l'anéphotographies dans cette vente, raconte : « Bébé me disait souvent : Je n'ai pas d'arpent parce que l'anén'ai pas d'arpent parce que l'anétrativement. C'est en particulier le cas des architectes fonctionnaires de l'Etat, au premier rang desquels, les architectes des Bâtiments de France, à peine plus connus sous leur sigle ABF.

Intermittents du spectacle urbain, mais sans allocations entre deux commandes, ces acteurs ont en effet leurs «infirmières», personnages essentiels mais mal payes et en sous-effectif chronique (167 pour toute la France). Les architectes des bâtiments de France auront eu l'occasion de faire parler d'eux à l'occasion de la Semaine de l'architecture. Sur Antenne 2, le nouveau et précieux magazine « Sauve qui peut » avait déjà été l'occasion, le 2 octobre, de placer sous les feux de la rampe ce personnage qui surveille, contrôle et entretient, avec les services départementaux de l'architecture, le patrimoine français, ses abords, et les sites protégés. Personnage dérangeant, il

On lui en veut quelquefois, et par-fois à juste titre, de n'être pas plus ferme devant les élus municipaux. Les élus, eux, le trouvent encom-brant. L'ABF n'est pas soutenu par son confrère libéral. Il suffit de voir comment Roland Castro, fidèle à son comment kouind Castro, nocie à son habitude de proclamations à l'emporte-pièce, a, lors de la même émission, balayé d'un éclat de voix cet ennemi du génie architectural que seraient les ABF. Ils empêcheraient aujourd'hui la construction du Mont-Saint-Michel, dit Castro. Le même Roland Castro qui a soutenu la défiguration du CNIT... Le ministre de l'équipement,

l'ABF. Cela ne mange pas de pain. Depuis des années, le ministère dont il a la charge, n'a cessé de promettre la lune à cette profession, comme i le fait pour l'enseignement de l'archi-tecture, sans que, ni dans l'un ni dans l'autre cas, les paroles ne soient suivies d'effets. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'après avoir fait visiter les secteurs sauvegardés dont ils s'oc-cupent, le 12 octobre, les ABF aient décidé, une fois la Senaine de l'architecture achevée, de se mettre en grève le 14 octobre.

Que demandent-ils à leur autorité de tutelle? De l'argent bien sur, des postes, de meilleures conditions de travail, mais aussi cette considération sans laquelle les agents de l'Etat per-dent leur crédit auprès de ceux-là memes dont ils doivent surveiller l'enthousiasme urbain et architectural. FRÉDÉRIC EDELMANN

Semaine de l'architecture, protégés. Personnage dérangeant, il tel.: 40-70-12-78; ou Minitel: est censé empêcher les maires de 3616 Telarchi.

**ARTS** 

### D'une gare l'autre

La SNCF sur les rails de l'art d'aujourd'hui

Gare d'Austerlitz : sous l'impres-sionnante verrière d'accès malaisé, cinq fois cinq containers bien alignés par Jean Nouvel, font office de cimaises. Cinq éminents spécialistes de l'art contemporain – Daniel Aba-die (conservateur au Musée national d'art moderne, et critique), Jean-Christophe Ammann (conservateur à Lucerne, puis Bâle et maintenant Francfort), Achille Bonito-Oliva (Rome, père de la Transavanguar-dia), Louis-Froment (directeur du CAPC de Bordeaux), Catherine Millet (patronne d'Artpress) – y propo-sent chacun cinq artistes français ou opérant en France, dont l'un a son atelier dans le 13º arrondissement. L'association Le 13 Art, qui a pour objectif de faire connaître les artistes du cru, l'a voulu ainsi.

L'exposition n'est pas désagréable à visiter. Mais allez donc savoir ce

Et allez donc savoir le pourquoi du titre: «La bagarre d'Austerlitz»! Va pour le jeu de mot, mais encore? Georges Boudaille, qui s'oc-cupait de 13- Art, a été le patron de la Biennale de Paris de 1971 à 1985. Si le propos de l'exposition était de relancer l'idée d'une nou-velle biennale à Paris, au moment où, à Lyon, on essaie d'en créer une, nos commissaires regroupés autour de Daniel Abadie, auraient mieux fait de le faire savoir. On y verrait plus clair sous la verrière d'Austeritz.

Gare de l'Est : cette fois, les œuvres ne sont plus présentées dans des containers, mais dans des caisses L'exposition n'est pas désagréable à visiter. Mais allez donc savoir ce qu'il y faut saluer! Chaque critique pour son savant dosage de célébrités (Buren, Boltanski, Sophie Calle, Lavier ou Combas), de figures moins évidentes aujourd'hui (Bustamante, Jaffrenou, Moninot, Kirili ou les Poirier), et d'anciens, surprenants en ces lieux (Bettenour ou Michanx)?

Ou les artistes exposés? Ou encore Georges Boudaille, récemment disparu, auquel la manifestation, paraît-il, est dédiée?

petits trains, trop de jouets électriques, trop de trucs amusants certes, mais de petite envergure : le chemin de fer en modèle réduit ne mêne jamais bien loin dans la découverte de terres inconnues. Et ce n'est pas parce que les trente artistes au ren-dez-vous sont, dans l'ensemble, de bons artistes, qu'on peut vraiment parler de «grandes lignes».

GENEVIÈVE BREERETTE α La bagarre d'Austerlitz », accès cour des départs, quai d'Austerlitz, de 14 heures à 19 heures, samedl et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

• « Grandes Lignes», gare de l'Est, tous les jours de 10 heures à 20 heures, jusqu'au

□ RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le Monde du 12 octobre que l'Idoménée de Campra avait été donnée à Paris en version de concert au Théâtre des Champs-Elysées. Il s'agissait en fait du Théâtre du Châtelet. THÉATRE

### Sophocle au goût du jour

Un espoir de la mise en scène s'attaque au dramaturge grec

AJAX

Au Théâtre de Gennevilliers

Qu'y a-t-il de commun entre un héros torturé par les dieux qui décide de se donner la mort dans le soleil splendide d'une fin d'après-midi mythique et un homme d'aujourd'hui, dans son costume de Tergal gris, assis sur une chaise quelconque et faisant mine de se transpercer le corps dans la lumière terne d'un soir d'automne à Gennevilliers? Rien, sinon la mise en scène d'*Ajax*, de Sophocie, signée d'un jeune espoir du théâtre français, Stéphane Braunschweig.

Cela commence bien. Pour la folic d'Aiax aveuglé par Athéna, Braunschweig compose - à ce qu'on peut déjà appeier sa manière - une image inoubliable. Tandis qu'un grand mur noir se transforme en cube étouffant, escamotant miraculeusement la Déesse, apparaît au-deià d'une vitre transparente le corps nu du

croyant liquider ses ennemis. A ce moment-la, Braunschweig est bien le metteur en scène remarqué pour une Trilogie allemande créée l'an passé et qui n'en finit pas d'avoir du succès dans toute la France. A ce moment-là, Gilbert Marcantognini est un acteur de haute volée, hissant son corps véritablement meurtri et ses sens hallucinés à la hauteur du mythe.

Ajax en son début est d'une énergie, d'une violence qui sied à l'énergie, à la violence de la jeunesse d'aujourd'hui. Tout de suite après, la pièce se complique, beau-coup. Il y a le «réveil» du héros et la réaction de ses proches comme de ses marins qui font chœur. Il y a la mort du héros, suicide comme il en est peu au théâtre. Il y a ces palabres, entre dieux et hommes, entre hommes et rois, Agamemnon et Ménélas, autour d'un cadavre qu'il faut ou ne faut pas ensevelir. Là se mêlent le mythe, la politique, le sentiment portés jusqu'à l'incandescence. Là, c'est-à-dire très tôt dans le specta-

passée à égorger des bêtes en cle, la troupe d'Ajax craque : techniquement et artistiquement, Les costumes sans beauté nous ramènent à aujourd'hui; les mou-

vements de décors, splendides au début, deviennent laborieux, systématiques; le jeu se perd entre vérisme anachronique (la Tekmessa de Flore Lefebvre des Noëttes), décalage impossible (le chœur chanté jazzé d'Eric Louis) et fadeur (l'Ulysse de Cyril Bothorel). Le metteur en scène perd ses marques. Braunschweig confie, dans un entretien avec le directeur de Gennevilliers, Bernard Sobel (1), son embarras vis-à-vis du mde actuel, un embarras dont i a lu des correspondances dans Aiax. Cet embarras est au moins à

**OLIVIER SCHMITT** (1) Dans Théátro/Public, Nº 101-102.

► Théâtre de Gennevilliers, Jusqu'au 3 novembre. Du mardî au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. inérales יr y voir

deux

majo-

eulent

noins,

/erne-

n des

i s'est

ssion.

nı syn-

on, les

t donc

irulents.

ies Bul-

id esprit

que les

fussent

entateurs

précisément à la préparation de la session dominicate de ce comité. A propos des pays de l'Est entre la marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements. Savon tou last quot. les crédits s'inscrivent dans propos des pays de l'Est européen,

24 octobre.

It Monde NITIATIVES

- when we resources Humaines Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

### CINÉMAS

#### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Mélo (1986), de Alain Resnais, 15 h ; Nuits blanches (v.f.), 17 h ; les Cuatre Nuits d'un réveur (1972), de Robert Bresson, 19 h ; Marié pour mémoire (1967), de Philippe Garrel, 21 h.

DIMANCHE Le Cabinet du Dr. Caligari (1919), de Robert Wiene, 15 h ; la Maison du doc-teur Edwards (1945, v.o.), d'Alfred Hitteur Edwards (1945, v.o.), o Amber Intercheock, 17 h; on murmure dans le ville (1951, v.o. s.t.f.), de J. L. Mankiewicz, 19 h; l'Ombre d'un doute (1943, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 21 h.

### PALAIS DE TOKYO

DIMANCHE Troisième semaine nationale de l'architecture : le Rebelle (1949, v.o.), de King Vidor, 14 h; la Terre des Pharaons (1955, v.o.), de Howard Hawks, 16 h 30 ; le Tigre du Bengale (1959, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 19 h ; le Tomber Mirdou (1959, v.o. v.f.) de Fritz beau hindou (1959, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 21 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Le Cinéma australien : les Voltures qui ont mangé Paris (1974, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 14 h 30 ; Un cri dans la nult (1988, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi,

DIMANCHE
Le Cinéma australien : La route est
ouverte (1946, v.o. s.t.f.), d'Harry Watt.
14 h 30 : les Sorcières d'Eastwick
(1987, v.o. s.t.f.), de George Miller,
17 h 30 ; Miss Daisy et son cheuffeur
(1989, v.o. s.t.f.), de Bruce Beresford,
20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie. porte Saint-Eustache Forum des Haites (40-26-34-30)

SAMEDI Les 20 ans du Festival d'autorme à Paris : Hans Jürgen Syberberg, Edith Clever : Mademoiselle Else (1988) d'Hens Jürgen Syberberg, 14 h 30 ; Peter Brook : Peter Brook (1990) de reau : Portrait de Patrice Chéreau épreuve d'artiste (1990) de Pascal Aubier, 15 h 30 ; Georges Lavaudent : Palazzo mentale (1988) de Georges Lavaudant, 16 h 30 ; Patrice Chéreau, Bernard-Marie Koltès : Dans la solitude des champs de coton de Benoît Jac quot, 16 h 30 ; Peter Brook : Questions sur le théâtre (1986) de Pierre Lubtchansky, 17 h 30 ; Samuel Beckett Film (1965) d'Alain Scheider et Samuel Beckett, Oh les beaux jours, de Samuel Beckett (1983) d'Alexandre Tarta. 18 h 30 ; John Cage, Philip Glass ; 4 American Composers : John Cage, Philip Glass (1982-1983) de Peter Gre 18 h 30 ; Luigi Nono : Archipel Luigi Nono (1988) d'Olivier Mill. 19 h 30 ; Robert Ashley, Meredith Monk: 4 American Composers: Robert Ashley, Mereith Monk (1982) de Peter Greenaway.

DIMANCHE

Les 20 ans du Festival d'automne à Paris: Györgi Ligeti: All Clouds are Clo-cks (1991) de Leslie Megahey, 14 h 30; Alfredo Arias: la Bête dans le jungle de Banoît Jacquot, 14 h 30; Georges Benoît Jacquot. 14 h 30 : Georges Perec : Te souviens-tu de Gaspard Winckler (1988) de Catherine Binet, 15 h 30 ; Robert Pinget, Joël Jouanneau : Thypothèse (1988) de Joël Jouanneau 16 h 30 ; Jérôme Deschamps : les Petits Pas (1989) de Guy Seligmann, 16 h 30 ; Georges Perec : Te souviens-tu de Gaspard Winckler (1989) de Catherine Binet, 17 h 30 ; Georges Perec, Sami Frey : Je me souviens (1989) de Samy Frey , 18 h 30 ; Bernard Sobel : la Bonne Ame de Setchouan (1990) de Bernard Sobel. chouan (1990) de Bernard Sobel, 18 h 30 ; Samuel Beckett : Soirée Samuel Beckett (1968) de Pierre Bureau, 19 h 30 : Jacques Rivette (1989) de Claire Denis; Paris nous appartient (1960) de Jacques Riverte, 20 h 30.

### **PARIS EN VISITES**

e La peinture italienne, de Giotto à conard de Vinci», 11 heures, Musée Louvre, porte Jaujard (P.-Y. Jase Le nouvel Opéra-Bastille, sa salle

de spectacle, la scène et ses cou-isses », 14 heures, sur les marches asses», 14 neures, sur les martines de l'opéra (M.-C. Lasnier). « L'île de la Cité, des origines de Parls aux travaux d'Haussmann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Parls autre-

« Compagnies des indes et porce-laines de Chine : histoire d'une ren-contre», 14 h 30, hail du Musée Gui-met (La Cavalier bleu).

«Hôtels et ruelles autour de Saint-Sulpice», 14 h 30, entrée principale de l'église (M~ Cazes). L'arcienne abbaye de Saint-Ger-main-des-Prés et le place Fursten-berg s. 14 h 30, devant l'église (E. Romann).

« Les salons Napoléon III de la maison Opéra, hôtel Bourlon de Rou-vrez (nombre limité). 14 h 30, 5, rue du Docteur-Lancereau (D. Bouchard). « L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connais-

« Les appartements du duc du Maine et du maréchal de La Meilleraie à l'Arsenal. La bibliothèque du comte d'Artois », 14 h 30, sortie métro Sully-Morland (I. Hauller).

#### LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2-(42-36-83-93); Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-76-23); Gaumont Parnassa, 14 (43-35-30-40). AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 4

(42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49) ; Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6\* (43-26-59-83); Bretagne, 6\* (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); George V, 8: (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12: (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13: (47-07-56-88); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06): Gaumont Convention, 15: 20-12-06) ; Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20- (46-36-

10-96).

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.): Rex, 2- (42-36-83-93); Cinoches, 6- (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Denfert, 14- (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

Saint-Lamoert, 15' (45-32-31-66).

BARTON FINK (A., v.a.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); UGC Champs-Bysées, 8- (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88); La Bastille, 11- (43-07-8-60). 48-60); Escurial, 13\* (47-07-28-04); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Sept Parnassiens, 14\* (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenalle, 15\* (45-75-79-79); UGC Maillot, 17\* (40-68-00-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Les Nation, 12 (43-43-04-87).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opére, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-main-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Pamasse, 14 (43-35-30-40). BOYZ'N THE HOOD (") (A., v.o.) : Gat

BOY2'N THE HOOD [7] (A., v.o.): Sau-mont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 3° (43-59-19-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93): Miramar, 14° (43-20-89-52); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr. v.o.) : 14 Juillet Parnassa, 6- (43-26-

58-ÓO) LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4- (42-78maire, 6- (45-44-57-34). CHIENNE DE VIE (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82); Gaumont Ambasde 8 (43-59-19-08).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : Forum De CHOIX D'Alwier (A., V.O.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); George V. 8: (45-62-41-46); UGC Blarritz, 8: (45-62-20-40); v.f.: Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52); UGC Montparnasse, 6: [45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); UGC Convention, 15. (45-74-93-40). CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V.

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, & (45-62-41-46); Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.): Lucernaire, 6• (45-44-57-34): Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55); Denfert, 14• (43-21-41-01). DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.): Lucamaire, 6: [45-44-57-34].
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08); Les Montparnos, 14\* (43-27-52-37); v.f.: UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40); Fauvette, 13\* (47-07-55-88); Pathé Cachy, 18- (45-22-46-01). DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg. 3\* (42-71-52-36); UGC Triomphe. 8\*

### **LUNDI 14 OCTOBRE**

 « Hôtels et jardins du Marais. Place
 »s Vosges ». 14 h 30, sortie métro
 «int-Paul (Résurrection du passé). Conciergerie et Sainte-Chapelles. 4 h 30, 1, quai de l'Horloge

« Le quarrier Monceau au temps de Marcel Proust », 15 heures, métro Monceau (Approche de l'art). « La temple bouddhique du bois de Vincennés. Histoire du bouddhisme», 15 heures. métro l'accedidationes, ures, métro Liberté (P.-Y. Jas

« Le cefé Procope et l'ancienne Comédie-Française », 16 h 15, 13, rue de l'Ancienne-Comédie (Tou

« ils peignent et écrivent : Kan-dinsky, Dubuffet, Arp», 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre

#### Georges-Pompidou). **CONFÉRENCES**

### **LUNDI 14 OCTOBRE**

23, quai de Conti, 14 h 45 : «Progrès sociaux et évolution des menta-lités », par le docteur B.-C. Savy Académie des sciences morales et

23, rue François-Miron, 19 h 30 «La déprime et les moyens de la combattre», par 8. Allione (librairie Les 100 clais).

#### (45-74-93-50) ; UGC Gobalins, 13- (45-LA DISCRÈTE (Fr.) : Epés de Bois, 5 (43-37-57-47) LES DOORS (A., v.o.) : La Bastille, 11-(43-07-48-60) : Grand Pavois, 15- (45-

DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC Opéra 9: (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.); Saint-André-des-Arts 1, 6: (43-26-48-18); Républic Cinémas, 11:

48-05-51-33) FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les 90-81); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-79-79); Bienvende Montparnasse, 15: (45-44-25-02); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2: (42-36-33-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); Pathé Français, 9: (47-70-33-89); Les Nation, 12: (43-43-04-67); Fauvette, 13: (47-07-55-88); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Gau-

#### Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94). LES FILMS NOUVEAUX

Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27);

L'AUTRE. Film français de Bernard Giraudeau : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20); 14 Juillet Beau-granelle, 15- (45-75-79-79).

THE INDIAN RUNNER. (\*) Film américain de Seen Penn, v.o. Ciné Besubourg. 3. (42-71-52-36); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) : Mistral, 14- (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15-(45-74-93-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Gaumon Ambassade, 8- (43-59-19-08) : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette, 73- (47-07-55-88); Sept Pamassians, 14- (43-20-32-20); Gaumont Conven-tion, 15- (48-28-42-27); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (48-

36-10-96). GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Sent-Lembert, 15 (45-

32-91-681. HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.): Utopia, 5- (43-28-84-85) HOMICIDE (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46)

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : UGC Blar-ritz, 8\* (45-82-20-40) : Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) : v.f. : UGC Montparse, 6- (45-74-94-94 L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr. Forum Orient Express, 1 42-33-42-26); Saimt-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25); Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-201

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) ; Reflet Logos 11, 5- (43-54-42-34). LOS ANGELES STORY (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). MADAME BOVARY (Fr.): 14 Ju

Parnasse, 6- (43-26-58-00). MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saim-Lambert, 15- (45-32-91-68). VISERY (\*) (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-

33-10-82). MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12) : Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-97-77) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Forum Horizon, 1• (45-08-57-67) ; Pathé Mangnan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fau-vette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnos. 14- (43-27-52-37) : Pathé Wapter II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gamberta, 20- (46-36-10-96). LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) ; Espace Saint-Michel, 5: (44-

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 84 (45-62-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A v.o.) : Studio Galanda, 5. (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15. (45-54-

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) : Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77). POINT BREAK (\*) (A., v.o.): UGC Danton, 6: (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); v.f.: Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06).
PRETTY WOMAN (A., v.o.): Cinoches, 6: (46-32-10-92)

6- (46-33-10-82) PROSPERO'S BOOKS (Brit. Hol., PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.): Gaumont Les Helles, 1• (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33); Recine Odéon, 8• (43-26-19-68); Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23); La Bastille, 11• (43-07-48-60); Escurfal, 13• (47-07-28-04); Gaumont Pamasse, 14• (43-35-30-40); RAGE IN HARLEM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8• (43-25-59-83); UGC Normandie, 8• (45-63-16-16); Sept Parassiens, 14• (43-20-32-20); v.f.: UGC Montpermasse, 8• (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31); RAOSAHEB (ind., v.o.): Utopia, 5• (43-26-84-85).

26-84-85 RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : Latina. 4 (42-78-47-86). ROBIN DES BOIS PRINCE DES ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.): Forum Horizon, 1\* (45-03-57-57); Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); UGC Odéon. 6\* (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-92); UGC Normandie, 8\* (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2\* (42-36-83-93); Bretagne, 6\* (42-22-57-97); Pathé Français, 9\* (47-70-33-88); Fauvette, 13\* (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Pathé Mont-narmassa 14\* (43-20-12-06); Gaumont

Alessa, 14 (43-27-34-30); Patrie Mont-pernasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Patrié Wepler, 18 (45-22-46-01); Le Gam-betta, 20 (46-38-10-96). LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5: (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5 (43-54-72-71). SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Cine Beaubourg, 3• (42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Les Montparnos; 14 (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). SIMPLE MORTEL (Fr.): Lucernaire, 6-(45-44-57-34) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82).

LA TENTATION DE VENUS (Brit. 15- (45-44-25-02) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; v.f. : UGC

THE VOYAGER (All-Fr.-Gr., v.o.) : UGC Danton., 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). THEIMA ET LOUISE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); George V, 3• (45-62-41-46); Mistral,

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97); Seint-Lambert, 15: (45-32-TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Ciné

Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); Lea Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); La Bastille, 11- (43-07-48-60).

TROUBLES (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Rex, 2- (42-38-83-93); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) : 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-61) : 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79) : v.t. : UGC Monapamasse, 6-(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastile, 12-(43-43-01-59)

TWENTY ONE (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Parnesse, 14- (43-35-30-40). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94) George V, 8º (45-62-41-46).

Haga (Fr.-Sov., v.o.): Gaumont Les Halles, 1\* [40-26-12-12]; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Pathé Haute-feuille, 6\* (46-33-79-38); Gaumont, Champs-Bysées, 8\* (43-59-04-67); 14\* Judit Bastille, 11\* (43-57-90-81); UGC Suget Sastale, 11 (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramer, 14 (43-20-89-52); Kinopanorama, 15-(43-08-50-50); UGC Maillot, 17 (40-59 no 14-68-50-50); 58-00-16). LA VIE DES MORTS (Fr.) : Latina, 4

(42-78-47-86). LA VIEILLE OUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-92); Saint-Lazare-Pasquier, |43-59-92-82|; Seim-Lazare-Pasquier; 9- (43-87-35-43); Pathé Français, 9-(47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaurnont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Pathé Montparnesse, 14- (43-20-12-05); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-it.-Esp.) : Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6\* (46-33-79-38); George V, 8\* (45-62-41-46); Saint-Lazars-Pasquier, 8\* (43-87-35-43); Les Nation, 12\* (43-43-44-67); Pathé Montragrasse, 14\* (43-20-487); Pathé Montragrasse, 14\* (43-487); Pathé Montra Pathé Montparnasse; 14- (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Y A T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRESIDENT ? (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Denton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8-45-63-16-16) ; v.f. : Rex. 2- (42-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31): UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13: (45-61-84-95): Mistral, 14: (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). LES YEUX D'UN ANGE (A., y.f.) : Pezhé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

#### LES GRANDES REPRISES ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01). L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Ely-

DEUX TÊTES FOLLES (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxem-bourg, & (46-33-97-77). | LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet | Pamassa, 6- (43-26-58-00).

ANGLAIS (Brit., v.f.): Hollywood Boule-vard, 9- (47-70-10-41). MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.):

(54-15-04). PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85). LES QUATRE FILLES DU DR MARCH

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40).

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77), 12 h. ABYSS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 17 h 30. AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 15 h 30. ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOS (A., v.f.) : Républic Cinémiss, 11º (48-05-51-33) 13 h 50. L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 12 h

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) 22 h. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio | Galande, 5: (43-54-72-71) 18 h 20. LE BALLON ROUGE (Fr.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) 14 h 05.

91-681 13 h 30. BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : St des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 15 h 30.

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65)

CHAMBRE AVEC VUE ... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h. CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97) 19 h 45, 22 h. CHEB (Fr.-Alg.) : Enée de Bois, 5- (43-37-57-473 O h. CHÉRIE. J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) DANCIN' THRU THE DARK (Brit.,

v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS

ELEMENT OF CRIME (Den., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 12 h. EXCAUBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 16- (45-32-91-68) 21 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A.

FASTER PUSSY CAT, KILL! KILL! (\*\*)

Pavois, 15• (45-54-46-85) 13 h 45.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 114

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 0 h 20.

HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) 22 h.

HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 20 h.

INDIA SONG (Fr.): Denfert, 14- (43-21-

LUNE FROIDE (\*\*) (Fr.) : Studio des Ursulines, 6- (43-26-19-09) 13 h 45.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Saint-Lam-

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) 0 h 30.

MORT A VENISE (ht., v.o.) : Escurial, 13: (47-07-28-04) 11 h 50.

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Refle Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 10.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÉTÉ (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 16 b.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA

NUIT (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-

LE PORTEUR DE SERVIETTE (IL-Fr.,

v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65) 16 h. LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Denfert, 14-(43-21-41-01) 12 h 10,

QUAND HARBY RENCONTRE SALLY

(A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h 15.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.): Studio des Ursuines, 5 (43-

SALO. OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (\*\*) (it, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 10.

LE TESTAMENT D'ORPHEE (Fr.) :

Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) 12 h. THE ROCKY HORROR PICTURE

SHOW (\*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) 22 h 30.

THELONIOUS MONK (A., v.o.)

mages d'ailleurs, 5. (45-87-18-09)

TOTAL RECALL (7) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 22 h 15. VOYAGE SUR JUPITER (Can.) :

Cinaxe, 19- (42-09-34-00) 10 h, 21 h 40.

LES VOYAGES DE GULLIVER (A.) Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 30. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Répu-

blic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 19 h 10.

: ::

.

12.

3- (42-71-52-36) 10 h 45.

26-19-09) 20 h 10.

bert, 15- (45-32-91-68) 16 h 45.

3- (42-71-52-36) 10 h 40.

(40-05-80-00) 10 h, 21 h.

(46-33-86-86) 22 h 10.

41-01) 17 h 10:

18 ft 30.

PYTHON.

57-51-55) 15 b

(43-07-48-60) O h.

v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-48-85) 15 h 30, 20 h. FANTASIA (A.): Républic Cinémes, 11-(48-05-51-33) 17 h. sées Lincoln, 8. (43-59-36-14). LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 45. FATAL GAMES (") (A., v.o.) : Grand LES FEEBLES (") (néo-zélandais, v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 12 h. EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82). LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-65) 22 h. LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fig.,

FANTASIA (A.) : Cinoches, 8- (46-33-V.O.): Le Berry Zèbre, 11º (43-57-51-55) 18 h. GRAND CANYON (A.): Le Géode, 19º

MEURTRE DANS UN JARDIN

Action Christine, 6\* (43-29-11-30).

MODERATO CANTABILE (Fr.): Europe
Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5\* (43-

(A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6-(46-33-97-77).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Sept Parnes-siens, 14- (43-20-32-20)

#### LES SÉANCES SPÉCIALES

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 16 h.

(A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h.

PAS (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 12 h.

THÉATRE

### SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relêche sont Indiqués METRAL FAMILY, Grand Theatre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.) 20 h 15; sam. 18 h (9). LA FAMILLE SCHROTFFENSTEIN. Nanterre. Théâtre per le 8as (47-78-70-88) (dim., lun.) 20 h 30 (9). LES LECTURES DU STUDIO. Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27). Selle C. Bérard (dim., km.) 18 h 30

ETÉ ET FUMÉE. Rungis. Arc en Ciel, théâtre de Rungis (45-60-54-33) (dim. soir., lun., mar.) 21 h ; dim. DIABLOGUEMENT VOTRE, Basesu-Théâtre (face au 3, quai Melaquals) (40-51-84-53) (dim., km., mar.)

20 h 30 (9). ELIE SEMOUN ET DIEUDONNE M'BALA. Grand Théatre d'Edgar (43-20-90-09) (dim) 22 h (9). (43-20-80-09) (am.) 22 ii (9). UN PRÉNOM D'ARCHIDUC. Théatre Renaud-Barrauk (42-56-60-70) (dim. soir, (un.) 20 h 30 ; dim.

V A-T-IL UN COMMUNISTE DANS LA SALLE? Caveau de la République (42-78-44-45) (dim. soir, iun.) 21 h.; dim. 15 h 30 (9). CRESSION QUI S'EN DEDIT. Deux Anes (46-08-10-26) (dim. soir, lun.) 21 h ; căm. 15 h 30 (12). PAT ET SARAH. Marais (42-78-03-53) (dfm.) 21 h (11). MARILYN MONTREUIL Theetre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h

LES MISÉRABLES, Mogadar (48-78-04-04) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; sam., dim. 15 h (12).

(42-71-30-20) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dlm. 18 h (13). L'ENTRETIEN DES MÉRIDIENS. Théâtre national de l'Odéon, Petite salle (43-25-70-32) 18 h 30 (15). FANTASIO. Namerre. Théâtre des Amandiers (47-21-18-81) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (15). JEUX DE LANGUES (THÉATRE EN APPARTEMENT). Malakoff (théâtre en appartement) (46-55-43-45) 19 h

LA MAISON D'OS, Grande Arche de la Défense (42-96-96-94) (dim.) 20 h 45 (15). CALIGULA. Théâtre 14 - Jean-Mane-Serreau (45-45-49-77) (dim. soir, fan.) 20 h 30 ; dim. 17 h (15). CHAMBRE 108. Poche-Momparnesse (45-48-92-97) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 15 h (15). LES DACTYLOS, Guichet Montper

LIBERTINE. Guichet Montpe

(43-27-88-61) 20 h 30 (15).

hasse (43-27-88-61) (dim.) 19 h DES BABOUINS ET DES HOMMES Bobigny Majson de la culture (48-31-11-45) (dim. soir, kin.) 21 h; dim. 16 h (15) THÉATRE SIAH BAZI DE TEHERN. Bouffes du Nord (48-07-34-50) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (15). LA NUIT DE L'IGUANE, Aubervil Bers. Théêtre de la Commune. Centre dramatique national (48-34-67-67) (dim. soir, hm.) 20 h 30 ; dim. 16 h

LE MÉTÉORE. Œuvre (48-74-42-52) (dim. soir, km.) 20 h 45 ; dim. 15 h LA DAME AUX CAMÉLIAS. Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun) 20 h 30 ; dim. 16 h (mass en scène

B. The Control of

### La ligne de crête

Bien joué, M= Cresson l En annonçant à ses interlocuteurs syndicaux que le prochain plan emploi sera doté de 7,5 militards de francs, le premier ministre - sur la ligne de crête - est parvenu à reprendre l'initiative su le terrain social sans pour autant tourner réellement le dos aux grands choix économiques du gouvernement. En effet, Mr Edith Cresson n'a fait qu'anticiper l'officialisation des dispositions qu'elle s'apprétait à rendre publiques et qui n'avaient jusqu'à présent fait l'objet d'aucun chiffrage. De nature plus « qualitative ». les autres dispositions (tables rondes sur l'automobile, l'électronique et le textile ainsi que sur les rapports entre les entreprises et l'éducation nationale) donnent du egrain à moudre » aux syndicats mais n'entraînent pas de dépenses supplémentaires. Quant à la perspective d'aggraver le déficit budgétaire prévu en 1992 (89,5 milliards de francs) que le premier ministre a évoquée devant ses interlocteurs, il s'agit d'un vrai-faux aveu. Le déficit prévisionnel est en effet traditionnellement dépassé en fin d'exercice. Surtout lorsqu'il s'agit d'une année préélectorale. Pour autant, les quatre syndicats réformistes n'ont pas du tout fait

une mauvaise affaire. Si «le certain infléchissement de la politique économique du gouvernement » qu'ils entrevoient paraît modeste, ils ont quand même obtenu l'ouverture de discussions dans plusieurs secteurs en difficulté (électronique, automobile, textile). où des entreprises publiques (Buil, Thomson, Renault) ont engagé des réductions d'effectifs De même, l'entrevue de vendredi leur a permis de faire monter la pression avant la seconde séance de négociation salariale dans la fonction publique, prévue mercredi prochain. M= Cresson sait qu'en cas d'échec ses redeviendraient conflictuels et tout serait à refaire. Quant à M. Marc Blondel. secrétaire général de FO, il s'est

placé dans une situation particulièrement embarrassante. I ne peut plus compter sur la participation de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN à sa journée de grève générale du 24 octobre. Pour mener à bien cette opération dans laquelle il s'est imprudemment lancé en solitaire, il a reçu l'appui enthousiaste mais bien encombrant de M. Henri Krasucki... Pour avoir déjà testé l'inefficacité d'un rapprochement tactique avec la CGT (dans la fonction publique et lors de la création de la CSG, notamment), M. Biondel devrait pourtant savoir que le tandem FO-CGT risque d'être insuffisant pour assurer le succès de son initiative. L'ère Blondel est décidément à des années-lumière

de l'ère Bergeron. JEAN-MICHEL NORMAND

Après avoir reçu durant trois heures à l'Hôtel Matignon les dirigeants de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN, Me Edith Cresson a annoncé, vendredí 11 octobre, que 7.5 milliards de francs seront consacrés au plan emploi qui sera présenté au conseil des ministres de mercredi prochain. 6 milliards de francs seront consacrés à des exonérations de charges sociales pour l'embauche de jeunes sans formation et à l'octroi d'un crédit d'impôt aux familles créant des « emplois de proximité ». Ces emplois scront aussi favorisés par une aide de 1,5 milliard de francs aux associations fournissant des services aux particuliers, notam-

a MM. Doubin et Gillibert renoncent à participer à des manifesta-tions officielles. - Les ministres ont de plus en plus de mal à parti-ciper aux manifestations officielles en raison de l'hostilité des agriculteurs. Vendredi 11 octobre, M. François Doubin, ministre de l'artisanat, du commerce et de la consommation, qui avait écourté, le 10 octobre et pour les mêmes raisons, une visite à Pontarlier (Doubs), a dû renoncer à se rendre à un dîner dans un restaurant situé près d'Argentan (Orne).
D'autre part, M. Michel Gillibert,
secrétaire d'État chargé des handicapés et des accidentés de la vie, a
annulé un déplacement prévu le

une grève de vingt-quatre heures, mercredi 23 octobre.

De nouveaux candidats an rachat surances californienne en faillite, se sont déclarés vendredi 11 octobre an soir, date limite pour la soumis sion. Ils disposent encore d'une semaine pour améliorer leurs propositions, qui seront soumises le par la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) et Altus Finance (filiale du Crédit lyonnais), ont m groupe d'investisseurs menés par la firme californienne Hellman and

par des cessions d'actifs des entreprises publiques, a fait savoir le chef du gouvernement qui, toutefois, n'a pas confirmé le chiffre de 30 milliards de francs évoqué par ses interlocuteurs. Un communiqué du premier ministre souligne que « la mobilisation du capital des entreprises publiques dégagera des marges de manœuvre supplémentaires de plusieurs milliards par

D'autre part, le gouvernement accepté que les ministres du travail et de l'industric examinent, en liaison avec les représentants professionnels et les syndicats, la situation des secteurs de l'automobile, de l'électronique et du textile. Il s'agira d'étudier les perspectives

en-Valloire jusqu'à Aix-en-Pro-

vence, des barrages sur les

voies ferrées et des rassem-

blements étaient prévus dans

la Drôme, le Vaucluse et les

Bouches-du-Rhône. A l'opposé

de ces protestations de futurs

riverains, les écologistes sont

de plus en plus nombreux à

défendre le train à grande

Il y a les écologistes hostiles

au TGV, qui pensent qu'un train

peut rouler seulement à

200 km/heure et se contenter

pour cela des voies ferrées exis-

tantes. On les trouve en Pro-

vence, par exemple dans l'asso-ciation CARDE. M. Antoine

Waechter leur a apporté le sou-

tien des Verts. Génération éco-

logie de M. Brice Lalonde n'est

pas loin de penser de la même

Il v a aussi les écologistes qui

croient au TGV et qui le disent.

Le professeur René Dumont n'a

pas craint de traiter, dans la Vie

du rail (1), les opposants pro-

vençaux au TGV de « faux écolo-

gistes » qui « ont tout simple-

ment peur pour leur propriété».

Sur la même longueur d'onde,

se trouve le professeur Pierre

Samuel, directeur scientifique

des Amis de la Terre, qui aligne

les uns après les autres les

avantages du train à grande

vitesse. «Une ligne TGV occupe

deux fois et demie à trois fois

moins d'espace qu'une route.

dit-il. La liane Sud-Est-Peris-Lyon

a nécessité moins d'hectares

que l'aéroport de Roissy-Charles

de Gaulle. Ce train consomme

deux à trois fois moins d'énergie

que la voiture et quatre fois

moins que l'avion. Il n'émet pas

de gaz carbonique et ne pollue

ni l'atmosphère ni les eaux. Il

est sûr. Il offre une forte capa-

cité et ses rendements sont

«Le TGV est l'alternative

croissants avec le trafic. »

Ces dépenses seront financées industrielles ainsi que les problèmes de formation, d'organisation du travail et de reconversion. Outre la mise à l'étude d'« actions spécifiques en faveur du bâtiment et des travaux publics», il a été décidé que la table ronde programmée à la suite de l'accord national interprofessionnel du 3 juillet dernier sera consacrée à l'établissement de « nouveaux rapports entre les entre-prises et l'éducation nationale ».

Au nom des quatre organisations syndicales, M. Jean Kaspar, secré-taire général de la CFDT, a souligné qu'il s'agissait d'une « première étape », dont les résultats lui paraissent «insuffisants». La traduction budgétaire de la priorité accordée à la lutte contre le chômage est « encore floue et incertaine », a-t-il

déclaré. Néanmoins, l'organisation d'une grève générale « n'est pas d'actualité » car il existe « d'autres

#### Grève du 24 octobre : la CGT reioint FO

Pour sa part, M. Marc Blondel, secretaire général de Force ouvrière, a annoncé vendredi après-midi son intention d'organiser une journée de grève générale interprofessionnelle le 24 octobre prochain. « Nous n'avons jamais été devant une situation aussi catastrophique », a-t-il assuré. Dans la soi-rée, la CGT a appelé les salariés à faire du 24 octobre une journée « marquèe par des grèves et des manifestations les plus unitaires et les plus massives possibles ».

la première opération de privatisa-tion dans l'industrie automobile polonaise. Elle a doublement valeur de test. Pour les autorités de Varso-

12 octobre).

vie, qui ont tout intérêt au succès de l'opération, il s'agit du plus gros projet d'investissement étranger en Pologne; pour le constructeur italien, en raison du caractère hautement stratégique de cette opération.

Fiat prend le contrôle

du polonais FSM

De tous les constructeurs automo-biles européens, l'italien Fiat est celui dont la volonté de percer à l'Est est la plus manifeste. Présente de longue date dans les pays de l'ex-

bloc communiste, la firme turinoise a décidé de pousser à fond est avan-

tage. La prise de contrôle du constructeur automobile polonais

FSM (Fabryka Samochodow Malolitrazowych) vient d'en apporter l'illustration. Le groupe automobile italien et le gouvernement polonais ont en effet signé vendredi 11 octobre une lettre d'intention aux termes de

laquelle Fiat acquiert 51 % du capi-tal de FSM; 20 % des parts de la

nouvelle société seront cédées aux 16 000 salariés, l'Etat conservant -

temporairement? - le solde, soit 29 % (nos dernières éditions du

La vente de FSM à Fiat constitue

Fiat a décidé d'engager, sur plu-sieurs années, plus de 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs) sur FSM pour y produire la Cinque-cento, nouvelle voiture de petite cylindrée, premier véhicule conçu par un constructeur occidental et totalement fabrique à l'Est. FSM devrait fournir dès l'an prochain 160 000 véhicules de ce type, destinés, pour l'essentiel, au marché euro-

### Ambroveneto rachète Citibank Italia

La banque italienne Ambroveneto va racheter Citibank Italia, filiale itaienne de la Citibank (groupe Citicorp), a annonce vendredi 11 octo-bre à Milan M. Giovanni Bazoli, président de l'Ambroveneto. Le rachat de 92,6 % du capital de Cri-bank Italia pour 345 milliards de lires (environ 1,6 milliard de francs) correspond à la stratégie d'expansion territoriale de l'Ambroveneto. Grace aux quarante-six agences de Citibank Italia, situées en majorité dans le sud de la péninsule, Ambroveneto, dont le Crédit agricole est l'un des grands actionnaires, disposera de quatre-vingts agences dans le centre et le sud de l'Italie.

### REPÈRES

### **ÉTATS-UNIS**

Reprise hésitante mais

inflation contenue

L'administration américaine a publié vendredi 11 octobre son évaluation des ventes de détail qui ont progressé de 0,7 % en sep-tembre. Ce chiffre pourrait paraître encourageant puisque ces ventes représentent la moitié des dépenses de consommation des ménages et qu'elles font tourner environ deux tiers des entreprises américaines. Mais, si l'on exclut de cet indice la hausse de 3 % des ventes d'automobiles, il tombe à + 0,1 %, ce qui signifie une quasistagnation. Quant au bond des ventes automobiles, il s'explique beaucoup par les remises accordées par les constructeurs sur les modèles 1991. D'autre part, la hausse des prix de gros en sep-tembre a été limitée à 0,1 %, ce

qui est un bon résultat, après une

### progression de 0,2 % en août. - (AFP.) **GRANDE-BRETAGNE**

Inflation réduite

à 4,1 % en septembre sur douze mois

Le taux d'inflation est tombé à 4,1 % en Grande-Bretagne pour les douze mois terminés en septembre, contre 4,7 % en août, a annoncé vendredi l'Office central des statistiques en données provisoires corrigées des variations saisonnières. Ce résultat est légèrement supérieur aux attentes des analystes; la livre et la Bourse de Londres ont marqué un recul vendredi. Toutefois, l'inflation est maintenant au plus bas depuis avril 1988. En excluant le coût du crédit immobilier - qui est compris dans le calcul de l'indice des prix en Grande-Bretagne à la différence des autres pays européens, - le taux d'inflation est tombé à 5,7 % JEAN-CLAUDE POMONTI | contre 6,2 % en août. - (AFP.)

### Un plan en faveur des jeunes non qualifiés

ment aux ménages non imposables. 12 octobre devait voir une reprise des manifestations contre la future ligne du TGV Méditerranée. De Saint-Sorlin-

samedi 12 octobre à Besançon. □ Menaces de grère à Air Inter. -Alors que l'ensemble des syndicats du groupe Air France hésite à lan-cer un mot d'ordre de grève contre le plan de restructuration et de suppression d'emplois lancé par la direction, un syndicat de la filiale Air Inter, le Syndicat national du personnel inter-transports-tourisme (SNPIT) a annoncé, vendredi 11 octobre, qu'une intersyndicale de la compagnie intérieure avait décidé d'appeler le personnel à

#### Nouveaux candidats au rachat d'Executive Life

25 octobre pour décision au juge des faillites de Los Angeles. Les pre-miers candidats déclarés, conduits amélioré seur offre dès vendredi pour répondre à celle saite jeudi par

Se sont ensuite fait connaître : le comité officiel des créditeurs de First Executive Corp., maison mère d'Executive Life, qui a proposé de mettre le portesenille de junk-bonds (obligations à haut risque et rendement élevé) dans un fonds de dépôt dont les bénéfices permettraient de payer les créanciers; un autre assureur californien, Broad Inc., qui ne voudrait reprendre que les activités dans l'assurance; enfin, d'autres candidats qui se seraient déclarés plus intéressés par les junk-bonds, comme le groupement d'assureurs américains NOLHGA ou l'homme d'affaires texan Richard Rainwater.

Nouvelles manifestations contre la ligne à grande vitesse Valence-Marseille Ces écologistes qui croient au TGV

idéale à l'avion, poursuit-il, mais La journée du samedi à condition que son temps de parcours n'excède pas quatre heures. Pour nous, le TGV Méditerranée est essentiel, car la desserte de Marseille et de Nice est aujourd'hui assurée respectivernent à 60 % et à 80 % par la voie sérienne ». Et pour que Marseille se retrouve à trois heures de Paris et Nice à cuatre heures, il faut de « vraies lignes à grande vitesse au sud de Valence, s

Pourrait-on se contenter d'uti-

liser les emprises des voies fer-

rées existantes pour n'avoir pas à pratiquer des saignées nouvelles dans les paysages, dans les exploitations agricoles et dans les zones d'habitation? «Je suis allé voir sur le terrain cet été, répond M. Samuel. En raison d'un environnement beaucoup trop densa, aucune amélioration n'est possible sur la voie Valence-Marseille, qui est saturée. Dans le meilleur des cas. les trains pourraient atteindre 220 km/heure, mais les incidents survenus à cette vitesse montrent les limites de cette solution». Est-il indispensable de rouler à 300 km/heure et de gagner quelques quarts d'heure? « Nous nous sommes posé la question. Nous avons constaté que les gens avaient besoin de gagner du temps, et même les écologistes qui se rendent à des colloques... Mieux vaut un bon TGV oue l'avion. Nos amis Verts voient les hommes tels

au'ils devraient être et nous tels qu'ils sont M. Samuel n'est tout de même pas un partisan incondi-tionnel des projets de la SNCF. Il juge celle-ci peu encline au dialogue. Il pense qu'il est raisonnable de se battre pour préserver un site exceptionnel et de faire perdre quelques minutes au futur TGV pour cela.

Il trouve normal que la SNCF privilégie la rentabilité des TGV en qui il voit de « bonnes vaches à lait susceptibles de permettre l'amélioration des lignes locales et régionales ». Il n'en juge pas moins incohérent d'avoir prévu la gare TGV «picarde» sur un

«Lorraine» loin de la ligne du Métrolor. Il regrette que le tracé Est du TGV Méditerranée, dans le département de la Drôme, ait été écarté. «C'était le meilleur. S'il avait fallu protéger un vigno-ble de qualité, un tunnel aurait très bien pu faire l'affaire. comme à Vouvray, sur la ligne Atlantique». Il souhaite que des études de bruit sérieuses soient menées dans la perspective de l'exploitation de TGV qui relieront, de nuit, Amsterdam à Irun et Londres à Nice. Encore qu'il trouve exagérées les craintes de ceux qui dénoncent la pollution sonore émise par le TGV : « Celui-ci ne fait pas plus de

nœud routier et la gare TGV

#### La gourmandise des ingénieurs

bruit ou'un autre train», affirme-

La proposition faite par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, aux élus et aux associations de débattre des futures infrastructures de transment : « Une politique de transport doit être globale et la loi d'orientation des transports intérieurs prévoit déjà d'éviter de construire une autoroute au même endroit qu'une ligne TGV. » Mais M. Samuel ira dans les instances de concertation qui se mettront en place pour faire entendre la voix de la modéra-tion. «Les ingénieurs des ponts et chaussées ne doivent pas être trop gourmends, conclut-il Prévoir un doublement de la demande de transports d'ici au début du siècle prochain est exagéré. Je suis frappé de constater que ce genre de prévision vise à sa propre réalisation et nous fait entrer dans un cycle infernal. Selon les Amis de la Terre, les projets actuels sont bien suffisants. Il nous semble, désormais, important d'orienter les voyageurs de la voiture et de l'avion vers le rail, vers les transports urbains et vers le

ALAIN FAUJAS (1) La Lie du rail, n. 2311.

La 46e conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

### Bangkok s'est parée pour dix mille touristes-congressistes

touriste se fait plus rare que d'habitude, - c'est une aubaine. Quelque dix mille personnes (les délégués et leurs familles) réunies à Bangkok à l'occasion de la 46. conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international : on ne pouvait rêver mieux. Aussi les autorités thailandaises ont-elles tout entrepris pour que cette réunion soit un succès et que leurs invités de quelques jours gardent le meilleur souvenir de la « Cité des anges ».

BANGKOK

de notre correspondant Tout d'abord, le centre de conférences Reine-Sirikit, du nom de l'épouse du roi actuel, construit

Par les temps qui courent - le pour la circonstance, est un bijou aux lignes régulières, doté d'un équipement ultramoderne et d'une panoplie de chefs-d'œuvre illustrant l'art contemporain thailandais. Il a coûté environ 100 millions de dollars (près de 600 millions de francs), mais personne ne conteste que l'ensemble (65 000 mètres carrés utilisables) soit une réussite qui, à l'avenir, permettra d'accueillir conférences, spectacles et rencontres sportives.

La salle de réunion plénière a une capacité de dix mille places. La cafétéria peut recevoir mille clients. Des bureaux ont été habilement nichés un peu partout, à la convenance des délégués. Le parking peut accueillir 40 autobus et 700 limousines. Le Centre est même doté de deux mille lignes téléphoniques reliées à un central indépendant. Ce véritable palais,

qui dispose de ses propres réser-voirs d'eau purifiée, sera géré pendant la conférence par une équipe de 1 200 personnes

Hôtels de luxe et quartiers rouges Ensuite, la sécurité : la Thaī-

lande veut prouver que les reproches de laxisme qui lui ont cté adressés par le passé, notam-ment pendant la crise du Golfe, ne sont pas de mise. Environ sept mille policiers, déployes en trois cercles, seront chargés de protéger le centre et les délégués. Ils seront aidés dans leur tâche par des mili-taires déguisés en policiers. Cette vaste opération, qui englobe une vingtaine d'hôtels de grand luxe où seront logés les délégués, se réalisera le plus discrètement possible. Chess de délégation, dignitaires et ministres seront, par exemple, accompagnés partout par des gardes du corps en civil. Des représentations culturelles seront organisées afin de détourner les délégués des quartiers rouges de la capitale.

Enfin, les embouteillages, véritable cauchemar quotidien d'une capitale dont la croissance n'a jamais été véritablement gérée: le centre Reine-Sirikit se situant à proximité d'un croisement très fréquenté et non loin du port, les deux premiers jours de réunion, les lundi 14 et mardi 15 octobre, ont été décrétés fériés, ce qui devrait nettement décongestionnes la ville. Il sera plus difficile, en revanche, de canaliser la circulation les deux jours suivants sans provoquer des embouteillages monstres. Les autorités tiennent en effet, à ce que les quelque mille

limousines mises à la disposition des délégues puissent circuler prioritairement. Il est aussi prévu de reloger ail-

leurs des squatters installés depuis longtemps à proximité du centre de conférences, ce qui a provoqué une polémique. Les autorités ont été accusées de se préoccuper davantage de l'image de la Thaïlande que du bien-être de ces communautés. Le premier ministre a même déclaré, au plus haut de la dispute, que les expulsions n'étaient pas nécessaires. Un terrain à la périphérie de la ville a été cependant aménage pour accueillir 150 familles tandis que 1 500 autres, plus chanceuses, devraient être relogées dans des appartements construits sur place.

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des nave de l'un propos des nave de l'une de l'un propos des nave de l'une de l propos des pays de l'Est européen,

MITIATIVES

uta nessources Humaines Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

#### **PARIS**

€ <u>-</u>

### Atonie d'automne

Voilà trois INDICE CAC 40 semaines maintenant que la Bourse n'en finit pas d'hésiter entre la baisse € franche et messive a et la conso-

lidation. Au fil des séances, cette perplexité n'a cessé de s'accroître, freinant progressivement l'activité. L'absence d'initiative a pesé sur l'évolution des cours (- 0,45 % lundi, + 0,25 % mardi,- 0,25 % mercredi, + 0,01 % jeudi et - 0,53 % vendredi). L'indice CAC 40 a quasiment fait du surplace au terme des cinq jour-nées, terminant à 1833,82 en baisse de 0.97 %.

L'aggravation de la pression sociale sur le gouvernement avec les manifestations des infirmières, des assistantes sociales ou des artistes, les menaces des agriculteurs, sans parier des tentatives syndicales pour infléchir la politique du premier ministre, Mª Edith Cresson, ont sans doute contribué à l'atonie des échanges. En revanche, mercredi, les rumeurs venant d'Extrême-Orient selon lesquelles M Mikhail Gorbatchev aurait été victime d'un attentat n'ont pas eu d'impact. Pas plus que la publication vendredi d'une série d'indicateurs économiques amé-

La semaine aura été rythmée par la publication de résultats semestriels encourageants pour

sociétés d'investissement

11-10-91

Diff:

Banques, assurances,

Bongrain (+ 15 %), L'Oréal (+ 12 %) et la Société générale (29,4 %). En revanche les déceptions vinrent de Peugeot, où les bénéfices ont diminué de moitié, et de Spie Batignolles, dont les comptes ont viré au rouge. Eurotunnel a contrarié plus d'un actionnaire après l'annonce d'un retard dans l'exploitation commerciale du tunnel qui entraîne le report du paiement du premier dividende d'un an, de 1999 à l'an 2000. De plus, le titre a été chahuté en début de semaine, après les menaces des constructeurs de stopper les travaux, car ils redoutent de ne pas être payés. La mise en cessation de palement puis le dépôt de bilan vendredi des Mines de Sal-

signe ont été précédés dès mardi par la suspension de cotation de la seule mine d'or française. Enfin, le Conseil des Bourses de valeurs a décidé de prolonger l'OPA de la société d'investissement Quadral sur la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) du 23 octobre au 22 novembre

#### Entre les holdings et le rugby

Alors que les intervenants s'interrogent sur les opportunités d'investissements, IS Agence Conseil, groupe spécialisé dans la communication financière, a publié mercredi 9 octobre une étude sur l'image boursière des

11-10-91 Diff.

310,50 - 5,50 376,90 + 2,20

11-10-91 Diff.

lach. 85,40 2,50

Matériel électrique

Alcatel-Alsthor

ou non cotées qui détiennent des participations dans des sociétés cotées ou non cotées » ont une image «floue» et le plus souvent le terme de holding a e une connotation péjorative ». De plus ce trouble apparaît dans le mot même de holding puisque personne, encore moins les dictionneires, n'est d'accord sur son genre, masculin ou féminin...

Plus sérieusement, les personnes interrogées attendent des holdings qu'elles fassent mieux connaître leurs stratégies, leurs positionnements, et souhaitent que leurs dirigeants s'expriment régulièrement. La question du versement des dividendes est aussi essentielle, les montants distribués étant généralement peu élevés. Présentant le point vue des analystes financiers, M. Bernard Barnier, directeur à la société de Bourse Didier Philippe, s'est appliqué à démontrer « le statut évolutif dans le temps» des holdings. Progressivement, ces sociétés se concentrent sur un métier, simplifient leurs structures et se transforment en groupes industriels comme Arnault dans le luxe ou Bolloré dans les transports.

Expriment le sentiment des « zinzins » (les fameux investisseurs institutionnels), M. Frençois Simonnet, directeur général adjoint des AGF (Assurances générales de France), a affirmé învestir «plus que la moyenne» dans les holdings que dans les

<u>Mines d'or, diamants</u>

Filatures, textiles

[1-10-91

1 121

730 2 035

326,50 1 622

Díff.

inchangé - 10 - 62 - 8,60 + 9

Drief, Cons.

magasins

sociétés classiques. «Les zinzins ne sont pas compétents pour apprécier la qualité d'un investissement industriel direct. » D'où l'attrait des holdings. De plus, «c'est une solution permettant de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier». La sélection de l'investissement repose plus sur un homme dirigeant la

holding que sur des techniques.

Est-ce aussi pour rompre la morosité ambiante que la division « options » de la Société générale a décidé de quitter l'espace d'une journée les marchés financiers pour appliquer ses techniques au monde du sport? Dimanche 27 octobre les spécialistes de cette banque ouvriront à une quarantaine de représentants d'entreprise et d'institutions financières du Royaume-Uni et de France un marché d'options basé sur la demi-finale de la Coupe du monde de rugby. Une notice d'une trentaine de pages détaille les règles du 1991 Rugby Options Market qui, selon ses organisateurs, est «un marché hors du commun qui reste mathématiquement et informatiquement exact ». Les transactions se dérouleront, non pas au siège de la banque ou au palais Brongniart, mais dans l'auditorium de Canal Plus. Décidément, même privés, les banquiers aiment le cinéma.

DOMINIQUE GALLOIS

Alimentation

210,80 - 2,50 Beghin-Say		
379 - 11,50 Bongrain BSN SN SN Carrefour Casino G. Per. 23,75 - 0,15 Guyenne-Gase: LVMH St. 50 + 0,40 Carrefour Casino G. Per. 24,60 + 0,95 CVMH St. 50 + 0,40 Permod-Ricard Promodès Source Perrier Sour	610 2400 932 2050 147,10 1317 4181 — 196,10 1 226 2 500 1 338 1 328	- 6 + 45 - 19 - 45 + 2,30 - 13 + 45 - 7,40 - 15 - 70 + 9

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hanse	Valents	Bans
Radiotechnique. Modiner. Salomoe. Hutchinson. Santkelabo. Total est. B. Prinnigat. Fires Like. Libri. Emis Disass.	+102 + 7.8 + 5.5 + 5.5 + 5.5 + 5.1 +	Cep Commun Hachette Rockette (La)	- 13.3 - 12.7 - 10.4 - 8.1 - 8.1 - 7.9 - 7.9 - 7.9 - 7.1 - 6.6

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RIM (\*)

	MOLE OF	10.41	
	titres	cap. (F)	11
BSN	702 126	658 185 366	ı
Alcatel	881 102	543729333	IJ
Eurotuanel	9 268 990	447 542 740	il
Total cal. B	491 603	435 678 727	H
ELF Aquitaine.	954 46 L	383 075 974	ľ
Eaux (Gen.)	148465	356 181 387	ı
Sté Générale A	634434	293 155 864	ij
LYMH	<del>69</del> 769	289 700 353	ŀ
Sanofi	288 053	285 538 079	H
Paugoot SA	357 <u>202</u>	218311717	1
Hutchinson	l 10:780	202 806 209	١,
Suez Comp	599 886	190958418	lì
Carrefour	90 925	189 929 341	1
Saint-Gobain	364 278	167 559 515	
(°) Du vendred 10 octobre 1991 in		1991 zu jeudi	

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	4-10-91	11-10-91
Or Sin (Tailo ga beare)	65 250	66 500
- (lailo en lingat)	86 750	68 600 FB
Pièce trancaise (20 fr.)	371	378
e Place trançaise (10 k.)	350	
Price stricts (20 fr.)	387	394
Place latine (20 tr.)	375	378
o Pièca tenisionna (20 fr.) .	365	\$76
Somerale	490	- 480
e Souvernin Elizabeth il	495	493
a Dani-Sourcein	390	385
Pièce de 20 dollars	2100	Z 065
- 10 dishare	1 100	1 027,50
e - Sdolers	-565	· 565
- 50 pesos	2440	2 480
20 maris	471	485
- 10 florins	388	395
e - Emphes	220	270

#### **NEW-YORK**

### Une amélioration toute relative

de baisse, la ten-dance s'est très légèrement raffermie durant la semaine écoulée à Wall Street. Mais le

mouvement s'est fait dans la plus grande irrégularité, dénotant un manque total de conviction. A la veille du week-end, l'indice Dow Jones enregistrait une avance de 0,74 %, signe d'une amélioration toute relative.

La nervosité du marché a, il est vrai, grandi à mesure que s'ap-proche l'heure du passage à l'af-fiche des résultats trimestriels des entreprises. Personne n'attend de miracle de ce côté-la, sinon de mauvaises nouvelles. La communauté financière new-yorkaise s'inquiète d'autre part de la mollesse persistante de la reprise économique et de la vague continuelle des licenciements. Finalement, il n'y eut que les dernières statistiques sur la marche de l'économie qui ont un peu calmé les appréhensions, avec des chiffres meilleurs que ceux prévus par les experts.
Ainsi, pour septembre, les ventes
au détail ont augmenté de 0,7 %
(contre une baisse de 0,7 % en
août) au lieu du 0,5 % prévu. Même constat pour les prix de gros, dont la hausse est ressortie à 0,1 % (contre 0,2 % le mois précédent), quand les augures avaient pronostiqué une montée de 0,2 %.

Après quinze jours Lesdits experts n'ont pas voulu être en reste et ont relativisé ces chiffres en soulignant qu'à l'exclusion des ventes d'automobiles, qui représentent un cinquième des ventes au détail, l'indice est resté quasiment inchangé, continuant à entretenir la confusion. Seul point positif aux yeux des professionnels: le plan Bush de relance du crédit. Beaucoup craignent cependant que ses premiers effets met-

tent du temps a	vant de	se mani-
fester.		
Indice Dow Jo	mes du	II octo-
bre: 2 983,68 (c	ontre 2 9	961,76).
- 11	Cours	Cours
	4 oct.	II oct
	58 3/4	61 1/8
Alcon	36 3/8	37
Boeing	48 1/8	48
Chase Man. Bank	17 1/4	18 3/4
Da Pant de Nemours	43 5/8	43 I/4
Eastman Kodak	42 1/8	42 7/8
Exxon :	59 L/8	60 1/8
Ford	30 3/4	30
General Electric	68 3/8	66 1/2
General Motors	38 3/8 43 1/8	37, 3/4 43 7/8
Goodyear	98 1/4	99 7/8
[TT.:	55 1/2	54 7/8
Mobil Oil	68 7/8	69 1/2
Pitter	66 5/8	64 7/8
Schlumberger	65	67 5/8
Texaco	63	65
UAL Corp. (ex-Allegis).	120 3/4	124 U4
Union Carbide	19 7/8	19 3/4
United Tech	43 1/4	43
Westinghouse	21 3/4	18 59 1/4
Хегох Согр	61 1/8	37 44
	_	_

que entièrement ses gains de mer-

credi, le Nikkei perdant 1,34 %.

l'indice soit, malgré la baisse, resté

au-dessus de la barre psychologi-

que des 24 000 points est une

bonne chose. Peu de variations attendues la semaine prochaine, à

moins que les réunions de Bang-

kok aboutissent å un accord pour

laisser le dollar glisser par rapport

aux autres devises. Le marché,

dans ces conditions, pourrait rede-

venir figussier. Indices du 11 octobre : Nikkei,

24 157,72 (c. 24 569,90); Topix,

1 853,33 (c.1 883.32).

Selon les opérateurs, le fait que

### TOKYO

### Coup de frein à la hausse

La Bourse de sur des achats d'arbitrage. Après la Tokyo a enregistré pause de jeudi, le marché repartait une baisse sensible à la baisse vendredi, effaçant prescette semaine, les investisseurs étant enclins à la prudence après six semaines consécutives de hausse au

cours desquelles l'indice Nikkei a engrangé près de 2 200 points. L'indice a terminé la semaine à 24 152,72 points, en baisse de 444,18 points, soit un repli de 1,8 % par rapport à vendredi dernier. Le volume des transactions a lui aussi légèrement baisse. En moyenne, 312,9 millions d'actions ont été échangées quotidiennement au cours de cette semaine de quatre jours, jeudi ayant été férié au Japon, contre 481,3 millions la

semaine demière. Le Nikkei a ouvert la semaine dans la morosité lundi, les investisseurs adoptant une attitude de prudence, craignant que les récentes hausses n'aient surchaussé le marché. Le Nikkei perdait 1,08 %. Poursuite de l'effritement mardi où il abandonnait 0,72 %. Mercredì, l'indice reprenait 1,36 %

	4 oct.	I L oct
Atai	1 060 1 200 1 570 2 720 1 590 1 550 743 5 200	1 050 1 140 1 520 2 690 1 570 1 540 725 5 180 1 590
Toyota Motors	1 300	שככיו

#### LONDRES Inquiétudes politiques -2,6.%

Soulagé une semaine avant par le report des élections au prin-temps prochain, le London Stock Exchange n'a pas réussi ces derniers jours à réexorciser ses démons politiques. Redevenu inquiet après le congrès, pour le moins houleux, du Parti conservateur, il a replongé. Et vendredi, sa baisse atteignait 2,6 %. Le marché a aussi été confronté

à l'affaiblissement de la livre sterling, survenu malgré le discours apaisant du chancelier de l'échiquier sur l'inflation et sur la perspective d'une reprise économique d'ici la fin de l'année. Il est vrai que le recul moins important que prévu de l'inflation en septembre (4,1 % au lieu des 3,7 % escomptés) a limité la portée de son message. Ajoutons que les sauts de carpe de Wall Street n'ont pas peu

contribué à la morosité. Indices «FT» du 11 octobre 100 valeurs, 2 555 (c. 2 624,6); 30 valeurs, 1 953,9 (c. 2 018,7); mines d'or, 166,6 (c. 161,2) Fonds d'Etat, 86,70 (c. 87,26).

	Cours 4 oct	Cours 11 oct.	'n
harter  Ourtandis  De Beers  Tilso  TUS  CI Leuters  Jailever  Vickers	6,87 3,38 5,25 4,75 15,87 14,02 18,25 13,10 9,35 5,05 8,00 1,80	6,85 3,40 5,32 4,84 16 13,65 18,25 13,07 9,38 5,13 7,67 1,67	A B B C I) H K K

#### **FRANCFORT** Six de baisse - 2.1 %

Pour la sixième semaine de suite, la Bourse de Francfort a baissé ces derniers jours, et même bien baissé, puisque d'un vendredi à l'autre le mercure est descendu de 2,1 %. Depuis la fin août, l'indice DAX, un des principaux thermomètres du marché,

a reculé de 5.1 %. Visiblement, la communauté financière allemande, euphorique l'été dernier, n'arrive plus ces derniers temps à surmonter sa déprime. Et pourtant, les derniers indicateurs économiques devraient porter à plus d'optimisme, avec notamment un recul marqué du chômage.

Ce qui n'a pas empêché les étrangers, dont la confiance a été ébraniée concernant la croissance allemande avec les prévisions de ralentissement pour 1992 du FMI, de vendre d'assez importants paquets de titres. Le secteur automobile a été le plus affecté. Indices du 11 octobre : DAX. 1 568,42 (c. 1 601,73); Comnerzbank, 1 820 (c. 1 845).

		Cours .	Cours 11 oct
	ARI BASE BASE Connect bank Deutscheink Hoechst Karstadt Mannesman Stemens Volkswagen	182 250,10 289,20 244 644 244 2598 271 631,30 351,59	185.59 243,70 288 239.50 638 237 664 267 617 339.50
ū	·		

		┝		CSEE		212,90	+
AGF	490,50	<b> </b> _	13,50	4Générale des e	aux	2 395	+
XXA (ex-Cie Midi)	927	<b>(-</b>	26	Intertechnique		845	17
Bull'umpement	120	-	0,50	Labinal		730 	±
Bancaire (C*)	513	17	5	Legrand Lyon, des caux		541	- :
Cetelem		+	-	Matra,		~ 187,60	
CCF CFF	172,20	Ι-	0,80 21	Merlin-Gerin,		522	Ľ
CFI	321,10	[]	4,90	Moulinex (1)		157,80	(+
Chargeurs	931	1	12	Radiotechniqu		550	۱÷ .
CPR	272,50	l_	3,60	SE8		1 640	1 10
Euratirance	1 510	l_	15	SextAvioniqu		304,60	- 8
JAN,	1 862	l_	53	Thomson-CSF.		145,50	I-
ocindus	762	[-	4	1BM		575	<b>[+</b>
Aidland Bank	75	+	0,40	ITT		310,50	
aribas	428,20	+	1,70	Schlumberger Siemens		376,90   2.098	t
ichneider Société générale	676 465,30	-	13 490	dieniels	P	2 1170	نتا
900'ere generate 900'ac	755	ľ	lach.	(1) Dron de s	OUSCTI	ntion: 3.!	I) F.
uez (C- fin.)	319	۱+۱	0,90			!	
ΛP	493,50	-	10,50	<u>Métallur</u>	<u>g/e,</u>		
0.141 4 4			615		T	11-10-91	ט
Bâtiment, tra	avaux j	JU	DUCS		ŀ		┼╼╌
				Alspi		348	- 1
	11-10-91		Dılî.	Dassgult Aviati		389	- 1
sund Porce	930	]	41	De Dietrich Fres-Lille		1 385 332,10	+ 3
Luxil, d'entr		Ľ	6	Penhoet		416	[
Hou) goes		ΙĪ	13,20	Peugeot		614	1+ i
GTM	390	1-	(0	SAGEM	1	1 665	i– 0
lmmob. Phênes	171	<b> </b> -	4,50	Strafor, Facom		830	ļ- 2
l. i.eicbyre	825	1+	9	Valeo		548	†
Lafarge-Cuppee	348,90	1-	8'10	Vallouree	<u></u> -L	320,50	'ـــــــــــــــــــــــــــــــــــــ
Poliet SGE-SB	548 443	12	1 5	<b>Produits</b>	chi	miane	
			_	* 100min	<u> </u>		
		٠-					_
	tchouc	<u>.                                    </u>				11-10-91	D
	tchouc			Ind Mirana		<del></del>	
	11-19-91	_	Dui	Inst. Mérieux " Roussel-Uclaf "		4400	D
VIines, caou	11-10-91	_		Inst. Mérieux " Roussel-Uclaf " Synthélabo		<del></del>	- - -
Wines, caou	717	  -	18	Roussel-Uclaf .		4 400 1 853	-
Mines, caou	717 267,50	<u> </u>	18 6,50	Roussel-Uclaf .		4 400 1 853	-
idophysique metal	717 267,50 79,50 124,40	-  -  +  +	18 6,50 0,10 0,20	Roussel-Uclaf . Synthelabo		4400 1853 1 010	
idophysique metal detaleurop ditchelm RTZ	717 267,50 79,50 124,40 55,10	-  -  +  +	18 6,50 0,10 0,20 0,60	Roussel-Uclaf Synthélabo Notionne	10	4400 1853 1 010	tatio
Géophysique	717 267,50 79,50 124,40	-  -  +  +	18 6,50 0,10 0,20	Roussel-Uclaf Synthélabo Notionne	10	4400 1853 1 010	tatio
Geophysique	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61	-  -  +  +  -	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Roussel-Uclaf Synthélabo Notionne	10	4400 1853 1 010	tatio
Geophysique Interestal Metaleurop Interestal	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61	-  -  +  +  -	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Roussel-Uclaf Synthélabo Notionne	10	4400 1853 1 010	tatio
Geoghysique Imetal Metaleurop Michelm RTZ	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61	-  -  +  +  -	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Roussel-Uclaf Synthélabo Notionne	l 10 de co	4400 1853 1 010	tatio
Geophysique Interestal Metaleurop Interestal	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 51,61 1,61	xe	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Roussel-Uclaf Synthelabo Notionnel Nombre	l 10 de co	4400 1853 1 010	tatic
Mines, caou  Goophysque metal Metaleurop Michelon RTZ	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61	xe	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Notionnel Nombre  COURS	l 10 de co	4400 1853 1 910 %. – Co	tatic 07 1
Geophysque	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi	xe	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04	Roussel-Uclaf Synthelabo Notionnel Nombre	l 10 de co	4400 1853 1 910 %. – Co	tatic 07 1
Géophysique	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi	xe	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04 Diff.	Notionnel Nombre  COURS	l 10 de co	4400 1853 2 010 %. – Coontrars : 1	tatic 07 1
Geophysique	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 1-10-91 12-10-91 122,20 100,60	xe	18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,75 0,25	Notionnel Nombre  COURS  Premier	l 10 de co	4400 1853 2 010 %. – Co ontears : 1 DEC. 107.,	tatic 07 1
Geophysique Imetal Métaleurop Michelin RTZ ZU Valeurs à ret ou indexé  8,50°, 1977 19°5, 1978 9°5, 1978	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 190,60 190,60 99,65		18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,75 0,09 0,25 ch.	Notionnel Nombre  COURS	l 10 de co	4400 1853 2 010 %. – Coontrars : 1	tatic 07 1
Geophysique Imetal Métaleurop Michelin RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi 11-10-91 122,20 100,60 190,60 99,65 102,35		0,75 0,25 0,75 0,04	Notionnel Nonthee  COURS  Premier	l 10 de co	4400 1853 1 010 %. – Co interes : 1 DEC. 107.,	tatic 07 1
Geophysque	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 11-10-91 122,20 100,60 90,65 4081		18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,16 6	Notionnel Nombre  COURS  Premier	l 10 de co	4400 1853 2 010 %. – Co ontears : 1 DEC. 107.,	tatic 07 1
Geophysique Imetal Metaleurop Michelin RTZ ZCT  Valeurs à rev ou indexé  8,50°, 1977 19°50°41978 0°61979 0.80°41979 0.80°41979 0.80°41979 0.80°41979 0.80°41979 0.80°41979 0.80°41979	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,25		0,50 0,10 0,20 0,60 0,04 0,75 0,75 0,75 0,25 ch. 0,16 0,20	Notionnel Nombre  COURS  Premier	1 10 de co	4400 1853 1 010 %. – Co ontrars : 1 DEC. 107., 107.,	tatic 07 1 91 91 80 86 8
Geophysique	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 180,60 190,60 190,60 192,35 4081 99,25 99,25		18 6,50 0,10 0,20 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,16 6	Notionnel Nonthee  COURS  Premier	1 10 de co	4400 1853 1 010 %. – Co interes : 1 DEC. 107.,	tatic 07 1 91 91 80 86 8
vlines, caou  idophysique metal detaleurop dichelm strz  valeurs à rev ou indexé  valeurs à 1977 0 to 1978 0 to 1978 0 to 1979	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,25		0,50 0,10 0,20 0,60 0,04 0,75 0,75 0,75 0,25 ch. 0,16 0,20	Notionnel Nombre  COURS  Premier	1 10 de co	4400 1853 1 010 %. – Co ontrars : 1 DEC. 107., 107.,	tatic 07 1 41 24 80
Geophysque	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 1-10-91 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,05 99,06 99,40		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 6 0,20	Notionnel Nombre  COURS  Premier + haut - toss  Dernier Compensation	1 10 de ce	4400 1853 1 010 %. – Co ontrars : 1 107., 107., 107.,	+ tatic 07 1 41 44 80 16 18
Geophysque	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 1-10-91 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,05 99,06 99,40		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 6 0,20	Notionnel Nombre  COURS  Premier	1 10 de ce	4400 1853 1 010 %. – Co ontears : 1 107., 107., 107.,	1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Vines, caou  idophysique metal Métaleurop dichelm RTZ  Valeurs à rev ou indexé  (50 °) 1977 0 °5 1978 0 °5 1978 0 °5 1979 0 °5	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 1 1-10-91 122,20 180,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,06 99,40 78,65		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 6 0,20 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier + haut - toss  Dernier Compensation	I 10 de co	1400 1853 1853 1800 %. – Contrars : DEC. 107., 107.,	+ tatic 07 1 41 44 80 16 18
Geoglysque	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 1-10-91 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,05 99,06 99,40		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 6 0,20	Notionnel Nombre  COURS  Premier + haut - toss  Dernier Compensation	I 10 de co	1400 1853 1853 1800 %. – Contrars : DEC. 107., 107.,	1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Géophysique Imetal Métaleurop Michelin RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,01 99,40 78,65 99,01 99,40		0,75 0,10 0,00 0,60 0,04 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier + haut - toss  Dernier Compensation	i 10 de ce	4400 1853 2 910 % Co ontears : 1 107., 107., 107., 107.,	1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Mines, caou  Géophysique Imétal Métaleurop Michelin RTZ ZCI Valeurs à ret ou indexé  8,50 ° v 1977 19 % 1978 19 % 1978 9 % 1979 10.80 % 1979 CNE 9 % CNB 9 w 5 000 F CNB Parbas 5 000 F CNB Suez 5 000 F CNI 5 000 F CNI 5 000 F Valeurs divei	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,06 99,01 99,40 rses		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 6 0,20 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier + haut - toss  Dernier Compensation	i 10 de ce	1400 1853 1853 1800 %. – Contrars : DEC. 107., 107.,	+ tatic 07 1 41 44 50 66 88 8
Géophysique Imetal Métaleurop Michelin RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 190,60 190,60 190,60 99,01 99,25 99,01 99,40 rses		0,10 0,10 0,60 0,60 0,04 0,05 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier	JME +1	1400 11853 1 010 % Co mitrate : 107., 107., 107., 107., 107., 107., 54 665	1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Géophysique Imetal Ménaleurop Michelm RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 11-10-91 122,20 180,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,06 99,06 99,40 7565 11-10-91 724 668 2 390 709		0,75 0,10 0,00 0,60 0,04 0,75 0,09 0,25 ch,10 6 0,20 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier	JME +1	1400 11853 1 010 % Co mitrate : 107., 107., 107., 107., 107., 107., 54 665	# tatic 07 1 41 24 80 16 18 8 1 6.
Géophysique Imetal Métaleurop Michelm RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 1 1-10-91 122,20 190,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,06 99,40 724 668 2 290 326		0,10 0,10 0,00 0,60 0,04 Diff. 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 Diff. S6 3 70 17	Notionnel Nonthre  Notionnel Nonthre  COURS  Premier + haut Compensation  LE VOLL  RM	JME 4-	1400 11853 1 910 % Co mitrats: 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107.,	1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Mines, caou  Géophysique Imétal Métaleurop Milchelin RTZ ZCI ZCI Valeurs à ret ou indexé  8,50 ° v 1977 19 ° a 1978 9 ° a 1978 9 ° a 1979 10.80 ° a 1979 CNB Paribas 5 000 F CNB Paribas 5 000 F CNB Paribas 5 000 F CNB 15 000 F CNI 5 000 F	11-10-91 717 267,50 79,50 124,40 55,10 1,61 Venu fi 127,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,01 99,40 78:45 668 2 390 709 326 1 016		0,75 0,10 0,00 0,60 0,04 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier	JME 4-1 2 2 2 6 7 2	1400 1853 1853 1010 % Co nitrates: 107., 107., 107., 107., 107., 109.] 54 665	# tatic 07 1 44 80 66 18 16 7 55 5
Geophysque Imetal Métaleurop Michelm RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 79,59 124,40 55,10 1,61 Venu fi 122,20 190,60 190,60 190,60 99,01 99,25 99,01 99,40 99,01 99,40 724 668 2 290 709 326 1 016 455		0,10 0,00 0,60 0,04 0,05 0,05 0,09 0,25 0,16 6 0,20 0,10 0,10	Notionnel Nonthre  Notionnel Nonthre  COURS  Premier + haut Compensation  LE VOLL  RM	JME 4-1 2 2 2 6 7 2	1400 11853 1 910 % Co mitrats: 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107., 107.,	# tatic 07 1 44 80 16 18 16 16 17 5 5 16 16 17 5 5 16 17 5 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18
Geophysique Imetal Métaleurop Michelin RTZ ZU  Valeurs à rev ou indexé  8.50 % 1977 10 % 1978 9.50 % 1978 9.50 % 1979 0.50 % 1	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 11-10-91 122,20 180,60 99,65 1481 99,05 99,05 99,06 99,06 99,40 724 668 2 290 326 1 016 0 326 1 016 1 016		0,10 0,60 0,60 0,04 0,04 0,05 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 0,10 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier	JME 4-1 2 2 2 9 3 3	1400 1853 2 010 % Co ontrars : 1 107., 107., 107., 107., 107., 109.] 54 665 99 516 65 019	1 60 1 6 1 6 1 6 1 6 1 6 1 6 1 6 1 6 1 6
Geophysique metal	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 1,61 122,20 180,60 190,60 99,65 102,35 4081 99,25 99,06 99,06 99,40 78,25 99,06 11-10-91 72,4 668 2 290 724 668 2 290 326 1 816 455 327,10		Diff.  0,75 0,09 0,00 0,75 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 0,10 0,10 17 12 14 5 6,90 3,50	Notionnel Nombre  COURS  Premier  + haut  - bas  Dernier  Compensation  LE VOLL  RM  Comptant  R. et obl.  Actions  Total  INDICES	110 de ce	14400 1853 2 910 % Co ontears : 1 107., 107., 107., 107., 107., 107., 109.] 54 665 99 516 65 019	1 6 1 8 9 3 ENS
Géophysique Imetal Ménakurop Michelin RTZ ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZCI ZC	11-10-91 717 267,50 124,40 55,10 1,61 11-10-91 122,20 180,60 99,65 1481 99,05 99,05 99,06 99,06 99,40 724 668 2 290 326 1 016 0 326 1 016 1 016		0,10 0,60 0,60 0,04 0,04 0,05 0,09 0,25 ch. 0,10 0,10 0,10 0,10 0,10	Notionnel Nombre  COURS  Premier	110 de ce	1400 1853 2 010 % Co ontrars : 1 107., 107., 107., 107., 107., 109.] 54 665 99 516 65 019	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

461,10 - 20,50

3.30

0,50

Général

660 460.70

Havas.

L'Oréal .....

Saint-Goban

Sautoes Châtallon

nent, tra	iyaux i	publics		11-10-9	l Dit	r	Gal. Lalayet Nouv, Galer		1 622 502	+ 3			
			,\lspi	348	- 18		Printentos		832	_ 2ô			
	11-10-41	Diff.	Dassault Aviatio	n., 389	- 11		La Redoute.		4 780	+ īī			
		<del></del>	De Dietrich	L 385	+ 35		SCO.7		.30,55	- 0,5	5		
enti	930	- 43	Fres-Lille			10					_		
٠	595	- 6	Penhoet		- [ <del>]</del>		Pétrole	e					
(c)ućaty	282 390	- 13,20  - (0	Peugeot SAGEM		- 10		I caon	<u></u>					
Phenry	17L	- 4.50	Strafor, Facom		- 23						_		
rre	2 2 2	+ 9	Valeo		+ 3			- 1	11-10-91	Diff.			
Upper	348,90	- 8.10	Vallouree		ol- õ.	50	DD C	r	137	+ 2.8	_		
	443	- i					BP-France . ELF-Aquita	inn	409,80	+ 2.8			
	548	- 5	Produits a	Produits chimiques				Esso			•		
	401.000						Primagaz	623 533	+ 23				
s, caou	<u>icaouc</u>			11-10-9	I Dıt	T	Sogerap		370	Each.			
			Inst. Mérreux	4400	- 20		Total		918	+ 52	_		
	11-10-91	Dui	Roussel-Uclaf		1- 7		Exxon		346,80	+ 8.8	Đ		
		<del>                                     </del>	Synthelabo		+ 50		Petrofina Royal Dute		843   460	+ 62			
sique	717 267.50	- 18 - 6.50				_	Koja Duk	4	460	+ 4			
rop	79.50						A T15						
1	124.40					M.	ATIF						
	55.10		Notionnel	10 % C	otation	eng	ourcentag	e du 11	octobre	a 1991			
	1,61	- 0,04		le contrats :			•						
						-							
<u>urs à re</u> i	venu ri	<u>xe</u>											
dexé				I			ÉCHÉANCES						
<u></u>			COURS	<u> </u>	<del></del>						_		
	11-10-91	Diff.	{	DEC	. 91	M/	ARS 92	JUIN 92	SI	EPT 92			
i	17210-71		Premier	<del>-   10-</del>	71	-	07,32	187,66	<del></del> -		_		
977	122,20		r remier	107	107,24		107-24						
78	100,60		+ haut	107	107.30		107.32		- 1				
978	100,60						<del></del>				_		
1070	99,65	lack.	+ 625	107	107,06		167,16		(				
1979	102,35 4081	+ 0.10	2						<del>-</del>		_		
% . 5 (M) F	99,25	+ 6 - 0,20	Deraier	147	107.18		07.22	107,56	. I				
ibas 5 UUU F	99.06	+ 0,01	Compensation	107	107,18		07,24	107.58		107.38			
25 000 F	99,01	7 4,5.	Compensation	101	101/19   10		107,30		107,00				
切 F	99.40	+ 0.10											
			LE VOLUE	ME DEC	TO A A I	0.40	TIONE !-	:		£	.		
ırş divel	<u>ses</u>		LE VOLUI	NIE DES	IKAN	SAL	I IUNO (B	n mine	rs de l	rrancs	"		
			L		Cours d	n Acti	dredi au jeuc	ļi			_]		
j	11-10-91	13it);		410-91	7-10	10	8-10-91	9-10-9	<i>1</i> 1	0-10-91	7		
- 1	724		1 -	7.10-71		<del>-/-</del> -	<u> </u>	+ ~	<del>- + -</del>	<u> </u>	┪		
·;·····		- 56	RM	2 254 665	1 624	1571	1 705 934	1 811 3	: 1 AS	116 666	ان		
uk:∤	668 2 290	+ 3 - 70		2 224 003	, , ,		7 702 734	1	ב ן שני	110 000	1		
·	709	- 17	Comptant	6 799 516		928	4 511 280	6 329 6		841 630	٠l		
	326	- 12	R. et obl.										
	1 016	- 14	Actions	265 019	<u> </u>	1521	210 187	135 3	198	99 160	긱		
u, ,,,,,,,,	455	+ 5	Total	9 319 200	0 310	651	6 427 401	8 276	371 110	057 16	, l		
	327,10	- 6,90	1								1		
Na. 3	139	+ 3.50	INDICES	<b>OUOTID</b>	IENS	(INS	EE base 10	XQ, 28 dé	cembre	1990)	1		
		- 4	,	-				1			1		
wl	45,75		Françaises .	121.1	120	ايا	120,4	120,3		120,2	١		
City	487	- 59	Etrangères . l	115,4	115	اعبا	114,9	1115,2	٤ I	115,1	1		
	171	- 7.50									4		

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 100, 28 décembre 1990)

490,8 | 489,6 | 490,6 | 488,9 | (base 1 000, 31 décembre 1987)

... | 1843,58 | 1848,11 | 1843,43 | 1843,64 | 1833,82

8-10-91 9-10-91 10-10-91 11-10-91

# MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX Rareté des emprunts français en dollars 1 débiteur de libellée dans la devise américaine, l'objet de contrats

nier, il avait levé des fonds en écus et son opération s'était effec-tuée sous le couvert de la République française. C'était alors une pratique courante que de faire bénéficier de la garantie de l'Etat les emprunts internationaux de plusieurs établissements publics. Entre-temps, les autorités ont décide de laisser ces débiteurs voler de leurs propres alles. La garantie n'est plus accordée que dans des cas exceptionnels: Cela fait que ces emprunteurs, s'ils veulent obtenir les meilleures condi-tions possibles, doivent convaincre les investisseurs de leur qualité

A cette fin, ils out fait appel à des juges dont l'impartialité est reconnue partout dans le monde, Moody's et Standard & Poor's, les deux principales sociétés américaines d'évaluation de crédit. Leur ingement peut prendre du temps. Dans le cas du Crédit foncier, n'a été prononcé qu'au mois de septembre, ce qui explique pourquoi cette entreprise a tant tardé à revenir sur l'euromarché. Le verdict est flatteur. Une des deux sociétés américaines considère la qualité de sa signature comme la plus grande qui soit et l'autre, un peu plus sévère, lui donne une note qui, sans être la meilleure, s'en approche de près.

ll y a quelques semaines encore, le Crédit foncier envisageait de faire sa grande rentrée sur le marché de l'eurofranc afin de se procurer directement des ressources dans la monnaie dont il a le plus l'emploi. Le compartiment de l'evrofranc s'est tant développé qu'il permet désormais de lever des fonds en quantité très importante. Cette solution semble pourtant avoir été écartée. Si la transaction se concrétise, comme prévu, au début de cette semaine, il est très probable qu'elle soit libellée soit en dollars, soit en écus. Dans un cas comme dans l'antre, elle bénéficierait certainement d'un retenissement plus important que si

Le Crédit foncier de France s'apprête à contracter un grand emprunt sur le marché des capitaux, qu'il n'a plus sollicité depuis près d'un an. En novembre derigier il avait lauf des fonds an configuration des fonds and configur rable. Cela fait près de deux maines qu'il n'y a plus eu de grand nom sur ce marché; de nombreux candidats se sont désistés, sans doute effrayés par l'am-pleur de la spéculation déclenchée par les discussions menées actuellement au sein de la Communauté des Douze, au sujet de la définition de l'écu, dont la composition devrait être révisée en 1994. Cette question est loin d'être résolue, et il faudra vraisemblablement atten-dre le mois de décembre pour être fixé à ce sujet. Mais le marché semble être maintenant revenu à la raison. Les différentes éventualités ont toutes été prises en compte, et la confiance des investisseurs est apparemment de

#### Une offre d'actions sud-africaines

Si la tendance qui se manifestait à la veille du week-end en ce qui concerne le dollar se confirme, si la perspective d'une nouvelle tente des taux d'intérêt se précise outre-Atlantique, un emprun-teur de renom aurait vraisemblablement encore plus de chances d'être bien reçu des investisseurs. En tant que débiteur français, il profiterait d'un avantage supplé mentaire, celui de la rareté. On compte sur les doigts de la main les entreprises françaises du secteur public qui, ces dernières années, se sont adressées an compartiment de la devise américaine pour y émettre des obligations destinées à être cotées en Bourse. Les emprunteurs français en écus sont, au contraire, très fréquents. Les grands gestionnaires de fonds, soucieux de diversifier au mieux leurs portefeuilles de titres, sont sensi-

l'ordre de 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) et sa durée sera probablement d'une dizaine d'années. Si l'offre était

elle ferait l'objet de contrats d'échanges, de façon à procurer à l'emprunteur des fonds en francs français, et également en d'autres monnaies, auxquelles sont asso-ciées des rémunérations relativement faibles telles que le deutschemark et le franc suisse.

L'attention des spécialistes est d'autre part retenue présentement par plusieurs offres internationales d'actions. Pour ce qui est des entreprises françaises, une opéra-tion de l'ordre de 2,5 milliards de francs, pour le compte de Total, suscite partout un très vif intérêt. La transaction de Total est vrai-ment internationale et le placement des titres se fera de part et d'autre de l'Atlantique. Paribas et Lehman Brothers sont les deux banques chargées du montage et de la coordination de cette émission, dont le prix devrait être arrêté la 21 octobre.

La prochaine introduction en Bourse des actions du Crédit local est également attendue avec impatience et on s'en préoccupe d'au-tant plus qu'il est maintenant certain que l'offre comportera une tranche internationale.

Mais la transaction nouvellement annoncée, qui a peut-être le plus fait sensation, porte sur les actions d'une société sud-africaine, Liberty Life Association of Africa Ltd. Cela faisait des années qu'il n'y avait plus eu d'offre de titres à revenu variable de cette origine. Contrairement à ce qui s'est pro-duit sur le marché obligataire, où le retour de l'Afrique du Sud était prévu depuis plusieurs mois, peu nombreux étaient ceux qui attendaient une émission d'actions pour cet automne. La question des investissements en titres sud-africains continue de susciter de vives controverses. Cela n'a pas empêché la constitution d'un prestigieux groupe de direction qui, placé sous la conduite de la ban-que britannique, S.G. Warburg, comprend également parmi ses principaux participants, Paribas l'Union de banques suisses, et

N.M. Rothschild, CHRISTOPHE VETTER

bles à de tels arguments. Le volume de l'opération envisagée par le Crédit foncier est de **DEVISES ET OR** 

### Un G7 peu préoccupé par les changes

sans nul doute, occupé bien peu du temps des ministres des finances du groupe des Sept, réunis à Bang-kok vendredi 11 et samedi 12 octobre. Depuis leur dernière rencontre, en juillet, la monnaie américaine a amorcé un repli net. Un fait d'autant plus intéressant que, contraire-ment à la plupart des périodes qui ont suivi l'accord de stabilisation des changes signé au Plaza en 1985, ce repli s'est effectué pratiquement en l'absence des banques centrales.

Soit les Sept sont devenus suffisamment puissants pour que la simple affirmation de leur volonté suffise à infléchir une tendance, soit les facteurs qui ces derniers mois, semblaient justifer une teprise du billet vert (arrêt de l'as-souplissement du crédit aux Etats-Unis, perspectives de reprise éco-nomique...) n'ont pas de fondement soffisamment solide. De juillet à octobre – d'une réunion des Sept à l'autre, - on peut douter du regain d'activité aux Etats-Unis, mais certes pas de l'assouplissement du crédit opéré par les autorités moné-taires de Washington.

Les cours des principales devises, done, suivent depuis plusieurs semaines des mouvements très ordonnés. On est pourtant loin du calme plat. Rumeurs multiples (attentat contre Mikhail Gorbatchev, disparition de Boris Eltsine...), achats spéculatifs, ont animé une semaine au cours de

\$ E.U.

petite tendance haussière du billet vent Le mouvement a bien sûr été alimenté par l'absence de nouvel assouplissement du crédit aux Etats-Unis. Au total, la monnaie américaine a gagné près de 10 cen-times d'une semaine à l'autre, pas-sant à Paris de 5,6800 francs à 5,7665 francs dans les cotations officielles. Contre le deutschemark le billet vert a fluctué entre 1,6638 1,6949, et a été peu affecté par l'annonce, vendredi, d'une hausse modérée (+ 0,1 %) des prix de gros aux Etats-Unis en septe

#### Poussée subite

Seul le yen a continué à progresser par rapport au dollar, qui est passé de 130,20 yens vendredi 4 octobre à 129,85 yens une semaine plus tard. Que faut-il pen-ser de cette poussée récente du yen? Certains rappellent que cette tendance est naturelle, et ne fait que corriger la grande glissade de la monnaie gippone en 1989 et en 1990. D'autres n'hésitent pas à accuser les responsables de Tokyo de favoriser à court terme une remontée du yen, afin de contrer d'éventuelles critiques occidentales face à la poursuite de l'accroisse-ment de l'excédent commercial de l'archipel. Il est en tout cas souhaitable pour tous que le raffermis-sement du dollar, s'il se poursuit, ne se traduise pas par un nouve

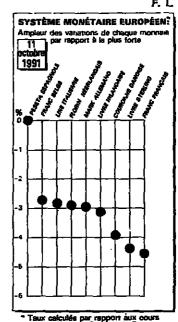
**Horin** 

17,3430 67,4991 59,1016 2,8694 52,4521 0,87898 17,5238 68,2360 59,7193 2,8985 52,9941 0,07987

de tensions politiques et décourageant pour les investisseurs nippons à l'étranger.

Rien de très nouveau dans le SME, et en tout cas rien de très favorable au franc, qui se traîne toujours en queue du système. La cours des dernières séances, la monnaie allemande passant de 3,4086 francs à 3,4075 francs. Ce cours n'a pas de quoi inquiéter particulièrement les autorités monétaires françaises, mais interdit touiours tout assouplissement du crédit, surtout en période de tensions sociales et de discussions budgétaires vives.

Quant à la livre sterling, clie sête dans une ambiance plutôt morose le premier anniversaire de son entrée dans le SME. Si la baisse des taux entamée depuis octobre 1990 est impressionnante et si des progrès très nets sont actuellement registrés dans la lutte contre l'inflation (+ 4,1 % entre septembre 1990 et septembre 1991), la perspective d'élections générales mouvementées pèse sur le climat financier. En un mois, la livre sterling a perdu 10 centimes, cotant vendredi 11 octobre 9,9105 francs.



วน

érale.

ment

et les

35 par

orma-

ement

:pvisa-

abora-

:. Une

sident

aitrov.

: soir.

efuser

ature.

xcluait

avec le

: d'Ah-

la vie

de ren-

ZOUVET-

veulent

moins.

iveme-

on des

ui s'est

ession. du syn-

ı Parti

ni aussi

ion, les

it donc irulents.

les Bul-

nd esprit

violence.

que les

fussent

entateurs

ler... de

inérales

r y voir

FRALON

e

MATIÈRES PREMIÈRES

### Détente sur les céréales

Les marchés céréaliers ont connu une certaine détente cette semaine aorès l'annonce par le département américain de l'agriculture (USDA) de récoltes plus importantes que prévu. A la fin de l'été, la sécheresse persistante dans les zones de production avait laissé craindre l'incapacité de Washington de répondre aux besoms supplémentaires de l'URSS. Il semble désormais qu'il n'en sera

En tout état de cause, le seul obsracle susceptible de se dresser dans les échanges de grain américano-soviétiques est d'ordre financier (les conditions d'octroi de crédit). Les volumes de marchandise disconible devraient suffire à satisfaire les demandes d'importation.

Dans son rapport mensuei de pro-duction publié le 10 octobre, l'USDA a certes révisé en baisse de 860 000 tonnes son appreciation sur la récolte de blé pour la campagne 1991-1992, qui atteindrait 53.91 millions de tonnes, contre 74,4 millions de tonnes en 1990-1991. La récolte de mais a en revanche été révisée en hausse de 4,7 millions de tonnes. pour frôler les 190 millions de tonnes. Le marché tablait jusqu'ici sur un volume de 186 milions de

De source américaine, on explique que les rendements ont été meilleurs que prévu dans le Midwest, en parti-

PRODUITS	COURS DU 11-14			
Cuivre h. g. (Louises)	1 353 (+ 11)			
Trois mons	Livres/tonne			
Aleminium (Louis)	1 141 (— 3)			
Trois mois	Dollars/mase			
Nickel (Londins)	7 545 (+ 45)			
Trais mais	Dollary tonne			
Secre (Ptris) Décembre	276,50.(1,50) Dollars/tonne			
Cufé (Londres)	513 (+ 21)			
Novembre	Livres/tonne			
Caces (New-York)	1 266 (- 15)			
Décembre	Dollars/tonne			
Blé (Chago)	347 (+ 3)			
Décembre	Cents/boissean			
Mais (Carago)	249 (~ 4)			
Décembre	Cents/boisseau			
Sofa (Chicago)	179,40 (- 11,6)			
Octobre	Dollars/t. course			
Le chiffre entre parenthèses indique l				

Nebraska, où la sécheresse n'a pas été trop « méchante ». Les gelées précoces de septembre n'ont pas non plus eu d'impact néfaste sur les semis plus tardifs. L'USDA a aussi révisé à la hausse (+3,2 millions de tonnes, soit 52,6 millions de tonnes) la production de graines de soja des Etats-Unis, les cultures ayant bénéficié de bonnes précipitations.

Dans ce même rapport mensuel jugé «baissier» par les opérateurs (les informations sur les récoltes devraient avoir un effet défavorable sur le marché), le département américain de l'agriculture a révisé en baisse son estimation de la production soviétique de grain - céréales et tubercules, - tout en maintenant nour l'instant ses prévisions d'importations. La production de grain est ainsi estimée à 187,5 millions de tonnes (contre 190 millions de tonnes prévues en septembre). En 1990-1991, la récolte soviétique avait atteint 235 millions de tonnes.

#### Des obstacles budgétaires

Dans le détail, l'USDA estime que Moscon produira 83 millions de tomes de blé et 90,5 millions de tomes de céréales secondaires, con-tre respectivement 108 millions de tonnes et 113,3 millions de tonnes l'an passé. Quant aux achais soviétiques, ils porteraient, selon les Etats-Unis, sur 21 millions de tonnes de ble (14,8 millions de tonnes en 1990) et sur 15 millions de tonnes de céréales secondaires (dont 8 millions de tonnes de maïs), contre 11,1 millions de tonnes au cours de

Le 10 octobre, l'URSS a acheté 770 580 tonnes supplémentaires de blé américain dans le cadre du programme d'exportations subventionnées avec un soutien de 59,44 dollars la tonne. Cette transaction est me des premières de la nouvelle campagne commerciale 1991-1992 commencée en octobre et pour laquelle les Etats-Unis ont accordé à Moscon des garanties de crédit de 175 millions de dollars pour financer des achais de blé en grain ou de

En mars, Washington avait déjà onvert un quota spécial de 2 mil-lions de tonnes de blé subventionné. mais celui-ci a été quasiment épuise, 21 250 tonnes restant disponibles. La vente annoacée le 10 octobre sera assurée physiquement par sept dispression de la contraction rencon gramme s.

5 . . . . <u>9</u>

culier dans l'Illinois, l'Iowa et le exportateurs entre le 15 octobre et le Cargill, Continental grain, Union Equity Cooperative Exchange, Louis Dreyfus, Tradigrain, Alfred Toepfer et Mitsubishi International

Mais selon les estimations du

Journal of Commerce à Washington, l'USDA risque de se heurter à des obstacles budgétaires qui le condui-ront à limiter à 1,7 milliard de dollars ses garanties de crédit supplé-mentaire à l'URSS pour l'année fiscale 1992. Les autorités budgétaires estiment en effet que les pro-grammes dits «GSM 102 et 103» (garantie de prêts à court et moyen terme contractée par des pays tiers achetant des céréales américaines) devront être plafonnés à 5,5 milliards de dollars. Or depuis le le octobre, 2,5 milliards de dollars ont déjà été alloués à onze pays au titre de ces programmes, dont 585 millions de dollars à l'URSS.

Le président George Bush n'a pas exclu de dépasser le budget prévu, l'hiver prochain, si la situation soviétique l'exige. Les garanties de crédit non utilisées par certains bénéficiaires pourraient aussi être transfé-rées à d'autres pays. Il reste que l'URSS est à l'affiit de la moindre somme pour financer des achats céréaliers qui s'annoncent massifs, Le Canada, après consultation des grands pays industrialisés, a fait savoir en fin de semaine qu'il aug-menterait sa ligne de crédit à **FURSS** pour le financement d'achats de grain. La question devait être discutée à Bangkok, lors de la réunion des ministres des finances du groupe des Sept.

ÉRIC FOTTORINO

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 OCTOBRE AU 11 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

 9.9117
 5,7664
 389,28
 340,78
 16,5451
 302,49
 4,5545

 9,9350
 5,7665
 389,389
 340,788
 16,5451
 302,4112
 4,5579

 25466
 L,8815
 25,6931
 87,5391
 4,2510
 77,7678
 1,1762

 2,5514
 1,4658
 25,6812
 87,5396
 4,2178
 77,6629
 1,1762

 2179,73
 1251
 219,3989
 854,3159
 747,6858
 36,2898
 663,487

 2272,954
 129,70
 21,4939
 87,5464
 76,6548
 3,7216
 68,0304
 0,1624

 226,33
 130,90
 22,7810
 88,7869
 77,6351
 3,7681
 63,8924
 0,1038

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 11 octobre, 4,4456 F contre

### Confiance persistante dans la baisse des taux

M. Pierre Bérégovoy n'aurait pu être plus clair. Il ne sera pas «l'homme de la dévaluation». 3-t-il déclaré, dimanche 6 octobre, en réponse aux rumeurs concernant sa prochaine démission qui avaient perturbé les marchés la semaine précé-

A tous ceux qui s'inquiètent de la montée des tensions sociales en France, de possibles envies de générosité de la part de Matignon ou de l'Elysée, le ministre a tenu à rappeler qu'il restait maître à bord en cette période de turbulences et qu'il ne fallait pas compter sur lui pour modifier sa politique. Du coup, le marché parisien, s'il reste sensible à toute rumeur concernant les orientations de la politique économique, a

retrouvé une certaine sérénité. Sur le marché monétaire, un assouplissement sensible des taux a été enregistré, au point que la Banque de France a fini, vendredi 11 octobre, par retirer 20 milliards de francs de liquidités afin de maîtriser le « II ». Celui-ci était combé incur» 21/21/66 des banques tombé jusqu'à 813/16%, les banques ayant constitué à l'avance les

réserves dues au 15 octobre Des liquidités, la Réserve fédérale américaine en a elle aussi retiré du marché, à plusieurs reprises cette semaine. Si les mesures d'incitation à la distribution du crédit par les banques annoncées durant la semaine laissent à penser que la Réserve fédérale est toujours très inquiète du «credit crunch», elle n'a

pas pour autant procédé à un nouvel assouplissement des taux à court taux aux Etats-Unis et en France et assouplissement des taux à court terme sur lequel de nombreux opérateurs avaient parié cette semaine. Tout au contraire, elle a drainé des fonds à plusieurs reprises, contribuant au maintien du taux des «Fed Funds» (l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) un peu au-dessous de 5 1/4 %. Ce taux est considéré comme celui de référence pour la Fed depuis son dernier assouplissement du crédit, le

Le secteur des obligations à long terme, qui avait tout d'abord très mal réagi aux interventions sur le marché, s'est finalement repris en fin de semaine, estimant sans nul doute qu'une nouvelle baisse des taux est inévitable, et qu'il suffit de se mon-trer patient. A 7,89 %, le rendement de l'emprunt phare à trente aus 8 1/8 % était d'ailleurs à peine plus élevé le 11 octobre qu'une sema plus töt.

13 septembre dernier.

#### Hansse du MATIF

Dans la foulée de la détente du marché monétaire et de la solidité de la place allemande, le MATIF s'est montré fort bien orienté, particulièrement au cours de la journée de jeudi. Le contrat notionnel échéance décembre a clôture ven-dredi pratiquement au plus haut de la semaine, à 107,18, et ce dans un volume de transactions important. Si

à la stabilité en Allemagne, les opérateurs ne désespèrent pas de pou voir toucher 108, voire 109, au cours des prochaines semaines. Détente du marché monétaire.

forte hausse du MATIF... Tout cela avait de quoi décider les investisseurs sur le marché primaire français à ne pas rester à l'écart. Trois emprunts importants ont été émis cette semaine et ont bénéficié de la belle embellie de jeudi. Gaz de France a lancé un emprunt nouveau de 1.5 milliard de francs à neuf ans, au rendement nominal de 9% et actuariel de 9,30 %. La Compagnie bancaire a lancé 1,6 milliard à dix ans, dont le rendement de 9,30 % est ressorti à 9,295 %.

Ouant à la CRH (Caisse de refinancement hypothécaire), son emprunt de !,! milliard à dix ans et 9,30 % a été accompagné d'un ren-dement actuariel de 9,15 %. A signaler une intéressante offre pub de rachat sur plusieurs lignes obliga-taires du Crédit local de France (CLF). La filiale de la Caisse des dépôts et consignations a souhaité profiter de l'écart favorable de taux dont elle bénéficie sur l'euromarché. Pour les 2,7 milliards de francs effectivement rachetés sur la place de Paris, le CLF emprunte 1,2 milliard de francs sur l'euromarché s'ajoutent à 1,5 milliard déjà levés.

Les prochaines séances seront marquées par l'arrivée sur le marché d'emprunts de la BFCE (Banque française du commerce extérieur), o Crédit national et de la SOVAC. se du commerce extérieur), du

FRANÇOISE LAZARE

D Précision. - Comme le Monde l'indiquait dans son édition datée 29-30 septembre, le Crédit local de France (CLF) et la Caisse autonome de refinancement (CAR), tous deux filiales de la Caisse des dépôts et consignations, bénéficient bien de la notation financière la plus prestigiense, le triple A (AAA), attribué par l'agence de rating américaine Moody's. Mais aussi, et le Monde a omis de le signaler, du triple A accordé par la grande rivale de

Face à la fronde des élus locaux

### Le BRGM et GENCOR renoncent à leur projet minier en Guyane

Moins de trois semaines après avoir signé un accord, le Bureau d'études géologiques et minières (BRGM) et le groupe minier sud-africain GENCOR ont renoncé à exploiter ensemble une mine d'or en Guyane. Dans un communiqué commun laconique, les deux firmes ont expliqué, vendredi 11 octobre, qu'elles sont convenues de mettre lin à leur accord « en raison de l'opposition rencontrée localement à ce pro-

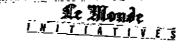
Le BRGM, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de l'industrie, et Genmin, filiale du groupe sud-africain GENCOR, avaient signé cet accord le 23 septembre, lors de la visite du ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, en Afrique du Sud (le Monde daté 22-23 septembre et du 9 octobre). Il prévoyait que les deux groupes exploreraient en commun le gise-

ment d'or de Montagne Tortue en Guyane. L'annonce de cette coopération avait aussitöt provoqué une véritable levée de boucliers chez les élus de ce département, qui y ont vu la survivance d'un « comportement colonialiste primaire». Une supture de mauvais augure pour la mine d'or de Salsigne (Aude), actuellement en dépôt de bilan, dont le groupe GENCOR s'était engagé à prendre 10 % du capital en contrepartie de son entrée dans le projet de Mon-tagne Tortue.

Moody's, américaine elle aussi, l'agence Standard and Poors.

dit, il s'agil de savon qui rair quoi précisément à la préparation de la cadre») et d'avoir l'assurance session dominicale de ce comité. A que les crédits s'inscrivent dans propos des pays de l'Est européen,

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est de l'Es



Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale Aux termes d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

### L'ensemble de l'industrie militaire irakienne est placée sous contrôle de l'ONU

L'ensemble de l'industrie militaire irakienne et une bonne partie de son industrie civile sont désormais placées sous le strict contrôle de l'ONU. Ainsi en ont décidé à l'unanimité, vendredi 11 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité, y compris les plus fidèles alliés de l'Irak que sont, dans cette instance, le Yémen et Cuba.

Dans sa résolution 715, le Conseil confie à la commission spéciale de l'ONU, chargée de l'élimination de toutes les armes irakiennes de destruction massive. et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le soin de s'assurer, à tout instant et en tout lieu, que l'Irak ne cherche pas à violer l'interdiction qui lui est faite de se procurer ou de produire des armes chimiques, biologiques, balistiques ou nucléaires. Pour y

LESSENTIEL

ÉTRANGER

Incertitudes sur les modalités du

de paix au Proche-Orient

Regain de tension en Israel...... 6

La succession de M. Kaifu

M. Miyazawa assuré d'être pre-

POLITIQUE

M. Méhaignerie et M. Baudis se

partageront la direction du parti

Un point de vue de M. Camba-

La chronique d'André Laurens ... 8

COMMUNICATION

M. Kiejman soutient la politique

HEURES LOCALES

Un tour de France des régions

Aquitame, un Far-West à la française • Les « petits Mickeys » achèven

Les récions vont fêter leur ving-

SOCIÉTÉ

Victoire anglaise sur les Etats-

**CULTURE** 

A la vente Kochno, meubles

baroques dispersés par Karl Lagerfeld à Monte-Carlo,...... 15

ÉCONOMIE

Services

Tálévision.....

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

a été tiré à 504 270 exemplaire

La Coupe du monde

Ventes : souvenirs

des Ballets russes

et les écologistes

Revue des valeurs....

Certains y croient ...

Changes, crédits

grands marchés...

Météorologia

Mots croisés.

Spectacles...

de rugby

Le TGV

per près de Marne-la-Vallée

La recherche

d'un rèalement

en Yougoslavie

cessez-le-feu ....

La préparation

au Japon

mier ministre.....

Deux présidents

Les débats au PS

Livres politiques

Le MIPCOM

à Cannnes

pour le CDS

de la conférence

parvenir, le Conseil a adopté deux plans, très détaillés et précis, l'un préparé par le secrétaire général de l'ONU et concernant les armes chimiques, biologiques et balistiques d'une portée supérieure à 150 km, l'autre par le directeur général de l'AlEA, pour les armes et installations nucléaires.

#### L'hypothèque Saddam Hussein

Ces plans font obligation à l'irak de laisser les experts de l'ONU et de l'AIEA contrôler, où et quand ils le veulent, toutes les installations techniques civiles et militaires qu'ils soupçonneraient être liées à l'industrie de l'armement. De même, tous les laboratoires et projets de recherche, les scientifiques et les techniciens y

travaillant, les produits importés ou exportés seront soumis à de rigoureux contrôles de l'ONU. Ce qui a fait dire au représentant irakien aux Nations unies, M. Abdel Amir el Anbari, que le responsable de la commission spéciale de l'ONU devrait se voir accorder le titre de « haut commissaire en Irak », comme au temps de la colonisation.

Mais, tant pour les représentants américain, britannique que français, il est clair que cette résolution n'a pas d'autre but que de contraindre l'Irak à respecter ses engagements à ne plus produire d'armes de destruction massive. Plusieurs diplomates reconnaissaient que ces dispositions rigoureuses pourraient être révisées si le président Saddam Hussein quittait le pouvoir. - (AFP.)

### Entre Français, Américains et Suédois

### La compétition se durcit pour emporter un marché finlandais de 67 avions de combat

Dans quelques mois, le ministère finlandais de la défense doit arrêter son choix sur celui des constructeurs actuellement en compétition qui remportera le marché du renouvellement de sa flotte aérienne. Il s'agit en tout de soixante-sept avions, dont sept appareils-écoles biplaces, pour un budget fixé à 9,5 mil-(l'équivalent de 13 milliards de francs).

### HELSINKI

de notre envoyée spéciale

Si la décision du gouvernement d'Helsinki sur le renouvellement de la flotte aérienne est avalisée par le Parlement, le contrat avec le fournisseur pourrait être signé en juin 1992. Sur les rangs : le JAS-39 Gripen suédois, le F-16 et le F-18 américains, et le Mirage 2000-5 de Dassault. La compétition est de plus en plus serrée avec l'entrée en scène du F-18. seul bimoteur des quatre, « deux fois plus sur », affirme son constructeur, le groupe McDonnell-Douglas, qui s'appuie sur ce que la guerre du Golfe aurait démontré, mais « deux jois plus cher », entend-on aussi du côté de la concurrence.

Les performances des appareils, si elles sont essentielles, ne sont cependant pas tout, et les compensations - l'offset dans le jargon proposées par les constructeurs doivent répondre à l'objectif des autorités « d'allèger le fardeau que représente, pour l'économie finlan-daise, l'achai de matériel de défense, et de creer de nouvelles possibilités pour les industries Jinlanduises ».

Compte tenu des difficultés que connaît depuis quelque temps l'économie finlandaise, une dépense de 9,5 milliards de marks représente effectivement un lourd fardeau qui doit être couvert à 100 %, sinon plus, par l'offset, avec des effets à long terme pour le développement technologique et industriel du pays.

Les Finlandais ont le souci d'ajouter un raffinement supplémentaire dans cette compétition : le a prêt offset », qui devrait donner la mesure du sérieux des concurrents et peser dans la décision finale. Ainsi, il y a quelques jours, General Dynamics, qui présente le F-16, annonçait la création d'une « joint venture » (société

 Des matériels de Thomson pour la marine canadienne. - La filiale canadienne du groupe français Thomson-CSF, créée en 1984, vient d'être choisie pour fournir des équipements de transmissions, des capteurs de détection et des systèmes de navigation à la marine de guerre canadienne.

Celle-ci a prévu de monter ces matériels sur douze bâtiments de désense côtière. Ce contrat est estimé à environ 200 millions de

commune) avec (a société Vaisala. numéro un mondial des instruments de mesures météorologiques. Les perdants auront toutefois la possibilité de transférer les contrats des offsets à d'autres fournisseurs de la défense finlandaise

#### « Gagnants ou K-O»

Difficile, actuellement, de dire de chances. Par leur proximité et leurs liens étroits avec les indus-tries finlandaises, les Suédois, malgré le retard accumulé par le projet Gripen, ne se sentent pas le moins du monde hors concours, et le nouveau gouvernement a assuré l'avion de tout son soutien. McDonnell-Douglas a déjà une bonne coopération avec la Finlande dans le secteur de l'aviation

Les Français ont aussi développé la leur, dans le secteur mili-taire, avec bonheur ces dernières années, et la Finlande, s'affirmant maintenant résolument européenne depuis sa demande d'adhésion à la CEE, pourrait être intéressée par le Mirage.

« Nous prenons cette affaire extrêmement au sérieux », dit M. Bruno Depret, délégué de Das-sault-Aviation, à Helsinki depuis un an : « Nous en sortirons gagnants ou K-O dans ce sens que nous aurons fait le maximum pour obtenir le marché. « Par exemple aucune restriction en ce qui concerne le transfert de technologie, même la plus avancée, comme la technique de soudure TIG, ou les commandes déjá passées par Dassault auprès d'un certain nom-bre de sous-traitants finlandais pour préparer le terrain psychologiquement et concrétement.

Valmet, poids lourd, s'il en est de l'industrie finlandaise, se ver rait offrir de fabriquer sur place un certain nombre de pièces du Mirage. Cette compensation pour rait même, dit-on, s'étendre à rien moins que des éléments du Rafale. Dassault s'engagerait, pour sa part, à aider Valmet à commercialiser son Redigo, un avion d'entraînement pour des débu-

Les autorités finlandaises ne souhaitent pas que l'affaire se traite sur la place publique. Mais cette recommandation est battue en brèche par ceux qui estiment que la publicité donnée à la conclusion d'un accord peut avoir un effet positif.

FRANÇOISE NIÉTO

### de trafic de drogue. - Un avocat du barreau de Paris, M. Guy sis par la douzième chambre cor-

Un arrêt du Conseil d'Etat

### M. Diouri peut rester en France

M. Abdelmoumen Diouri peut rester en France. Ainsi en a décidé le Conseil d'Etat, vendredi 11 octobre, en confirmant le sursis à exécution de la mesure d'expulsion en urgence absolue de l'opposant marocain le 20 juin. La plus haute juridiction administrative a en effet repoussé le pourvoi du ministre de l'intérieur en annulation du jugement du tribunal administratif de Paris qui avait, le 10 juillet, ordonné le sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion.

La décision du Conseil d'Etat est tombée comme un nouveau désaveu du gouvernement, qui avait ordonné l'expulsion en urgence absolue de M. Abdelmoumen Diouri. Entre en France en 1971, réfugié politique depuis 1977 et disposant de titres de séjour réguliers, l'opposant au régime de Hassan II pourra demeurer dans le domicile de la région parisienne qu'il avait rega-gné, en juillet, après plusieurs semaines de « résidence surveillée» dans un hôtel de Libreville.

Réuni en assemblée plénière, le Conseil d'Etat a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, M= Maryvonne de Saint Pulgent. Magistrat indépendant chargé de dire le droit, celle-ci avait demandé de rejeter le pourvoi du ministre de l'intérieur, tout en reconnaissant l'importance des développements fournis par le ministère de l'intérieur à propos des « activités politiques occulies de M. Diouri ». Si ce dernier a obtenu gain de cause, il n'en est pas moins présenté, par le magistrat, comme « un individu indésirable ».

« Le dossier du ministre fait unnaraître M. Diouri non comme un espion ou un terroriste actif. route et un porteur de valises de tous les terrorismes arabisants, a noté M= de Saint Pulgent. Un dossier de cent soixante-dix pages, une quinzaine de « notes de police», des photographies prises à l'insu de M. Diouri : rarement le ministère de l'intérieur et ses services auront fourni autant d'éléments à l'appui de leurs dires, et de l'audience d'appel devant le

La place Beauvau n'aura pas La place Beauvau n'aura pus lésiné sur les moyens pour justifier un arrêté d'expulsion qui avait été motivé par les « intelligences de nature à troubler gravement la sécurité publique et à nuire aux intérêts essentiels de la France» que M. Diouri aurait entretenues avec « des groupes et nuissances avec « des groupes et nuissances avec « des groupes et puissances

La première partie du dossier composé par le ministère remonte aux alentours de 1975 et concerne la mouvance terroriste palestinienne avec laquelle, selon le com-missaire du gouvernement, il n'est pas prouvé que M. Diouri ait entretenu des liens après cette date. Denxième épisode du dossier constitué par la police : au milieu des années 80, M. Diouri est signalé comme un agent des services de renseignement libyens, circulant en Europe sous de fausses identités, achetant des armes destinées au Proche-Orient, assurant la liaison des activités subversives libyennes en France et à l'étranger. Sur ce chapitre, M= de Saint Pulgent a estimé que le ministère de l'intérieur n'a pas fourni d'éléments postérieurs à

#### «Sans aucun donte indésirable »

Plus sérieux lui paraissent les griefs concernant la période allant de la crise du Golfe à l'expulsion de M. Diouri. Celui-ci se voit reprocher sa sympathie affichée pour le régime irakien et ses relations nources avec physicans mouvements islamistes. « Son action pro-irakienne, commente M= de Saint Pulgent, ne revêtait un carac-tère vraiment dangereux que pen-dant la guerre du Golfe, laquelle était terminée à la date de son expulsion. La question se résiune donc au point de savoir si les acti-vités pro-islamiques de M. Diouri, dont la réalité est établie par le suffisamment impérieuse pour la streté de l'Etat et la sécurité publi-que pour justifier une expulsion en urgence absolue, »

Au total, pour Me de Saint Pul-gent, M. Diouri est « sans aucun doute un individu indésirable et présentant pour la sécurité publique un danger qui, dans certaines cir-constances, peut devenir très sérieux. Mais le dossier n'établit pas que de telles circonstances exis-taient ou risquaient sérieusement d'exister en juin 1991. A cette date, M. Diouri ne pouvait donc être expulsé selon la procedure de l'urgence absolue, seule utilisable à son encontre »

Pour ce qui concerne la valeur des éléments de preuve présentés par le dossier ministériel, le commissaire du gouvernement a rap-pelé que « dans les affaires de terrorisme ou d'espionnage », le ministre de l'intérieur ne doit certes pas «être tout à fait cru sur parole en ce qui concerne la dangerosité de l'étranger expulsé», mais qu'il est « autorisé à occulter la provenance des renseignements qui nourrissent son dossier de police». ce qui permet de préserver le secret des méthodes de surveillance et de renseignement dans des domaines intéressant la sûreté de l'Etat.

« J'ai toujours cru en la justice française, a réagi M. Diouri à la lecture de l'arrêt de la bante juridiction. La décision du Conseil d'Etat fera école et sera une leçon de justice et de démocratie pour les pays qui les violent. Et je veux par-ler du Maroc», a-t-il poursuivi. Dans son entourage, comme à France Terre d'asile, on se réjouissait que, contrairement à ce qu'avaient évoque diverses personnalités, dont le président de la République, au moment de l'expulsion, l'argument seion lequel M. Diouri aurait du respecter un quelconque « devoir de réserve » avait finalement été écarté par le ministère de l'intérieur. L'opposant reste néanmoins convaincu que « c'est la parution de ce fameux livre qui a provoqué l'expulsion ».

Prenant acte de la décision du Conseil d'Etat et s'engageant « à en tenir compte pour l'avenir ». M. Philippe Marchand a précisé le fond de l'affaire sera en effet traité ultérieurement par la justice administrative, qui devra se prononcer sur l'annulation pure et simple de la mesure d'expulsion. «Le Conseil d'Etat n'a pas dit que les raisons justifiant cette expulsion n'étaient pas fondées, a réagi le ministre. Il a simplement décidé que la procédure employée ne rvenait pas ».

ÉRICH INCIYAN

### Le ministère de la santé prêt à négocier avec les infirmières

Le ministère de la santé est prêt à entamer, lundi 14 octobre, les négociations proposées jeudi 10 aux syndicats et organisations représentatives des personnels infirmiers.

Selon un communiqué du ministère, M. Brano Durieux «installera personnellement » la mission de négociations confiée à M. Alain Piquet, inspecteur général des affaires sociales, « sur les condi-tions de travail et la prise en compte des contraintes propres à la profession d'infirmière et en particulier le travail de nuit. des dimanches et des jours fériés».

Pour le ministère, ces négociations out également pour but « de définir le cadre national des contrats d'amélioration des condi tions de travail qui seront passés entre les hôpitaux et les services extérieurs de l'Etat, après concerta-tion avec les personnels ». La Coor-dination nationale des infirmières avait déclaré, jeudi soir, que les points que le ministre acceptait de négocier ne correspondaient pas à ses revendications, notamment à l'« urgence de nouveaux effectifs ».

### Les transfusés contaminés par le virus du sida seront indemnisés

Dans un communiqué publié vendredi 11 octobre, l'Association de défense des transfusés (ADT) indique que le gouvernement « paraît résolu » à accorder aux transfusés contaminés par le sida aune aide identique à celle accor-dée en 1989 aux hémophiles atteints» (le Monde daté 6-7 octo-

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information

13 Un avocat condamné pour recel

Nicolas, inculpé de recei de trafic

de stupéfiants, a été condamné,

vendredi 11 octobre, à quinze

mois d'emprisonnement avec sur-

rectionnelle de Nanterre (Hauts-

de-Seine). Il lui est reproché

d'avoir aide la sœur d'un trafi-

quant, Miloud Berrahal, dont il

était le conseil, à récupérer

100 000 F provenant d'un trafic

de cocaîne entre les Pays-Bas et la

des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter des à présent la présen-

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fonda-teur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand «s'est montré extrêmement sensible au drame que vivent actuellement les transsusés contaminés par le virus du sida». Quatre mille trans-fusés seraient, en France, concernés par ce problème.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

CHAMPS ÉCONOMIQUES

### Repas gratuits lors d'une fête du PS

La rose a du cœur... Venu, le 23 septembre à Calais, pour animer une de ces Fêtes de la rose qui réunissent les militants socialistes, M. Laurent Fabius avait eu le plaisir d'être chaleureusement applaudi par un milier de personnes pendant le benquet. Or, parmi ses auditeurs, figuraient une cinquan-taine d'habitués du Restaurant du coeur de la ville, invîtés à profiter d'un repas gratuit.

A l'origine de cette initiative se trouve un conseiller municipal socialiste de Calais, M. Francis Moreau, qui préside l'Association d'entraide calaisienne et avait utilisé le fichier de celle-ci. Dans un communiqué, signé avec M. André Capet, député (PS) du Pas-de-Calais, M. Moreau reconnaît le fait, en expliquent que cinquante «volontaires» avaient accepté cette invitation et que « conformément à notre conception de la solidarité, le repas était offert à ceux qui, pour des raisons économiques, en faiseient la demande».

interrogé, vendredi 11 octobre, sur France-Inter, M. Fabius a expliqué n'avoir été informé qu'au début de la semaine et que c'est « très désagréable ». Il a ajouté : «Mais, en même temps, je crois qu'il ne faut pas dramatiser. J'ai ancore dans le souvenir qu'il y a un millier de personnes qui étaient là et, si l'ai bien comoris. il y avait une cinquantaine de per-sonnes qui étalent invitées.» Les responsables nationaux des Restaurants du coeur, eux, ont sévèrement critiqué cette pratique. Dans un communiqué publié vendredi, le président de l'association, M. Paul Houdant, déclare : «Il s'agit d'un non-respect de notre éthique, d'un manque de respect de nos bénéficiaires eux-mêmes et d'une trahison de notre confiance (...) If annonce que tout pouvoir a été retiré au président de l'association calais

**PUR CACHEMIRE** ET SUPER 100S AUX PRIX ANTI-CRISE MEME LE DIMANCHE **DE 10H A 18H** 

The farmer

Constitution .